



Revue de presse de Juillet 2024

**Réseau des Journalistes Africains
Spécialisés sur le Développement
Durable & le Changement
Climatique**

Un programme de l'Association Africa 21

Références : Accord de Paris, AFD, Agence panafricaine de la Grande muraille verte, Agenda 2063, Amnesty international, Autorité du Bassin du Niger, BAD, Banque mondiale, BMZ, CAD, CEA-ONU, Charte mondiale pour la transparence des pêches, CNULCD, Commission de l’Océan indien, Commission européenne, COP 28, FAO, Fonds de partenariat pour le carbone forestier, Fonds pour l’environnement mondial, Fonds vert pour le climat, GIZ, Greenpeace Afrique, IOM, ISC, IUCN, Nile Bassin Initiative, OCDE, PACJA, PFBC, PNUD, PNUE, REDD+, Transparency international, UA, UA-ECOSOCC, UE, UICN, UNCCD, UNEP, UNESCO, USAID, WHO, World Bank.

Table des matières

Ernest Agbota (Bénin) ; Pour une justice climatique dynamique en Afrique la BAD entonne l'éternel chant de PACJA ; Radio Parakou/ORTB, juillet 2024.	5
Joël Dally (Côte d’Ivoire) ; Utilisation du compost / La CSCI et l’Anader, pour une gestion durable des terres ; L’Avenir, 1 ^{er} juillet 2024.	6
Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Crise climatique : La Côte d’Ivoire reçoit 35 millions de dollars pour avoir réduit ses émissions de carbone ; Afrique durable, 2 juillet 2024.....	8
Thuku Kariuki (Kenya) ; People at Centre of Conservation as Nairobi Hosts Biodiversity Conference ; Science Africa, July 2, 2024.	11
Lina Mwamachi (Kenya) ; Simple solutions to growing and nurturing trees towards meeting target of 15 billion trees by 2032 ; Eco Conscious, July 2, 2024.	15
René Bagalwa (RDC) ; RDC : Le Parc National de Kahuzi Biega condamne l’attaque de ses agents par des miliciens Mai mai à Shabunda ; Media Pro Television, 3 juillet 2024.....	19
Thuku Kariuki, Daniel Furnad (Kenya) ; NCN’s Carbon Summit - Uniting Industry for Action and Solutions ; Story Spotlight, July 4, 2024.	22
Didier Makal (RDC) ; Des actions urgentes pour les forêts d’Afrique centrale ; Mongabay, 4 juillet 2024.	24
Lominda Afedraru (Ouganda) ; How beneficial insects boost crop production ; Saturday Monitor, July 6, 2024.	30
Sarah Natoolo (Ouganda) ; Nile Basin Initiative has handed over a contract to Ubuntu Consulting Limited ; UBC Television Uganda, July 7, 2024.	31
Aïssatou Fofana (Côte d’Ivoire) ; Paysage durable en Côte d’Ivoire : Proforest et ses partenaires lancent bientôt dans la phase opérationnelle du projet à San Pedro ; L’Ecologiste, 8 juillet 2024.	31
Diana Taremwa Karakire (Ouganda) ; Teenage Pregnancies Soar as Floods Uproot More Families in Kasese district ; July 10, 2024.	34
Rivonala Razafison (Madagascar) ; La sauvegarde des récifs coralliens est urgente face à la hausse des températures mondiales ; Mongabay, 11 juillet 2024.....	46

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique de l’Ouest : Greenpeace Afrique lance le Mouvement pour la justice climatique ; Environnementales, 12 juillet 2024.	58
Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Lutte contre la désertification : Les communes de Baskouré et de Kando ont mis en terre plus de 40 000 plants ; Afrique durable, 12 juillet 2024.	60
Rabah Karali (Algérie) ; Lutte contre la désertification et la sécheresse : l’Algérie, un cas d’école ; DZ Charikati, 13 juillet 2024.	64
Lenah Bosibori (Kenya); Nigeria's Energy Sector faces data challenges despite numerous government agencies, experts say; Africa Science News, July 14, 2024.	67
Lenah Bosibori (Kenya); Kenyan educators call for sponsorship to boost adult learning programs; Africa Science News, July 15, 2024.	69
Joseph Abuje (Kenya); UNEP, ISC urge for better tracking of global crises; Africa Science, July 16, 2024.....	71
Serge Hengoup (Cameroun) ; Cameroun : les déserts sont-ils un bon choix pour la production de l’énergie solaire ? L’Opinion plus, 16 juillet 2024.	73
Lenah Bosibori (Kenya); Over 200,000 africans lost their lives due to road traffic injuries in 2021 - WHO report; Africa Science News, July 16, 2024.....	78
Serge Hengoup (Cameroun) ; Lutte contre la désertification /Opération Sahel vert, la Grande Muraille verte, pourquoi ces projets de reboisement en Afrique peinent à se pérenniser ? Nouvelles du Continent, 16 juillet 2024.	80
Rabah Karali (Algérie) ; Production d’hydrogène vert en Algérie, cap sur le développement de l’alternative verte ; E-bourse, 18 juillet 2024.	83
Moussa Mane (Sénégal) ; Le Lac Rose classé en réserve naturelle urbaine ; RTS 1, 18 juillet 2024.	84
Ian Muhire (Burundi) ; Célébration de la journée mondiale de la protection des chimpanzés au Burundi ; Radio Kazoza FM,19 juillet 2024.	85
Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Lutte contre la désertification au Burkina Faso: Le premier défi environnemental ; Afrique durable, 19 juillet 2024.....	86
Naïma Cherii (Maroc) ; La pêche débarque au Parlement. Pluie d’alertes des politiques, experts et professionnels ; L’Express, 19 juillet 2024.	91
Lominda Afedraru (Ouganda) ; Fish farming boosts Uganda’s economy – study ; Saturday Monitor, July 20, 2024.	95
Joseph Abuje (Kenya); USD 4 billion to restore soil health in sub Saharan Africa; Africa Science, July 20, 2024.	96
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Ambitious Programme To Plant A Million Trees In One-Day planned in Zimbabwe ; Pan African vision, July 23, 2024.....	97
Hector Namangue (Togo) : Bosco Djaka, l’éco-entrepreneur qui révolutionne l’agriculture à Mission-Tové ; Vert Togo, 23 juillet 2024.....	99

Boris Ngounou (Cameroun) ; africains : la révolution verte contre la marée plastique ; Afrik 21, 23 juillet 2024.	101
Kenya facing shortage of geologists critical to climate smart-future ; Panapress, July 24, 2024.	104
Nassima Oulebsir (Algérie) ; Incendies de forêt : Le ministère de l'Intérieur rassure ; El Watan, 24 juillet 2024.	106
Rivonala Razafison (Madagascar) ; Les défenseurs de la nature de plus en plus en danger à Madagascar ; Mongabay, 24 juillet 2024.	108
Tatiana Meliedje (Cameroun) ; ODD : bilan et recommandations pour l'Afrique ; News du Camer, 25 juillet 2024.	121
Lenah Bosibori (Kenya); Kenya's biodiversity stakeholders call for an urgent policy review to safeguard the country's biocultural diversity; Africa Science News, July 25, 2024.	123
Rabah Karali (Algérie) ; Coopération dans le domaine du développement de l'hydrogène vert, 2024, une année très prolifique ; Ebourse, 25 juillet 2024.	125
Boris Ngounou (Cameroun) ; Journée africaine des mers et des océans : entre sauvetage et préservation ; Afrik 21, 25 juillet 2024.	126
Tatiana Meliedje (Cameroun) ; Près de 40 licences de pêche octroyées au Cameroun en 2024 ; News du Camer, 25 juillet 2024.	129
Didier Makal (RDC) ; La difficile valorisation de la filière artisanale du cobalt et du cuivre en RDC ; Monga Bay, 25 juillet 2024.	131
Jenifer Gilla (Tanzanie) ; Environmental Stakeholders Urge Comprehensive Solid Waste Management ; Habitat Media, July 28, 2024.	137
Kennedy Abwao (Kenya) ; Kenyan climate scientists discover groundbreaking Turkana Jet influencing drought patterns ; Panapress, July 29, 2024.	141
Tatiana Meliedje (Cameroun) ; Cameroun : des observateurs embarqués pour améliorer la pêche des crevettes ; News du Camer, 29 juillet 2024.	144
Didier Makal (RDC) ; L'administration publique en RDC est-elle au cœur des indemnités injustes aux délocalisées de Lualaba ? MongaBay, 29 juillet 2024.	148
Sarah Natoolo (Ouganda) ; Food research Kawanda ; UBC Radio, July 30, 2024.	155
Jenifer Gilla (Tanzanie) ; Experts expound environmental significance of mangroves ; Habitat Media, July 31, 2024.	156



Ernest Agbota (Bénin) ; Pour une justice climatique dynamique en Afrique la BAD entonne l'éternel chant de PACJA ; Radio Parakou/ORTB, juillet 2024.

Tag : BAD, PACJA.

Pour écouter le reportage : https://soundcloud.com/angelique-dehoue/pour-une-justice-climatique-dynamique-en-afrique-la-bad-entonne-leternel-chant-de-pacja?si=8077c7c9fc3841b3b9f6b0788d854000&utm_source=clipboard&utm_medium=text&utm_campaign=social_sharing

Dans ce magazine radio du moi de juillet 2024 consacré à la revue Africa 21, nous nous penchons sur les efforts pour une justice climatique dynamique en Afrique, avec un focus sur la Banque Africaine de Développement (BAD) et ses collaborations avec l'Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique (PACJA). Intitulé "Pour une justice climatique dynamique en Afrique : la BAD Entonne l'Éternel Chant de PACJA", ce programme de 6mn 05s, met en lumière les initiatives, les défis et les succès dans la lutte pour une Afrique plus verte et plus équitable face au bouleversement climatique.

l@venir

Informer • Analyser • Prospérer

Joël Dally (Côte d'Ivoire) ; Utilisation du compost / La CSCI et l'Anader, pour une gestion durable des terres ; L'Avenir, 1^{er} juillet 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://www.lavenir.ci/economie/7830-utilisation-du-compost-la-csci-et-lanader-pour-une-gestion-durable-des-terres>



L'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER), a permis aux agriculteurs et agricultrices de fabriquer du biofertilisant à partir de matériaux naturels disponibles, en vue de booster la fertilité du sol sans ajouter d'éléments chimiques.

Choisir le compost comme technique agricole a plusieurs motivations. En plus de sa capacité à améliorer la fertilité du sol, le compost permet de valoriser et de réduire les déchets organiques qui pourraient finir en décharge. C'est une technique de gestion durable des ressources qui encourage la biodiversité utile pour la santé des cultures et des écosystèmes agricoles dans leur ensemble. Riche en azote, phosphore et potassium, il accélère la croissance des plantes et réduit considérablement la dépendance en engrais chimiques synthétiques.

Au plan environnemental, la fabrication de compost génère généralement moins d'émissions de gaz à effet de serre réduisant ainsi l'empreinte carbone. Son utilisation est plus résiliente face aux effets des changements climatiques, tels que l'érosion et la perte de fertilité.

Aider à la transition vers une agriculture plus durable

Il joue un rôle significatif dans la promotion et l'adoption de cette technique par les agriculteurs et agricultrices

« Le projet Benkadi de la convention de la société civile ivoirienne (CSCI) est initiative qui encourage l'adaptation dans les techniques culturales notamment : le compostage. Il joue un rôle significatif dans la promotion et l'adoption de cette technique par les agriculteurs et agricultrices. Par la sensibilisation, la formation, l'accompagnement technique et le développement communautaire, la CSCI veut aider de manière significative à la transition vers une agriculture plus durable et respectueuse de l'environnement en y incluant les couches vulnérables (les femmes, les jeunes et les personnes handicapées) » confie M. Adou, Technicien supérieur en agronomie à Dabou et expert-formateur.

C'est pourquoi, l'Anader (Agence Nationale d'Appui au Développement Rural) apporte un appui technique et conseil agronomique dans ce projet pour soutenir la mise en œuvre des pratiques de compostage et d'autres techniques agricoles durables. En partenariat avec la CSCI, elle forme, mobilise les acteurs et suit rigoureusement la mise en œuvre inclusive du projet pour une agriculture plus durable à long terme.



Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Crise climatique : La Côte d'Ivoire reçoit 35 millions de dollars pour avoir réduit ses émissions de carbone ; Afrique durable, 2 juillet 2024.

Tag : Accord de Paris, Banque mondiale, Fonds de partenariat pour le carbone forestier, REDD+, UNESCO.

Pour accéder à l'article : <https://afridorable.net/crise-climatique-la-cote-divoire-recoit-35-millions-de-dollars-pour-avoir-reduit-ses-emissions-de-carbone/>

La Côte d'Ivoire vient de bénéficier dans le mois de juin 2024 de la Banque mondiale la bagatelle de 35 millions de dollars soit 21 455 035 000 de Francs CFA en paiement d'une « réduction vérifiée de ses émissions de carbone ». La Côte d'Ivoire est désormais le quatrième pays d'Afrique, après le Mozambique, le Ghana et Madagascar, à recevoir un paiement du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) basé sur les résultats obtenus.

Dans ses efforts dans le cadre de la résolution de la crise climatique, la Côte d'Ivoire a réussi à réduire de 7 millions de tonnes ses émissions de carbone. Ce qui lui a valu un versement de la part de Banque mondiale la somme de 21 455 035 000 de Francs CFA à travers le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) institué par la Banque mondiale. Ce montant représente la contrepartie des crédits carbone provenant de la conservation et de la restauration des forêts ainsi que d'activités d'agroforesterie. Les principaux bénéficiaires directs de cette somme sont les communautés locales et les acteurs de la conservation des forêts qui ont joué un rôle clé dans la « réduction de la pollution en réhabilitant les forêts dégradées, en plantant des cultures et des arbres, et en préservant les forêts existantes ». Le paiement s'inscrit dans le cadre d'un accord plus large dont l'objectif est d'atteindre 10 millions de tonnes de réduction des émissions (10 millions de « crédits carbone »), pour une valeur totale de 50 millions de dollars.

Il faut noter que ce premier paiement est basé sur la « réduction vérifiée des émissions de carbone », confirmée par un tiers indépendant. Les fonds seront distribués conformément à un plan de partage des bénéfices rigoureux, conçu dans le cadre d'un processus consultatif, participatif et transparent, et ils bénéficieront directement à ceux qui ont joué un rôle majeur dans la réduction des émissions de carbone entre le 30 octobre 2020 et le 31 décembre 2021. Le versement souligne l'importance de la coopération internationale et des mécanismes financiers dans le renforcement des pratiques environnementales durables. Il met aussi en lumière un modèle de réhabilitation reproductible partout dans le monde et fondé sur le reboisement, sur des techniques d'agroforesterie et sur des efforts de conservation des forêts. Il démontre aussi l'impact des incitations financières sur la promotion d'une large participation à la préservation de l'environnement aux échelons local et international.

Le programme de réduction des émissions de la Côte d'Ivoire illustre l'approche stratégique du pays qui entend lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts, tout en renforçant le stockage du carbone grâce au reboisement et à l'agroforesterie. Cette initiative est conforme aux engagements pris par le pays dans le cadre de l'accord de Paris et témoigne de son implication active dans la gestion de l'environnement et l'action climatique. Pour Marie-Chantal Uwanyiligira, directrice des opérations de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire : « La réussite remarquable de la Côte d'Ivoire reflète son engagement indéfectible en faveur d'une gestion responsable de l'environnement, de l'action climatique et de la prospérité partagée. En réduisant ses émissions de carbone, le pays protège non seulement ses forêts inestimables, mais ouvre également la voie au développement durable sur l'ensemble du continent africain et au-delà. Il est impératif que la communauté internationale se mobilise pour soutenir la Côte d'Ivoire, en accordant aussi un soutien financier déterminant à son programme d'adaptation afin d'accélérer les progrès vers un avenir plus durable pour tous. »

Destiné à lutter contre la déforestation et la dégradation dans cinq régions administratives de la ceinture du cacao, le programme cible des zones soumises à un stress environnemental sévère. S'étendant sur environ 4,69 millions d'hectares, dont le très important parc national de Taï qui est une réserve de biosphère de l'UNESCO, le programme vise à réduire les émissions de CO2 de 30 millions de tonnes sur une période de cinq ans, en privilégiant les pratiques de

gestion durable des terres. La Côte d'Ivoire est désormais le quatrième pays d'Afrique, après le Mozambique, le Ghana et Madagascar, à recevoir un paiement du FCPF basé sur les résultats obtenus.

À propos du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF)

Le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) est un partenariat mondial réunissant des États, des entreprises, des organisations de la société civile et des représentants de populations autochtones, qui œuvre en faveur de la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, de la conservation des stocks de carbone forestier, de la gestion durable des forêts et de l'amélioration des stocks de carbone forestier dans les pays en développement (l'ensemble de ces activités étant désignées communément sous l'acronyme REDD+). Lancé en 2008, le FCPF a collaboré avec 47 pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine-Caraïbes, aux côtés de 17 bailleurs de fonds dont les engagements et les contributions s'élèvent à 1,3 milliard de dollars.



Thuku Kariuki (Kenya) ; People at Centre of Conservation as Nairobi Hosts Biodiversity Conference ; Science Africa, July 2, 2024.

Tag : IUCN.

To access the article : <https://news.scienceafrica.co.ke/people-at-centre-of-conservation-as-nairobi-hosts-biodiversity-conference/>



Kenya has just finished hosting another vital conference in moving forward conservation efforts across the African continent. The International Union for Conservation of Nature (IUCN), chose Nairobi as the site of its inaugural Africa Conservation Forum.

The event brought together over 700 key actors, from governments to civil society organizations, academics to scientific experts, including women and youth leaders. For the first time, the continent wasn't separated into three regional groupings.

The IUCN feels it is time for African conservation efforts to unite! Thus the theme for the forum: "African solutions for nature and people – creating transformative responses to the biodiversity and climate crisis in Africa."

Putting people at the center of the discussion was no accident. The host nation has seen its population nearly double in the last two decades, from 26 million to over 50 million citizens. Similar populations booms are seen across Africa, with the continent now home to over a billion people.

Naturally, this creates new strains on ecosystems as people seek to provide for their growing families. Noting the increase in human-wildlife conflicts, Alfred Mutua, Kenya's Minister of Tourism and Wildlife, in his opening remarks said: "For conservation to be truly effective and sustainable, we must ensure that local communities are not only involved but are also primary beneficiaries...Kenya, with its rich biodiversity, is actively implementing the National Biodiversity Strategy and Action Plan, focusing on locally-led and appropriate solutions for nature and people."

IUCN warns that biodiversity and indeed whole ecosystems are under immense pressure. Their research shows that 6,400 animals and 3,100 plants in Africa are at risk of extinction. Statistics on birds and fish are less complete, but populations of vertebrate species in Africa are estimated to have declined by 39 percent since 1970.

The continent's development is of interest to the entire world. Africa is home to one-quarter of the world's mammal species; one-fifth of the world's bird species; at least one in six of the world's plant species; and 369 wetlands of international importance. If action is not taken, people will continue to encroach on land and resources that these species need to flourish.

"We've run out of time: existing actions are inadequate and true transformation means moving from transformation rhetoric to integrated actions in the biodiversity-climate-energy nexus now," stated Imèn Meliane, IUCN Vice President and Regional Councillor.

Much of the focus of the three day event was on climate change, a subject explored in Nairobi at last year's inaugural African Climate Change Summit. According to IUCN data, climate change is exacerbating human-driven biodiversity losses.

At global warming levels (GWL) above 1.5°C the continent will lose 30 percent of the area of suitable habitat for various species. Also, more than 10 percent of plants, vertebrate, and invertebrate species across 90 percent of Africa will face risk of local extinction.

At 2 degrees GWL, the effects are even more dramatic, with local extinction of more than 50 percent of plants, vertebrate and insect species across one-fifth of Africa; and total extinction of a third of freshwater fish and more than 90 percent warm-water coral reefs.

By the end of the event, delegates determined that Africa needs to ramp up investment in its natural assets in support of its economies and society. New business models that engage women and younger generations prove that investing in nature brings benefits for all.

Governments and the private sector working together with civil society organizations, accompanied by enhanced education and communication actions, were identified as templates for a better integrated method of working.

"Africa is a youthful continent, and innovative solutions require the voices and aspirations of its youth to make them a reality," said Fatima El-aaraby, Young Professional Regional Focal Point – Africa, IUCN Commission on Environmental, Economic and Social Policy (CEESP).

While participants stressed that it is vital to get local communities, particularly indigenous groups, to buy in to saving eco-systems, they also recognized that funding must come from a variety of sources.

Combatting climate change and protecting biodiversity, require education programs, promotion of sustainable livelihoods, and the diversion of commercial projects. These costs can be borne by governments, international environmental organizations, global financial institutions, commercial enterprises and ordinary citizens, working from within their local communities.



The IUCN will continue to push its pro-biodiversity agenda in Africa at upcoming forums. Its 1400 member organizations and 16,000 experts will contribute to shaping the agenda for the IUCN World Conservation Congress, to reflect African concerns and resources. This event is to be held in the United Arab Emirates in 2025. The IUCN Congress will in turn set the global conservation agenda for the years ahead. This will be informed not only by the just-concluded event, but will also receive constant updates from continuous engagement with key African actors.

The IUCN Director General Grethel Aguilar summed up the hoped impact of the conference, saying: “The Africa Conservation Forum saw IUCN Members from this vast and beautiful continent united for people and nature. We heard the voices of Africa coming from governments, civil society, Indigenous Peoples organisations, local communities, and youth, all under the umbrella of IUCN – building bridges and demonstrating that we are stronger together. One thing is clear: this is a continent full of biodiversity and vibrant people, ready to embrace and demonstrate African solutions for nature and people.”

eco conscious

News | features | podcast

Lina Mwamachi (Kenya) ; Simple solutions to growing and nurturing trees towards meeting target of 15 billion trees by 2032 ; Eco Conscious, July 2, 2024.

Tag : -.

To access the article : <https://eco-conscious.co.ke/simple-solutions-to-growing-and-nurturing-trees-towards-meeting-target-of-15-billion-trees-by-2032/>



Taita Taveta Wildlife Conservancies Association, TTWCA, led a tree planting activity in Taita Taveta County, which saw more than 1,000 trees planted at the Taita Hills Sanctuary, as the world marked World Environmental Day on 5th of June this year 2024.

The number of trees planted scaled the number of trees planted this year by TTWCA to a total of 10,000 of the 40,000 trees expected to be planted in collaboration with various stakeholders in the region within a span of two years.

Speaking after the tree-planting activity that brought together various stakeholders, the manager Taita Hills Wildlife Sanctuary, Jacob Ngatia said they were aiming to grow trees in the area affected by climate change, including wildfires, degradation and massive tree cutting.

Ngatia says they have put numerous tree planting strategies in place to increase tree cover by ensuring that every tourist visiting the hotel grows a tree that continues to be nurtured to fullest by personnel designated to handle the activity, adding that they aim to plant more than 40,000 trees within the next two years after initiation of the project in 2010.

Equally, minister for Environment, Water, Sanitation, Climate Change and Natural Resources in Taita Taveta County, Grantone Mwandawiro said the county through the Climate Change Response Unit had invested 20 million shillings to plant and grow 20,000 trees, through empowering local communities and community based organizations in remote areas within Taita Taveta County.

Mwandawiro cited that, the county government of Taita Taveta has allocated 360,000 acres of land for tree planting, a rate of 1,000 trees per hectare, which is equivalent to 360 million trees in ten years and, totaling to 36 million trees each year. The minister also urged communities and everyone to ensure they plant 100 trees each year, as a way to increase the amount of tree cover in the county.

The minister also called on all stakeholders to work together to address various environmental challenges, especially during this unprecedented climate change time, while recommending regular environmental activities throughout the year to continue safeguarding the environment.

George Oyoo, County Director for National Environmental Management Authority, NEMA in Taita Taveta County, added that tree planting through various communities and stakeholders would contribute positively towards achieving the Kenyan government's goal of planting 15 billion trees by 2032.

Speaking during the same event, Taita Taveta Wildlife Conservancies Association CEO, Alfred Mwanake, noted that they have partnered with the TUI Care Foundation to facilitate the planting of 40,000 trees in the Taita Hills Sanctuary. He reiterated that, they are committed to

ensuring the trees grown are nurtured to the fullest, through enabling and empowering youth and community CBOs, to water the trees from drying, while explaining that as TTWCA, they aim to plant millions of trees.

At the same event, Teita Sisal Estate production manager Antony Dara added that as a company they had planted more than 25,000 trees in a year and grown them to the fullest where they can survive and await rainfall seasons.

Planting of trees is one exercise and growing and nurturing them is another, stressing that as Teita sisal estate, they have invested in communities to maintain planted trees and growing them to a point they less require nurturing. Additionally, Dara noted with concern the issue of unemployment, food insecurity and livelihood improvement, especially in the face of unprecedented climate change and changing of rainfall patterns, stating that, the situations will be tackled by change of mind set and farming systems based on drought prevalence's, urging people to embrace sisal farming for profit and sustainability of livelihoods.



Stakeholders posing for a photo after planting trees (World Environment Day), at the Taita Hills Sanctuary

It is clear that unity, collaboration, coordination, expression of the common intentions and goals, as well as the common practice of government, corporations and communities, will



enable the achievement of efforts to protect the environment for the benefit of the present and the future generations.

This year's World Environment Day theme was Land Restoration, Desertification and Building Drought Resilience, with each of us being asked to make our contributions to the environment by normalizing planting and growing trees at all times.

The United Nations Sustainable Development Goal number 15, aims to protect, strengthen and promote the good use of the environment, protect forests, end forest degradation and deforestation, and end the loss of biodiversity in our ecosystems, including, humans, animals, insects and many other creatures as well as keeping the global warming temperatures below 1.5 degree Celsius.



René Bagalwa (RDC) ; RDC : Le Parc National de Kahuzi Biega condamne l'attaque de ses agents par des miliciens Mai mai à Shabunda ; Media Pro Television, 3 juillet 2024.

Tag : UNESCO.

Pour accéder à l'article : <https://www.mediaprotelevision.com/?p=26431>

En République Démocratique du Congo, le Parc National de Kahuzi Biega situé au Sud-kivu dans la région est de ce pays condamne avec énergie le cas d'attaque perpétré contre ses agents en patrouille au poste de Nzovu en groupement de Bamuguba Sud-kivu dans le territoire de Shabunda.



Dans un communiqué signé et rendu public par les responsables de ce parc , « ils indiquent qu’au cours de la nuit 01 juillet, un groupe armé composé de neufs personnes armées et appartenant au groupe Mai – Mai Kafuma basé à Kwamba ont attaqué les ecogardes à leur poste ».

Aucours de cette opération, les assaillants ont récupéré trois armes de type AK-47, un appareil GPS , une balise satellite et des équipements en tenues des ecogardes.

La même source signale que deux écogardes ont été enlevés puis tabassés avant d’être relâchés.

Les victimes ont eu la vie sauve grâce à l’intervention des éléments de l’armée régulière basés dans le coin.

La parc rappelle l’urgence et la nécessité de protéger ce bien du patrimoine mondial de l’UNESCO envie d’assurer et de garantir la sécurité de cette réserve et la conservation de la biodiversité.

Cette attaque intervient dans un contexte où ce parc fait face à un déboisement total dans certaines parties à cause de la guerre du Nord-Kivu qui affecte la région est de la République Démocratique du Congo.



La société civile ainsi que d'autres acteurs œuvrant dans le secteur de l'environnement dans la province du sud-kivu tirent la sonnette d'alarme au gouvernement de mettre fin à l'hémorragie de la coupure intempestive des bois dans la forêt de kahuzi Biega.

La société civile environnemental a dénoncé que chaque semaine plus de vingt mille sacs des charbons quittent la ville de Bukavu en passant par les véhicules et bateaux pour être vendus à Goma au Nord-Kivu.

A celà s'ajoute aussi des planches exportés à Goma.

Ce parc est reconnu par sa richesse et ressources naturelles avec la faune et la flore.

Les animaux les plus visités et qui attirent l'attention des touristes sont les gorilles de montagnes, les singes et d'autres animaux y compris les montagnes de kahuzi et Biega.



Thuku Kariuki, Daniel Furnad (Kenya) ; NCN's Carbon Summit - Uniting Industry for Action and Solutions ; Story Spotlight, July 4, 2024.

Tag : World Bank

To access the article : <https://storyspotlight.co.ke/ncns-carbon-summit-uniting-industry-for-action-and-solutions>



NCN's Carbon Summit - Uniting Industry for Action and Solutions Carbon Summit 19th July 2024-Brackenhurst Limuru

Carbon markets are fast gaining momentum worldwide. Kenya has been at the forefront of African nations, making strides to take advantage of the benefits offered by these innovative markets.

Carbon markets offer a pathway to non-debt, results-based financing that could revolutionize how enterprises engage in climate strategies. A recent World Bank blog stated that "Even though carbon markets alone cannot address the climate challenge in Kenya, we believe that

carbon markets, both voluntary and compliance, hold transformational potential for Kenya and can play a pivotal role in enabling enterprises to implement sustainable practices, innovate, and grow."

The Nairobi Climate Network (NCN) has recognized this potential and has taken action to try to bring such benefits to a vast swathe of Kenyan enterprises. The recent NCN Carbon Summit, held in Nairobi at the Brackenhurst Hotel, was one such opportunity for organizations engaging in the carbon market process to share ideas and experiences. Hence, the theme for the Summit: Uniting Industry for Action and Solutions.

Grace Njunge, Associate Partner at Dalberg Advisors Nairobi, emphasized the areas that such actions and solutions can impact.

"Carbon markets have the potential to support Kenya's climate change goals, foster economic growth, and create a positive impact in our communities, and Dalberg is working actively across a range of opportunities, including clean cooking, e-mobility, agriculture and forestry, distributed renewable energy, and more," he noted.

The event covered a wide variety of topics, from regulatory developments to regional engagements, climate impact partners, and the growth potential for Kenya's carbon markets. It featured such sector experts as Katie Hill of Boston Consulting Group, Jake Reynolds of Freshfields Bruckhaus Deringer, and Paul Muthaura of the Africa Carbon Markets Initiatives. They were able to drill down on specifics.

Hill praised Kenya's position as Sub-Saharan Africa's second-largest voluntary carbon credit supplier, with great potential for both carbon avoidance and removal credits. Reynolds, on his end, stressed the vital need for long-term project support, thorough verification, and the integration of internal carbon reductions with voluntary market participation. Muthaura delved into data accessibility and the importance of the formation of the Carbon Markets Association of Kenya (CAMAK).

Héloïse Zimmermann, Co-Founder of the Nairobi Climate Network, expressed the importance of the new Association, saying: "Incubating CAMAK has been a formidable initiative for our network, and it is with great pride that we now hand over the reins to the newly elected

leadership. We have laid a strong foundation, and we are confident that CAMAK will continue to drive forward impactful initiatives, fostering an enabling environment for sustainable development and climate action,"

CAMAK held its inaugural Annual General Meeting (AGM) a few days after the NCN Carbon Summit. They expressed their Vision for Kenya to lead in developing an effective carbon market ecosystem that delivers value for people, enterprises, and the planet. They defined the organization's Mission: To unite carbon market practitioners and stakeholders and provide a collective voice for the sector in Kenya.



Didier Makal (RDC) ; Des actions urgentes pour les forêts d’Afrique centrale ; Mongabay, 4 juillet 2024.

Tag : PFBC

Pour accéder à l’article : <https://fr.mongabay.com/2024/07/des-actions-urgentes-pour-les-forets-dafrique-centrale-2/>

- Les parties prenantes au Partenariat sur les forêts du bassin du Congo, (PFBC), ont tenu, début juin, la 20^e réunion de cette organisation sous-régionale à Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo (RDC).
- Lors de cette réunion, les participants ont insisté sur l’urgence de passer des discours aux actes en vue d’éviter le péril face aux effets des dégradations climatiques ressentis de plus en plus dans la région.
- Face à la montée des crimes contre l’environnement les participants ont recommandé plus de fermeté dans la répression et plus de collaboration au niveau régional.

Des experts en environnement, en biodiversité, en conservation de la nature et en gouvernance forestière, des scientifiques en matière de l'environnement et la biodiversité animale et végétale, des représentants de la société civile et des décideurs publics ont appelé lors d'une conférence à actions urgentes pour les forêts d'Afrique centrale.

Tout en reconnaissant l'intérêt des forêts du bassin du Congo (268 millions d'hectares sur un territoire de 540 millions), plus grand puits de carbone au monde, pour le monde, les 500 personnes, pour la plupart spécialistes des forêts qui ont pris part à la conférence, ont lancé des appels pour passer des discours aux actes en vue d'éviter le péril face aux effets des dégradations climatiques déjà ressentis de plus en plus dans la région.

Au cours de la conférence de trois jours qui s'est tenue au début du mois de juin (3-5 juin), les experts ont échangé, entre autres sur la consolidation des aires protégées, la planification de l'utilisation des terres ou encore la lutte contre la criminalité environnementale.

Cette 20e conférence du Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (PFBC) a été organisée par le gouvernement congolais, sous la facilitation de la France et du Gabon, sous le thème « accélérer la protection et la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale ».



La 20e conférence du Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (PFBC) a axé ses travaux sous la thématique de l'accélération de la protection et la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale. Image de Didier Makal pour Mongabay.

La conférence a identifié plusieurs défis, notamment de gouvernance foncière, avec un besoin ressenti dans plusieurs pays comme la RDC quant à l'établissement des cadastres agricole et forestier. Les défis sécuritaires et de participation des communautés locales aux efforts de conservation et de restauration des écosystèmes ont aussi meublé les discussions.

« Il faut quitter la théorie et passer à la pratique »

Sanctus Niragira, ministre burundais de l'Environnement a invité les parties au PFBC, à passer à l'action, notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau. Niragira a insisté sur la réponse à la résolution du problème d'eau pour ne pas disparaître, selon lui.

Dans plusieurs pays de la région, le cas du Burundi dont une partie de l'ouest du pays fait encore face aux inondations depuis le lac Tanganyika, les raretés et abondance de cette ressource déplacent les populations. « Cela signifie que nos interventions ne sont pas à la hauteur des défis et nous devons trouver les solutions », a dit Sanctu Niragira. « C'est l'heure de changement », car, selon lui, le défaut d'adaptation condamnant à disparaître . « Il faut quitter la théorie et passer à la pratique », a-t-il insisté sans ambages lors de son allocution.

Pour sa part, la ministre de l'Environnement de la RDC, Eve Bazaiba a particulièrement défendu la conciliation des « besoins climatiques et le besoin de pain ». Il importe, pour elle, de tenir compte des besoins et priorités des populations propriétaires et gardiens des forêts. Bazaiba souhaite que les parties au PFBC quittent l'aide au développement en matière environnementale, pour aller vers le partenariat gagnant-gagnant.

Au cours d'une table-ronde sur la gestion inclusive des forêts et de la biodiversité au service des conditions de vie des populations locales, les participants ont montré que les Etats investissent peu dans les initiatives de développement au bénéfice des peuples autochtones et des communautés locales.

Toutefois, ils ont indiqué que initiatives encourageantes se développent dans la région. L'Angola, par exemple, implique de plus en plus les communautés dans la conservation des forêts. En même temps, la République du Congo prend aussi des mesures qui allient conservation des forêts, de la biodiversité et développement communautaire comme l'indique même le rapport de la table-ronde.

La fermeté face à la criminalité environnementale

En vue de consolider les efforts de conservation qui existent dans la région du bassin du Congo, les participants à la réunion de Kinshasa souhaitent aussi davantage d'implication des entreprises privées dans les efforts de conservation, ainsi que plus de collaboration entre divers ministères (économie, finances et environnement, par exemple) plutôt que d'en rester à des secteurs presque cloisonnés, ainsi que l'implication de la Banque africaine de développement dans le financement des projets phares de conservation et développement communautaire.

Mais la collaboration, il en faut davantage également pour lutter contre la criminalité environnementale, c'est-à-dire, des crimes contre les espèces végétales et animales comme les éléphants, les primates et les perroquets, qui sont protégées.

A la table-ronde sur la criminalité, les spécialistes ont montré que ce fléau environnemental exerce une pression sur les forêts du bassin du Congo. Les experts s'inquiètent d'une « recrudescence de la criminalité environnementale » dont les auteurs sont des bandes armées organisées en réseaux susceptibles d'engendrer l'insécurité dans la région.

Selon Paul Bour, Directeur du Projet d'appui au complexe transfrontalier d'aires protégées BSB Yamoussa, entre le Cameroun et la Centrafrique, la justice peut aider à faire reculer le braconnage. Lors de son intervention dans un atelier sur la criminalité faunique le 5 juin à Kinshasa, il a dit que l'implication des personnes issues des communautés environnant les aires protégées donne de bons résultats dans la lutte contre le braconnage. Ces éco-gardes ne sont donc pas des agents de l'Etat, contrairement aux pratiques courantes dans la région. « Il faut absolument qu'on parvienne à donner un statut à ces personnages. Ces personnages sont des employés du projet mais n'ont pas mandat à travailler seul sur le terrain », explique Bour.



La criminalité constitue un fléau environnemental qui exerce une pression énorme sur les forêts du bassin du Congo. Image de Rivonala Razafison pour Mongabay.

La solution aux crimes environnementaux, selon les experts, implique des actions régionales coordonnées : partage de renseignements, adoption des législations strictes, surveillance des frontières notamment avec le concours des technologies performantes. Les participants ont aussi recommandé plus de fermeté face à ces crimes. « Il faudra y opposer une réponse pénale efficace » avec une coopération entre instances judiciaires régionales, écrivent-ils dans un rapport.

Soutenir la recherche

Au cours de la conférence, le collège des scientifiques qui est un des organes du PFBC, a insisté sur l'importance de soutenir la recherche en vue, entre autres, de trouver une solution au besoin exprimé par les parties : rendre plus visible le bassin du Congo et ses ressources.

Pour leur part, la France et le Gabon qui ont assuré la facilitation de cette réunion du PFBC, une coalition internationale dédiée à la conservation et à la gestion durable des forêts, « jusqu'à Belém [dans la capitale espagnole Lisbonne, NDLR], la mobilisation pour les forêts tropicales du



bassin du Congo doit s'intensifier dans les enceintes multilatérales », indiqué le communiqué conjoint de la co-facilitation. Les deux pays ont pris l'engagement de renforcer la collaboration avec le secteur privé, en vue de contribuer à l'amélioration de la conservation des forêts. Ils promettent aussi d'organiser en 2025 une conférence sur la criminalité environnementale.

Daily Monitor

TRUTH EVERY DAY

Lominda Afedraru (Ouganda) ; How beneficial insects boost crop production ; Saturday Monitor, July 6, 2024.

Tag : FAO.

How beneficial insects boost crop production



Farmers must attract the beneficial insects such as bees to their gardens. The bees play a great role in crop pollination. PHOTOFILE

Insect pests inflict damage to humans, farm animals and crops but there are also beneficial insects that can turn around the situation in farms.

BY LOMINDA AFEDRARU

Insects are the most diverse species of animals living on earth with some being beneficial to plants and humans but there are detrimental insects that cause a lot of damage and yield loss in the agriculture sector. Insects can be found in all habitats: swamps, jungles, deserts, even in highly harsh environments such as pools of crude petroleum and above all in farms.

Background

In a report by Food and Agriculture Organisation (FAO), it is stated that insects are undoubtedly the most adaptable form of life as their total numbers far exceed that of any other animal category. The majority of insects are directly important to humans and the environment. A case in point is that several insect species are predators or parasitoids on other harmful pests.

Others are pollinators, decomposers of organic matter or producers of valuable products such as honey or silk. Some can be used to produce pharmacologically active compounds such as venoms or antibiotics.

Insect pests inflict damage to humans, farm animals and crops but there are also beneficial insects that can turn around the situation in farms.

Beneficial insects

The curator of the insectarium museum at National Agricultural Research Laboratories (NARL), explained to Seeds of Gold that beneficial insects belong to the homoptera family can be both pests but can also help eliminate insect pests in farms.

Since they have piercing mouth, they can destroy other crop pests by piercing them at the larvae stage and this helps in the interference of the reproductive cycle of crop insect pests by reducing their number or eliminating

them completely.

He contends that some insects are pollinators, especially honey bees and they help in food production.

However experts say there are insects pests which are so destructive to crops thereby leading to crop damage and yield loss. In a publication by agricultural expert Sonal Khandelwal in the Times of India, he highlights most deadly insects causing yield loss in crops globally including Sub Saharan Africa and Uganda.

Aphids

They suck sap from the plants making them thereby weakening them and spreading diseases such as mosaic, cabbage black ringspot, cauliflower mosaic, cherry ringspot, cucumber mosaic, onion yellow dwarf and pea wilt among others.

They are tiny insects which reproduce rapidly forming large colonies that can cause damage to various crops.

Borers

Stem borers burrow into plant stems and roots and this weakens the plants making them susceptible to diseases thereby reducing productivity. Stem borers are common in maize farms in Uganda to the extent of some penetrating maize cobs causing damage.

Caterpillars

They chew through leaves and stems, particularly moths and butterflies. They can defoliate the entire plant thereby reducing crop yield.

Beetles

Beetles consume leaves and stems of various crops namely potatoes, beans and soybeans among others.

They are highly resistant to pesticides making them difficult to control and manage.

Locusts

Swarm of locusts can devastate crops, consuming their own weight in food on daily basis.

They travel in vast numbers leaving farms barren thereby causing wide-spread of food shortage.

Maggots

Fly maggots such as cabbage maggot burrow into the roots and stems causing the crop to wilt and die off.

Their feeding habits can ruin the entire field and the farmer ends up with nothing to harvest.

Moths

Moth larvae like the army worm feed on a variety of crops including maize and sorghum among others.

Their rapid spread and high reproduction rate making them formidable pests to crops.

Thrips

They damage plants by sucking the sap and spreading viruses. They cause leaves to become deformed and discoloured severely impacting on crop growth leading to loss of yield.

Weevils

They infest mainly at harvest after harvest; at storage stage. In most cases they infest grain and seed causing significant economic loss. They bore into the grains making them unusable for consumption and seed making it difficult to plant.

Whiteflies

Whiteflies feed on plant sap and excrete honey dew leading to sooty moulds on the plant growth.

They also transmit viruses including Cassava Brown Streak Virus and Cassava Mosaic Virus leading to rotting of the tubers.

Spider mite

Spider mites are members of the Tetranychidae family which includes about 1,200 species.

Spider mites generally live on the undersides of leaves of plants, where they may spin protective silk webs and can cause damage by puncturing the plant cells to feed. This affects growth of the crop leading to yield loss.

Red fly beetles

The adult insects feed voraciously on the leaves, flowers and fruits.

The beetle produces large holes in the plant tissues causing growth retardation and eventually death of the plant. The damage done to young seedlings is often devastating as it delays crop maturity.

Aphids

Aphids damage a huge variety of host plants by sucking the juices from leaves and stems, causing discoloration, leaf curling, yellowing, and stunted growth. Large infestations can produce a sticky, sugary waste product known as honeydew.

Termites

Termites attack the main root, prop root and stems of crops causing wilting, drying up and lodging.

Hollowed out stems or roots, often packed with soil or covered with a thin sheet of soil or galleries. This leads to total yield loss.

STATISTICS

The statistics shows that less than 0.5 percent of the total number of the known insect species are considered pests and only a few of these can be a serious menace to people and plants leading to food shortage.



Sarah Natoolo (Ouganda) ; Nile Basin Initiative has handed over a contract to Obuntu Consulting Limited ; UBC Television Uganda, July 7, 2024.

Tag : Nile Bassin Initiative.

To watch the report : <https://www.youtube.com/watch?v=ze7SL67OY5A>



Aïssatou Fofana (Côte d'Ivoire) ; Paysage durable en Côte d'Ivoire : Proforest et ses partenaires lancent bientôt dans la phase opérationnelle du projet à San Pedro ; L'Écologiste, 8 juillet 2024.

Tag : -.

Publié le : <https://www.lecologiste.com/2024/07/08/projet-damenagement-paysager-de-san-pedro-avec-proforest/>

Proforest, en collaboration avec ses partenaires, promeut une approche plus durable et à long terme qui aligne les engagements du secteur privé pour éliminer la déforestation des chaînes d'approvisionnement. C'est une approche qui est en passe d'être implémentée à San Pedro.

L'objectif global du projet concernant la cité balnéaire, c'est de travailler avec d'autres parties prenantes pour transformer la région en une région plus durable où les forêts sont

sauvegardées, restaurées et où la biodiversité est conservée grâce à une agriculture résiliente au changement climatique, tout en améliorant les conditions de vie de la communauté.

Le projet de San Pedro a donc adopté une approche collaborative avec les parties prenantes et les gouvernements locaux afin de développer et de tester des approches paysagères et juridictionnelles. Le plan de gestion et d'investissement étant en place, le projet entre maintenant dans sa phase de mise en œuvre, au cours de laquelle Proforest s'engagera avec des partenaires du secteur privé mobilize le financement et traduire les plans en un impact tangible sur le terrain.



Atelier de validation du plan de gestion et d'investissement pour le programme paysager de San Pedro, du 4 au 5 juillet 2023.

Le paysage de San Pedro en Côte d'Ivoire est prêt pour un avenir durable, car Proforest s'associe aux autorités locales, aux communautés et aux parties prenantes pour développer un plan de gestion et d'investissement pour la région. Ce plan se concentre sur l'agriculture durable, la protection et la restauration des forêts, l'amélioration des conditions de vie des communautés et l'amélioration de la gouvernance de l'utilisation des terres. Le programme paysager concerne six communautés représentant une population d'environ 900 000 habitants.

« Une étude paysagère menée récemment montre que sur les 600 000 hectares de terres que compte notre région, seuls 10 000 hectares peuvent être considérés comme des forêts », a déclaré le LT Col Kouame Yao Jean, directeur régional des eaux et forêts de San Pedro.

Kpenahi Daleba Raymond Bernard, gestionnaire principal de projet pour Proforest Afrique a souligné l'importance du projet et l'engagement de son institution pour sa réalisation. « San Pedro a besoin d'un investissement durable pour un changement transformationnel. Nous devons nous appuyer sur les fondations que Proforest et ses partenaires ont posées pour garantir un impact à long terme sur la population et le paysage de San Pedro », a-t-il expliqué.

Se félicitant de l'approche participative adoptée par le Proforest, Hiré Vabo Denis, Chef du village de Soublaké, a indiqué : "Les formateurs de Proforest, nous ont dit tout ce que nous devrions savoir en matière de déforestation, reforestation. (...) "Nous n'étions pas au parfum de tout ce qui se tramait en matière d'agriculture. En matière du foncier, nous avons été informés sur la législation forestière en Côte d'Ivoire"



Diana Taremwa Karakire (Ouganda) ; Teenage Pregnancies Soar as Floods Uproot More Families in Kasese district ; July 10, 2024.

Tag : COP 28, IOM, UNESCO, World Bank.

To access the article : <https://theugpost.com/teenage-pregnancies-soar-as-floods-uproot-more-families-in-kasese-district/>



Kasese district in Western Uganda, has in recent times gained notoriety for its deadly floods blamed on severe weather events in the region but there is also a new phenomenon, the once copper-rich district has one of the highest rates of teenage pregnancy in the country, with 40% of girls pregnant by the age of 18 as of 2022, and climate change has become one of the drivers of teen pregnancies.



Rehema Alema Namale uses a megaphone to summon teenage mothers in Muhokya camp -for people displaced by flooding in Kasese district. Image by Diana Taremwa Karakire

On a hot and humid day in Muhokya internally displaced people's camp, located about 10 km south of Kasese, young teenage mothers gather in a ram-shackled classroom, they have been summoned by the chairperson in charge of the settlement via a megaphone.

One by one, they make their way out of makeshift houses made of mud and tattered tarpaulins. In the tiny room, 12- to 16-year-old mothers breastfeed their babies, while others are heavily pregnant.

"Most of the teenagers here often fall pregnant due to lack of sex education," says Rehema Alema Namale, who was appointed chairperson of the camp.

I count, there roughly 15 teenage mothers, demonstrating how crises can escalate. After being uprooted from the safety of their homes by catastrophic floods brought on by River Nyamwamba in 2020, they were pushed into a settlement where they have fallen victim to child-to-child sex, rape, child marriage and prostitution.

16 year old Triphen Muhindo is sprawled out on a mat with her one year-old baby, Biira, sited on her lap. Biira is crying and tugging at her mother's blouse. In response, Muhindo clicks her

tongue. She looks tired. Muhindo is a primary five school dropout. She lives with her parents and got pregnant while in the camp.



16 year old Triphen Muhindo and her baby – Muhokya Camp- Kasese district

“I needed basic needs like clothes and pads. My parents couldn’t provide them. So I decided to get a boyfriend and ended up pregnant,” said Muhindo, who was prematurely plunged into the world of adults.

For 15 year old Mary Kabubo, life has never been the same ever since she discovered she was pregnant. She misses school; she used to study at Bulembeya Secondary school, which was destroyed by floods. She was working at a restaurant in Kasese town where a man approached her and asked her to be his girlfriend.



15 year old Mary Kabubo, life has never been the same ever since she discovered she was pregnant. She misses school

“I was happy. I thought my fortunes had turned. He always gave me money that I used to buy food for my four younger siblings who were always at home hungry,” said Kabubo. However, once he discovered that she was pregnant, he vanished. Now, she spends her days hiding inside their makeshift home.

Winnie Masika, now 16, gave into the advances of a man she met in the market who offered her Ugx 100,000. She saw a chance to get the same shoes her friends were wearing. “I didn’t know I could get pregnant from having sexual intercourse,” she said, breast-feeding seven-month-old Eliza. When Masika fell pregnant, she was flabbergasted.



Winnie Masika , now 16, gave into the advances of a man she met in the market who offered her Ugx 100,000.

The camp has only one midwife who is unavailable most of the time. Pregnant mothers in most cases give birth from from inside the houses which are barely hygienic.

Just next to the camp is a Muhokya health center three but the teenage mothers say that nurses at the hospital refuse to attend to them.



Muhokya Health Centre three. Teenage mothers say that nurses at the hospital refuse to attend to them.

“They treat us like outsiders and don’t want to attend to us. Sometimes they ask for past medical records that we lost during the floods or money that we don’t have,” said Masika.

Conditions in Muhokya camp are notoriously poor. Basic sanitation facilities, such as hand washing facilities and toilets, are lacking, which contributes to the risk of disease spreading.

Namale says that parents are concerned about the increase in teenage pregnancies in the camp.

“Life here is hard especially raising girls in this condition. We can’t stay home and protect them. We shall go hungry!”



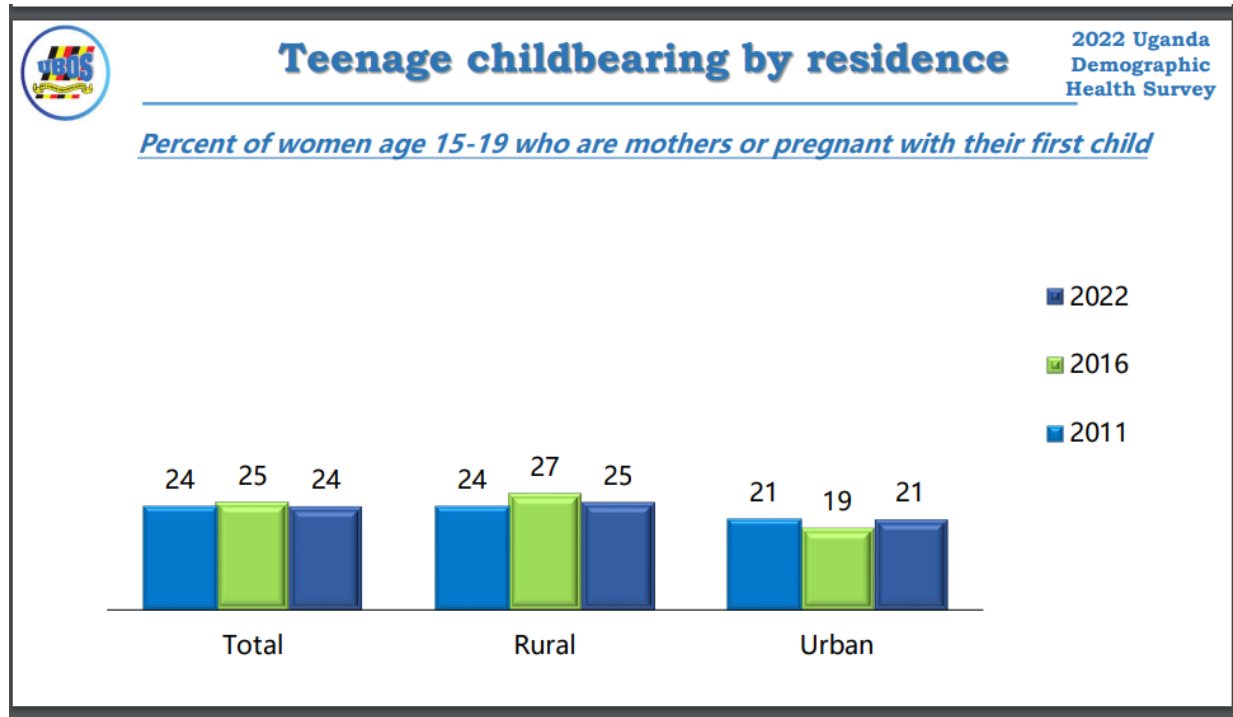
Makeshift houses made of mud and tattered tarpaulins dot the area-Muhokya camp.

For work, most of the camp denizens travel into Kasese to do casual labor while others work as farm hands on gardens.

“We cannot till the land here, it’s not ours. We depend on donations from government and well wishers, sometimes they come, sometimes they don’t,” said Namale.

For Kasese district whose teenage pregnancy rates are among the highest in the country, climate related disasters have become another significant driving factor. The Uganda

Demographic and Health survey 2022, indicates that the district still has high numbers of pregnant young girls below the age of 18 years, with over 7,000 teenage pregnancies. Among the causes cited include; lack of sex education, school dropout, child marriages and inadequate access to sexual reproductive services tailored for young people.



Teenage childbearing is higher in rural areas (25%) than in urban areas (21%). Adolescents engage in sex due to poverty, lack of education, domestic violence and peer pressure.

Faizo Muhindo, the Kasese District Probation and Social Welfare Officer, sympathizes with Namale and the other women and girls at Muhokya camp, but he says that the district lacks resources to cater to all of their needs.

“Government through the office of the prime minister has been planning to compensate them by buying for them land for relocation, but I don’t know why this is taking long,” he said.

For more than three years, the people in Muhokya camp have been waiting for a resettlement package promised by various government officials. Until the government allocates resources to compensate and resettle them, there’s not much they can do but wait.

Climate change is a reality in Uganda. Droughts, extreme heat, flooding, landslides and increased exposure to disease are all linked to climate change. Data from the Uganda Meteorological Department indicates that since the 1960s, average temperatures have increased by about 1.3° Celsius a phenomenon that has caused glaciers on the Rwenzori ranges -also known as the mountains of the moon to melt and recede. UNESCO says that a third of the 50 World Heritage sites that contain glaciers, including the Rwenzoris, will disappear by 2050 no matter what actions are taken to slow global warming.



River Nyamwamba has been carrying more water downstream wreaking havoc on communities in the lowlands.

As the air that hangs above the Rwenzori ranges gets warmer, melting glaciers have led to overflow and flooding of major rivers in Kasese particularly River Nyamwamba which emerges from the mountains on it's way to L.George in the Albertine rift. In recent times, Nyamwamba has been carrying more water downstream wreaking havoc on communities in the lowlands.

Several lives have been lost ,gardens and homes destroyed. In may the river burst its banks twice. This situation is exacerbated by the degradation of fragile ecosystems through deforestation and illicit sand mining, on mountain slopes and riverbanks.

The 2020 floods that uprooted Namale and her neighbors were the worst on record, according to a 2022 Kasese district disaster report. These affected 9,916 households, 48947 people, with about 80% being children and major infrastructure notably, Kilembe Mines hospital.



Kilembe Mines Hospital has not been operational ever since it was affected by floods in 2020

For Namale, who once lived in Nyamwamba division-at the foot of Mt. Rwenzori, memories of what happened are still fresh. Her once towering 4 bed roomed house was destroyed by the floods, shattering her dreams of sheltering her 9 children. She now owes a community bank around 5million Uganda shillings which she had borrowed to set up the house. She frowns her face as she recounts events leading up to the disaster.



The May 2020 Nyamwamba floods were the worst on record affecting around 9,916 households and 48,947 people.

“We woke up to people screaming loudly and running everywhere. Too much water carrying huge stones was gushing from the mountains,” she recalls. “We grabbed a few belongings and started running. It’s a miracle that we survived.”

Worries of more destruction and deaths from floods and landslides have prompted government to formulate a relocation plan to move and resettle communities from at-risk mountainous areas of Mt Rwenzori, however implementation of the plan remains slow due to resource constraints.

Other interventions have included desilting and restoration of the river Nyamwamba catchment to contain flooding. Desilting is a type of dredging activity that focuses on removing sediment, silt, and debris from the bottom of water bodies like rivers to make them deeper and less prone to overflowing. Two years ago, government secured funding from the World Bank to desilt 5.4 kilometers of the critical catchment areas of the river.



Several lives were lost and property destroyed in Nyamwamba division -Kasese district.

According to United Nations Population Fund Uganda, women and girls are among the worst affected during climate-induced disasters. These often disrupt education and access to health services increasing unplanned pregnancies. Lack of education and health services means that girls' understanding of their own sexual and reproductive health is also limited. In cases where people are displaced forced into camps, sexual violence, child marriages and other harmful practices also tend to rise.

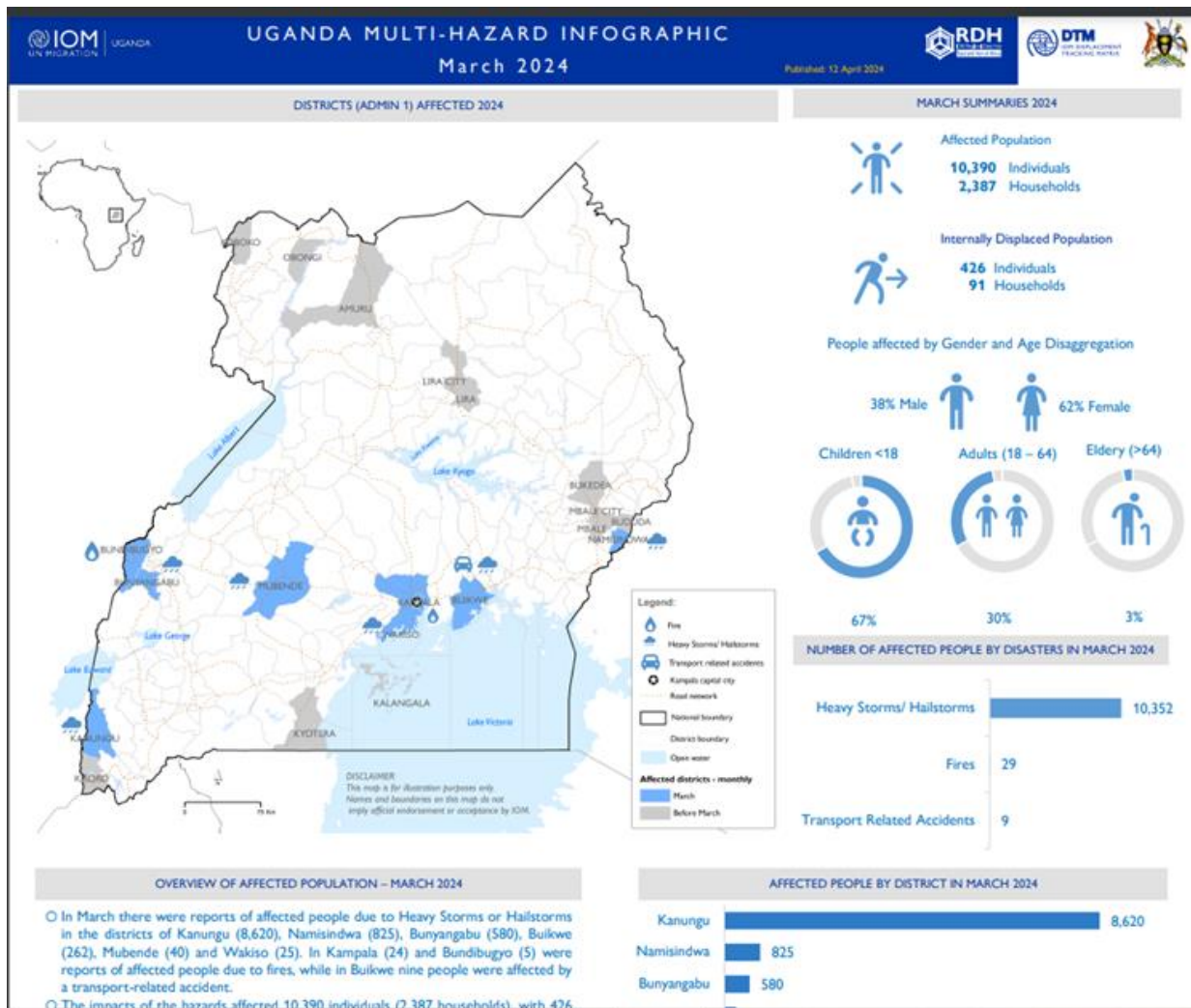
Uganda's Climate change Act 2021 is gender sensitive. It advocates for gender mainstreaming in climate change adaptation and mitigation programmes but implementation remains a challenge as the gendered effects of climate disasters are often disregarded during response and recovery.

"These environment disasters affect everybody but there are subgroups that need special attention," said Irene Twongeirwe technical lead -climate at Women for Green Economies. "Any kind of response has to prioritize women and girls' sexual and reproductive health needs"

The subject of climate change and how to assist victims of climate change through the Loss and Damage fund was a dominant topic at the COP28 Climate Conference in Dubai last year. Beatrice Anywar, Uganda’s environment minister noted that climate change is now the main driver of human displacement across East and the horn of Africa, and urged developed countries to step up funding for displacement projects.

“We must address the climate-induced migrations, especially among poor nations like Uganda,” she said. “As a country with an open refugee policy, it’s a shame that we don’t have enough funds to look after our own people”.

The World Bank projects that 11 percent of the population could move within Uganda because of slow onset climate factors, without concrete climate and development action by 2050.



Latest data from the International Organisation for Migration Uganda shows that as of March 2024, 426 people representing 91 households have been internally displaced by climate induced disasters including heavy storms/hailstorms and floods. Source:IOM.

“Government should integrate migration issues into policies and action plans on climate change at the national and local levels ,” said Edwin Mumbere, Director at Center for Citizens Conserving Environment & Management, a local non-profit in Kasese that is supporting communities living on mountain slopes to adopt sustainable farming practices. “International support can also help offset the financial burden of loss and damage experienced by communities in Kasese”.



Rivonala Razafison (Madagascar) ; La sauvegarde des récifs coralliens est urgente face à la hausse des températures mondiales ; Mongabay, 11 juillet 2024.

Tag : Commission de l’océan indien.

Pour accéder à l’article : <https://fr.mongabay.com/2024/07/la-sauvegarde-des-recifs-coralliens-est-urgente-face-a-la-hausse-des-temperatures-mondiales/>

- Les vagues de chaleur enregistrées, de par le monde, en 2023 a provoqué un blanchissement et une mortalité étendus des récifs coralliens jamais vus après les premiers événements similaires signalés dans les années 1980. Observés d’abord dans l’hémisphère Nord, ces événements créent une tendance, que l’autre hémisphère a sûrement suivie, cette année.

- La hausse des températures de l'air et de la mer, due au réchauffement climatique implique, implique des effets en cascade sur les dynamiques des océans, la vie marine, la sécurité alimentaire et l'existence même des pays et communautés dépendant de la mer. Des actions d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques sont vitales.
- Les récifs coralliens ont la capacité de se remettre du blanchissement au bout d'un certain temps si les conditions redeviennent normales. Outre les efforts de réduction drastique sinon l'arrêt net des émissions, la création et l'intensification de la surveillance des aires marines protégées jouent un rôle crucial à ce propos.
- Les coopérations régionales et les réseaux locaux ont pour vocation de dynamiser des actions en faveur des récifs coralliens en collaboration avec les communautés. Des exemples prometteurs existent dans la zone du sud-ouest de l'océan Indien. A Madagascar, la coralliculture se développe à merveille sur l'initiative des scientifiques engagés.

ANTANANARIVO, Madagascar — Les vagues de chaleur marine de 2023, jusque-là reconnue comme l'année la plus chaude de l'histoire sur terre et en mer, ont entraîné une augmentation sans précédent des températures de surface de la mer (SST). D'après une étude publiée en mars par la revue Oxford Open Climate Change, ce phénomène a provoqué un blanchissement et une mortalité étendus des récifs coralliens jamais vus dans la région caribéenne, après les premiers événements similaires rapportés en 1987.

Se basant sur les cartes du Point Chaud du blanchiment du récif corallien ou Coral Reef Bleaching HotSpot, Thomas J. F. Goreau et Raymond L. Hayes, chercheurs chez The Global Coral Reef Alliance à Cambridge aux Etats-Unis, mettent aussi en exergue les changements de la circulation des océans.

Selon les auteurs, les fortes chaleurs de 2023, marquée par le phénomène El Niño à partir du début du second semestre, à la lumière des températures enregistrées dans 175 pays avec la Jamaïque ayant la hausse des températures de l'air la plus élevée, ont provoqué le pire blanchiment des coraux dans l'hémisphère Nord, tendance que l'autre hémisphère a suivie cette année.

Le blanchiment sévère et la mortalité ont aussi affecté le Kiribati, les îles de Fiji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée en Océanie et d'autres parties du monde. Durant les premières semaines de l'année en cours, la Nouvelle Guinée, les Iles Salomon et la Grande Barrière de corail en Australie ont atteint le seuil de températures prévues pour augmenter encore, car El Niño s'intensifie dans l'hémisphère Sud. Le Tuvalu, le Vanuatu, les Fiji, le Samoa et le Tonga pourraient être affectés également.

Les cartes du Point Chaud suggèrent un transport de chaleur accéléré vers les deux pôles à partir des tropiques, le ralentissement de la remontée des eaux océaniques appelée upwelling, et la baisse de la formation de l'eau froide profonde en raison de fortes températures de la surface de la mer et de l'air. L'augmentation du réchauffement des courants océaniques chauds et froids montre que le mélange horizontal de la chaleur tropicale avec les pôles s'accélère et que le mélange vertical avec l'eau froide profonde ralentit. Ceci implique l'augmentation de la stratification des océans, qui causera une hausse plus rapide de la SST et la baisse du mélange du CO2 avec les océans profonds.



Les vagues de chaleur enregistrées, de par le monde, en 2023 a provoqué un blanchissement et une mortalité étendus des récifs coralliens jamais vus après les premiers événements similaires signalés dans les années 1980.

Image de Rivonala Razafison pour Mongabay.

Stratification océanique

La stratification océanique désigne la séparation naturelle de l'eau des océans en couches horizontales avec l'eau la plus chaude et la moins salée flottant à la surface. Les eaux ayant une température faible, très salées avec un fort pH, se déposent en profondeur. La stratification des océans limite les échanges verticaux, en particulier en sels nutritifs, ou en oxygène, de façon à appauvrir les eaux profondes en oxygène jusqu'à les rendre inhabitables pour certaines espèces. La remontée des eaux océaniques, quant à elle, transporte des nutriments à la source des phytoplanctons et des zooplanctons, la base de la chaîne alimentaire marine qui se trouve perturbée de fait sous l'effet de vagues de chaleur marine.

Selon Dr Tsimanaoraty Paubert Mahatante, Océanographe et Ministre malgache de la Pêche et de l'Economie bleue, les océans sont différents les uns des autres par rapport à leurs caractéristiques physico-chimiques, dont principalement la température, la salinité et le pH.

D'après ses explications, les océans couvrent 70,8 % de la surface de la Terre, jouent plusieurs rôles dont la régulation de 80 % du climat de la planète en absorbant plus de 25 % des quantités de CO₂ déversées dans l'atmosphère. Ils sont aussi l'habitat de 50 à 80 % de la biodiversité mondiale.

Les récifs coralliens, où vivent le plus grand nombre d'espèces marines, sont très sensibles aux changements de température, surtout dans le contexte du changement climatique, à cause de la concentration de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère.

Etant donnés les effets en cascade sur la vie marine, le blanchissement et la mortalité subséquente des coraux peuvent entraîner une perte de biodiversité, affectant les espèces qui dépendent des récifs coralliens pour leur habitat et leur alimentation.

Selon Andriantsilavo Rabary, Directeur de la Promotion de l'Economie bleue au ministère malgache de la Pêche et de l'Economie bleue (MPEB), la stratification des océans et l'upwelling combinés réduisent la disponibilité des nutriments dans les eaux de surface, affectant négativement la productivité primaire.



Les Maldives sont célèbres pour la beauté de leurs espaces marins et sous-marins avec de riches systèmes récifaux. Image de Rivonala Razafison prise en septembre 2022, lors d'un atelier organisé par l'ENEJ.

Effets sur les pêcheries et la sécurité alimentaire

Toutes ces perturbations ont des conséquences sur les pêcheries et la sécurité alimentaire. « Cela peut entraîner une diminution des populations de poissons, cruciales pour les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des communautés côtières de Madagascar et de la région du sud-ouest de l'océan Indien (SWIO). La diminution des pêcheries peut exacerber l'insécurité alimentaire, déjà un problème pressant à Madagascar », dit Rabary.

Les impacts économiques sont aussi inéluctables. « L'industrie du tourisme, en particulier l'écotourisme centré autour des récifs coralliens, est une partie vitale de l'économie malgache. Le blanchissement des coraux peut diminuer l'attractivité des sites de plongée et de snorkeling, entraînant une possible diminution des revenus touristiques », poursuit-il. « De plus, la perte de biodiversité et des pêcheries peut avoir des effets en cascade sur l'économie locale, affectant à la fois l'emploi direct et indirect lié aux ressources marines », ajoute-t-il.

Les pays et les communautés côtières, dont les sources de revenu dépendent essentiellement de la mer et des océans comme les Maldives et les Seychelles dans l'océan Indien, pourraient alors être durement affectés à l'avenir si la tendance continue.

Selon les estimations, les aires marines protégées à Madagascar – qui est de 14 451 km², soit 1,26 % de sa zone économique exclusive en sus de plus de 200 aires marines gérées localement

par les communautés ou LMMA (locally-managed marine areas) – génèrent annuellement environ 182 millions de dollars grâce à la pêche maritime et 10 millions de dollars supplémentaires grâce à la pêche dans les mangroves protégées.

Dans un article paru en octobre 2023 dans Nature Communications, des chercheurs de l'université de Plymouth, dans le sud-ouest de l'Angleterre, ont découvert des preuves de blanchissement des récifs coralliens à plus de 90 m au-dessous de la surface de l'océan Indien, dont fait partie les pays du SWIO.

La première preuve de dommage subi par les coraux a été notée, durant la recherche en croisière, en novembre 2019, où les chercheurs ont utilisé des engins sous-marins téléguidés et équipés de caméras pour surveiller la santé des coraux sous la surface de l'océan. Ils sont retournés aux mêmes zones d'observation en 2020 et en 2022 pour scruter de larges parts de récifs.

Le dommage, à 30 % attribué à la hausse des températures de la mer causée par le Dipôle de l'océan Indien, touche jusqu'à 80 % des récifs dans certaines parties du fond marin, qui ont été auparavant considérées résilientes au réchauffement des océans. Les températures de la mer, au-dessous de la surface sont passées de 22°C à 29°C dans l'équateur de l'océan Indien.

Pour les chercheurs anglais, leurs trouvailles rendent compte du préjudice causé aux océans par la hausse de leurs températures, et aussi du dommage invisible infligé au monde naturel, comme résultat du réchauffement mondial.

Un peu avant leurs pairs de The Global Coral Reef Alliance, les scientifiques anglais ont attiré l'attention sur la situation des récifs en eaux profondes de par le monde, qui subissent la même menace de la hausse des températures liée au changement climatique.

La Great Barrier Reef Marine Park Authority, de son côté, reconnaît que la hausse des températures de l'eau constitue la plus grande cause du blanchissement des coraux au cours des deux dernières décennies.

Ces architectures marines naturelles ont toutefois la capacité de se remettre du blanchissement dans 10-15 ans si les conditions redeviennent normales. Ceci suppose l'impératif de la réduction

drastique sinon l'arrêt net des émissions de GES à l'échelle planétaire tels que stipulés par l'Accord de Paris.

Les algues pourraient repeupler les tissus des coraux si les conditions redeviennent normales. Mais, si les températures de l'eau sont plus élevées et persistent durant plusieurs semaines, les coraux blanchis pourraient mourir de stress ou d'inanition. Ceux-ci aussi sont sujets aux maladies et autres formes de stress sachant que tous les types de coraux ne réagissent pas de la même manière.



Des journalistes africains avec des chercheurs internationaux en pleine exploration marine aux Maldives en septembre 2022. Image de Rivonala Razafison pour Mongabay.

Effets du changement climatique

Les vagues de chaleur marine record de 2023 ont mis en évidence la vulnérabilité des récifs coralliens et des écosystèmes marins face au changement climatique. Pour Madagascar et la région du SWIO, des efforts immédiats et concertés sont nécessaires pour surveiller, protéger et restaurer les récifs coralliens. « En intégrant les données récentes et en tirant parti de la coopération régionale, il est possible d'atténuer les impacts négatifs et d'améliorer la résilience de ces écosystèmes critiques contre les événements climatiques futurs. Les actions concertées du MPEB de Madagascar, du ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD), des communautés locales et des pêcheurs sont essentielles pour réussir cette entreprise », dit Rabary.

Par-delà le besoin impérieux d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques, des gouvernements, à l'instar de celui de Madagascar qui dispose de stratégie nationale de l'économie bleue, élaborée en 2022, s'appliquent à intensifier la surveillance des aires marines protégées (AMP). Il s'agit d'un enjeu majeur pour la biodiversité marine. « Les défis actuels des décideurs, gestionnaires et scientifiques au niveau des AMP à Madagascar, comme partout dans le monde, sont de créer et mettre en marche des AMP efficaces », dit à Mongabay Dr Mahery Randrianarivo, chercheur à l'Institut halieutique et des sciences marines (IHSM) de l'université de Toliara située au sud-ouest de Madagascar.

L'efficacité en question tient compte de trois paramètres : efficacité écologique (effets positifs sur la biomasse en poissons, sur la densité des coraux...), efficacité socioéconomique (augmentation du niveau de vie des pêcheurs...) et efficacité de gouvernance (accès équitable aux ressources...).

Le scientifique note que l'effet positif des AMP induit un effet positif sur la majorité des descripteurs coralliens (diversité, densité et pourcentage de recouvrement). « Cet effet est plus palpable sur les coraux adultes (colonies > 5 cm de diamètre) que sur les juvéniles (colonies entre 1 à 5 cm de diamètre) du fait que les adultes sont plus résistants aux aléas environnementaux », explique-t-il.

Sa thèse, préparée en cotutelle entre l'ISHM et l'université de La Réunion, met en relief l'efficacité des AMP au nord-ouest de Madagascar sur les coraux. Elle est attribuée à leur ancienneté (elles existent depuis 1966), leur taille relativement petite (ce qui les rend accessibles et faciles à surveiller, etc.) et au fait qu'elles sont les parcs marins les plus rentables du pays, bénéficiant d'une autonomie financière due au tourisme.



Plongée lors des échanges de bonnes pratiques en matière de restauration récifale à Toliara, Madagascar, du 5 au 9 février 2024. Image courtoisie « Réseau Récifs Coralliens de Madagascar ».

Mesures pour la préservation des récifs coralliens

Madagascar ambitionne de tripler la superficie de ses AMP, qui préservent, entre autres, 30 % des récifs coralliens et mangroves abritant une biodiversité marine importante. Plusieurs actions, concertées avec le MPEB et dans le cadre de la coopération régionale avec les pays riverains de l'océan Indien, sont prévues à cette fin.

« Des espèces de coraux n'existent nulle part ailleurs au monde que chez nous. Des zones côtières sont à transformer en parcs marins pour l'usage durable au profit de la croissance économique. La population côtière est constituée de pêcheurs qui vivent de la mer. Nous devons protéger les espaces marins. Le changement climatique les menace également », dit à Mongabay Rinah Razafindrabe, Directeur général de la gouvernance environnementale auprès du MEDD.

Pour sa part, Rabary met l'accent sur la collaboration régionale pour des actions collectives qui s'avèrent nécessaires. « La collaboration, avec les pays voisins de la région SWIO, peut améliorer l'efficacité des stratégies de réponse. Le partage de données, de ressources et de meilleures pratiques peut aider à créer une approche coordonnée pour faire face aux impacts des vagues de chaleur marine », affirme-t-il.

Des organisations comme l'Association des sciences de la mer de l'océan Indien occidental (WIOMSA), le Consortium international pour les récifs coralliens (ICCRI), le Cordio East Africa et l'IHSM peuvent jouer un rôle clé dans cette dynamique collaborative.



La coralliculture en cours sur l'archipel des Maldives en plein océan Indien. Image de Rivonala Razafison pour Mongabay.

A ce propos, le « Réseau Récifs Coralliens de Madagascar » sert de relai de choix au niveau national. Créée dans les sillages du séminaire international Homme et récifs coralliens organisé en 1997 au Centre national de recherches océanographiques (CNRO) de Nosy-Be, au nord-ouest de la Grande île, l'entité a pour but de contribuer à la gestion durable de la biodiversité marine et côtière de l'île à travers la conservation des récifs coralliens et les écosystèmes associés. « La décision de créer un « Réseau régional de suivi des récifs coralliens » a été prise par les pays membres de la Commission de l'océan Indien (COI). Il a fini par devenir le sous-nœud du « Réseau mondial de suivi des récifs coralliens » (Global Coral Reef Monitoring Network) pour la zone SWIO », dit à Mongabay Dr Gildas Todinanahary, Enseignant-chercheur à l'IHSM et à la Harvard University au Cambridge et Responsable du Réseau à la fois.

Formé essentiellement par les institutions nationales de recherche marine et les départements ministériels concernés, celui-ci est né sous la houlette de ce réseau régional. Bien que doté d'un organigramme défini depuis 1998, le réseau à Madagascar se réduit à un réseau technique. Seules, les activités scientifiques de suivi marchent bien, selon son superviseur principal.

Bonne pratiques de restauration des récifs coralliens

De temps à autre, les échanges de bonnes pratiques, en matière de restauration récifale, sont au programme comme c'était le cas du 5 au 9 février dernier avec l'ONG AIDE (Association d'intervention pour le développement et l'environnement) aux Comores.

Avec l'appui de la COI et en collaboration avec l'IHSM, une rencontre a alors eu lieu à Toliara sur le partage de connaissances en gestion des écosystèmes côtiers, en mettant particulièrement l'accent sur les techniques de restauration des récifs coralliens et la coralliculture. Les Maldives sont très avancées dans ce domaine (ndlr).



Lors des échanges de bonnes pratiques en matière de restauration récifale à Toliara, Madagascar, du 5 au 9 février 2024. Image de « Réseau Récifs Coralliens de Madagascar ».

Outre les sessions théoriques et pratiques, les discussions ont porté sur la création de pépinières de coraux, qui fournissent des boutures pour les projets de restauration, et sur les

différentes méthodes de restauration participative des habitats coralliens, y compris l'utilisation de récifs artificiels.

Des pépinières de coraux sont installées avec le concours des villageois à Sarodrano et à Andrevo, respectivement dans la baie de Toliara au sud et dans la baie de Ranobe au nord de la capitale régionale. « A part les quelques colonies récupérées par les villageois pour peupler des récifs artificiels, les coraux sur ces pépinières ont pu se développer au point de coloniser l'ensemble de ces structures et former un petit banc de récifs au niveau duquel les pêcheurs continuent de pêcher », note le Réseau sur sa page Facebook.

L'ONG éco-restauration de Madagascar a aussi développé une activité de restauration impliquant les touristes et les communautés locales, qui forment et guident ces touristes pour pratiquer l'activité de restauration corallienne. De même, un jeune chercheur malgache, Dr Faustinato Behivoke à l'IHSM, a mis en place des sites de restauration de fishes banking (sustainable entrepreneurship) qui utilise les débris de coraux morts à des fins écologique, halieutique et écotouristique.

Les participants à la rencontre de Toliara en février ont observé en laboratoire des recrues coralliennes, qui forment un maillon important à comprendre dans le domaine de la restauration et de la gestion des récifs coralliens. Par la même occasion, une séance de traitement des données et d'utilisation des outils de mesure du stress et de la croissance des transplants, pour assurer un suivi continu des pépinières, a enrichi les connaissances des participants.

L'expérience, qui a réuni des professionnels reconnus en éducation environnementale, en suivi écologique et en mobilisation communautaire des Comores, a profité à l'équipe malgache, notamment dans le domaine des outils d'éducation des enfants sur l'importance des récifs coralliens. « A la fin de la semaine enrichissante, les participants sont repartis avec une feuille de route pour la restauration des coraux dans leurs sites pilotes aux Comores, renforçant ainsi leur capacité à préserver ces précieux écosystèmes marins », souligne le Réseau. L'espoir est permis, quant à l'avenir des récifs coralliens malgré tout.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique de l'Ouest : Greenpeace Afrique lance le Mouvement pour la justice climatique ; Environnementales, 12 juillet 2024.

Tag : AU-ECOSOCC, Banque mondiale, Greenpeace Afrique.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/afrique-de-louest-greenpeace-afrique-lance-le-mouvement-pour-la-justice-climatique/>



Greenpeace Afrique marque un tournant majeur dans sa mission environnementale en participant au 20ème anniversaire du Conseil économique, social et culturel de l'Union africaine (UA-ECOSOCC) à Accra au Ghana. En parallèle des activités de commémoration, l'organisation procède du 11 au 12 juillet 2024, au lancement du Mouvement pour la justice climatique en Afrique de l'Ouest. L'initiative vise à rassembler diverses forces pour lutter contre les défis environnementaux croissants de la région.

Le Mouvement pour la justice climatique, lancé les 11 et 12 juillet 2024, vise à unir des organisations de la société civile, des dirigeants communautaires et des experts environnementaux pour faire face aux problèmes urgents tels que la surpêche, la déforestation, les systèmes alimentaires non durables et les impacts néfastes du changement climatique. Ce mouvement est une réponse directe aux défis environnementaux de plus en plus pressants qui menacent la stabilité socio-économique de l'Afrique de l'Ouest.

En marge de l'UA-ECOSOCC, Greenpeace Afrique organisera également un événement pour discuter du rôle des réformes financières dans la lutte contre la crise climatique. Les discussions porteront sur l'importance de restructurer les politiques économiques pour soutenir des initiatives écologiques durables et promouvoir le bien-être socio-économique dans la région.

L'Afrique de l'Ouest a perdu près de 80% des forêts vierges

Les enjeux sont de taille. Selon un rapport de la Banque mondiale, l'Afrique pourrait perdre jusqu'à 12% de son PIB annuel à cause des impacts du changement climatique d'ici 2050. La déforestation en Afrique de l'Ouest, notamment en Côte d'Ivoire et au Ghana, a déjà entraîné la perte de 80% des forêts d'origine, mettant en danger la biodiversité et exacerbant les conditions climatiques extrêmes. De plus, la surpêche représente une menace sérieuse, avec des stocks de poissons qui diminuent de manière alarmante, mettant en péril la sécurité alimentaire des communautés côtières.

Greenpeace Afrique, en partenariat avec plusieurs organisations locales et internationales, vise à instaurer des pratiques de pêche durable, à restaurer les forêts, et à promouvoir des systèmes alimentaires écologiques. L'événement parallèle de l'UA-ECOSOCC, prévu pour le 17 juillet 2024, servira de plateforme pour discuter de ces initiatives et mobiliser des soutiens financiers et politiques nécessaires pour leur réalisation.

L'initiative d'Accra intervient après celle de Yaoundé au Cameroun. La capitale camerounaise a abrité le 5 juin 2024, le lancement officiel du Mouvement Camerounais pour la Justice Climatique (MCJC), une coalition regroupant près de 40 organisations de la société civile à travers les 10 régions du pays d'Afrique centrale. Ce mouvement vise à coordonner les efforts

locaux pour lutter contre la déforestation et promouvoir des actions concrètes en faveur de la protection de l'environnement au Cameroun.

Afrique Durable

Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Lutte contre la désertification : Les communes de Baskouré et de Kando ont mis en terre plus de 40 000 plants ; Afrique durable, 12 juillet 2024.

Tag : Autorité du Bassin du Niger, BAD, Fonds pour l'environnement mondial, Fonds vert pour le climat, Union Européenne.

Pour accéder à l'article : <https://afridurable.net/lutte-contre-la-desertification-les-communes-de-baskoure-et-de-kando-ont-mis-en-terre-plus-de-40-000-plants/>



Pour contrer la désertification et prévenir d'autres effets dramatiques des changements climatiques dans leur région, les populations des communes rurales de Baskouré et de Kando,

(région du Centre-Est DU Burkina Faso) ont planté plus de 40 000 plants, de cinq variétés sur une superficie de 75 hectares.

C'est dans une ambiance de convivialité au rythme des mélodies de tambours et de tam-tams que les forêts villageoises de Kampelsé Zougo (dans la commune de Kando) et de Komsilga 1 (commune de de Baskouré), ont connu un renforcement en plants. Ainsi, 25 000 plants et 15 000 plants ont été mise en terre respectivement dans les forêts villageoises de Komsilga 1 et de Kampelsé Zougo. A cette occasion, femmes, hommes, jeunes et même les enfants se sont mobilisés pour restaurer ces forêts d'où ils tirent une flopée d'avantages vitaux. Ces milliers de plants ont été plantés dans toutes les clairières des deux forêts aux fins renforcer leur végétation et leur biodiversité. Les autorités coutumières et communales de ces deux communes se sont également associées à cette action de sauvegarde. Pour joindre l'utile à l'agréable, le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN) -qui est un projet mis en place par les neuf Etats membres de l'Autorité du Bassin du Niger dont le Burkina Faso-, a apporté divers appuis notamment financiers et en expertise à cette activité de renforcement du capital végétal des deux forêts.



La coordonnatrice du PIDACC déterminée à accompagner les populations qui lutte contre les effets pervers du dérèglement climatique

Des experts aident pour le choix des arbres à planter

Selon la coordinatrice nationale, Fatoumata Flore Siri/Ira, le PIDACC/BN a commis des experts et des personnes averties des questions d'adaptation aux changements climatiques pour mieux mener ces opérations. Ce sont ces derniers qui ont procédé au choix des plants à mettre en terre. Selon, Begagnon Bazié, chef de service de l'environnement de Baskouré, -ayant participé au choix de ces plants en qualité d'expert-, ces différentes espèces plantées ont été choisies sur la base de leurs multiples avantages socio-économiques et mêmes environnementales.

Les cinq espèces ayant servi pour renforcer le capital végétal de ces deux forêts sont : l'adansonia digitata c'est-à-dire communément appelé le baobab, le parkia biglobosa ou le néré, l'acacia nilotica, le Bauhinia rufescens, l'acacia albida. Le chef de service de l'environnement de Baskouré souligne que ces espèces végétales concentrent plusieurs avantages pour l'Homme et les animaux et mêmes l'environnement. En effet, elles ont une « capacité avérée pour restaurer la biodiversité » de ces deux forêts. C'est aussi cette quête de restauration et l'élan de résistance aux effets néfastes des changements climatiques et la désertification qui ont convaincu l'institution que dirige Fatoumata Flore Siri/Ira à prêter main forte à ces populations. La coordonnatrice rappelle d'ailleurs qu'en plus d'induire des mesures d'adaptation aux changements climatiques, le PIDACC vise également l'amélioration et le renforcement des moyens de subsistance des populations par la sauvegarde des ressources naturelles comme les forêts, les ressources en eau. C'est d'ailleurs la conjugaison de ces deux préoccupations qui a milité en faveur du choix de cinq espèces d'arbre plantées dans les forêts de Kando et de Baskouré.

SOS pour l'entretien des jeunes plants

Alain Ima, maire de la commune de Kando s'est longuement confondu en remerciement vis-à-vis du PIDACC pour les divers soutiens notamment en argent, en expertises, appui-conseils, etc. Il estime à environ 49% le taux de réussite des plants mis en sol dans la forêt de sa commune, pendant que ce taux s'élève à 93% dans la forêt de Baskouré. Les acteurs sur le terrain s'accordent pour dire que le manque d'eau est une grosse préoccupation qui les assaillent. Moussa Kaboré, le responsable du Comité villageois de développement (CVD) et son équipe s'évertuent à parcourir de longues distances pour chercher l'eau afin d'arroser les plants. Ce

dernier signale que c'est la carence en eau qui est le principal facteur de la mort des plants. Malgré leur détermination, ils ne parvenaient pas à entretenir convenablement tous les plants au regard de leur grande quantité. En plus, une grande partie des plants n'est pas protégée par des grilles. Ce qui permet aux singes de les arracher. Le maire Alain Ima et le responsable du CVD ont profité du passage des journalistes pour lancer un SOS aux fins de bénéficier de boulie (puits) ou tout autres moyens pour disposer d'eau aux fins d'assurer l'entretien des plants. Idem pour les grilles. Informée de ces difficultés, la coordonnatrice nationale du PIDACC/BN Burkina assure que des solutions curatives seront étudiées et envisagées pour ne pas laisser ces plants mourir. Notons que le chef, le Naaba Koulougga de Baskouré qui a été associé au projet en mobilisant la population a signifié sa disponibilité pour le succès du programme dans sa localité. Il s'est engagé à suivre l'entretien des plants.



Le Naaba Koulougga de Baskouré s'engage pour surveiller et entretenir les plants

Fatoumata Flore Siri/Ira rappelle que le programme PIDACC a été initié par l'Autorité du Bassin du Niger (ABN) avec les neuf (09) pays membres dont le Burkina Faso. Ce programme a vu le jour grâce à l'appui technique et financier de la Banque africaine de Développement (BAD) avec ses partenaires que sont l'Union Européenne, le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial.

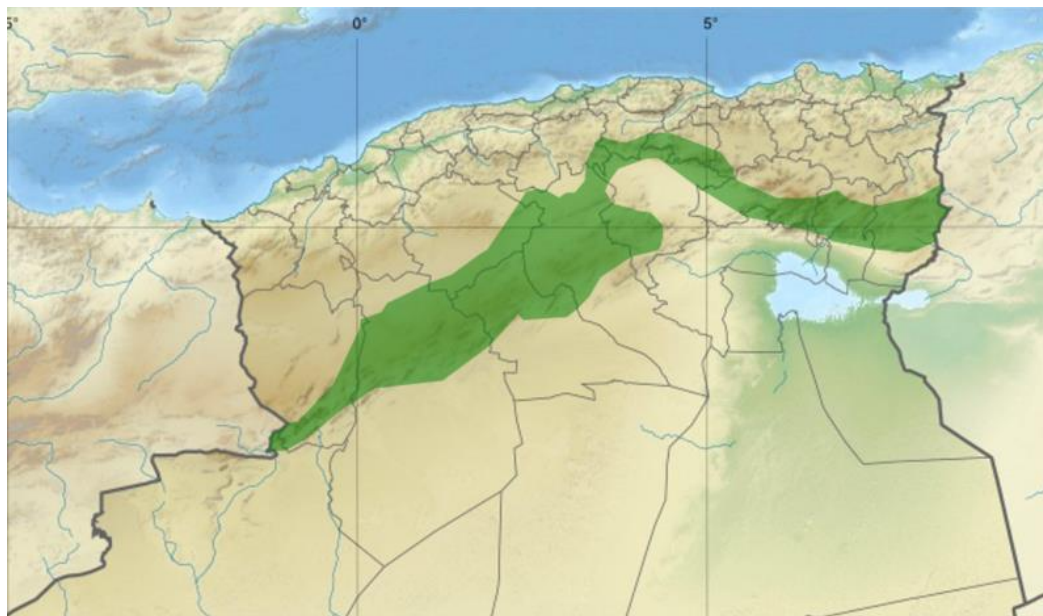


Rabah Karali (Algérie) ; Lutte contre la désertification et la sécheresse : l'Algérie, un cas d'école ; DZ Charikati, 13 juillet 2024.

Tag : CNULCD, UNCCD.

Pour accéder à l'article : <https://dzcharikati.net/lutte-contre-la-desertification-et-la-secheresse-lalgerie-un-cas-decole/>

Conformément à la convention de la lutte contre la désertification (UNCCD) qu'elle a ratifiée le 22 janvier 1996, l'Algérie a adopté une stratégie intégrée basée sur la mise en œuvre du méga-projet du barrage vert.



Cette année, la Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse, qui est célébrée chaque année le 17 juin, sera axée sur l'avenir de la gestion des terres. Grâce à son grand capital d'expérience en matière de lutte contre la désertification, l'Algérie figure en première ligne de front des pays africains menacés par le phénomène de la désertification et de la sécheresse. Aussi, la 15e Conférence des parties (COP) de la Convention des Nations unies

sur la lutte contre la désertification (CNULCD) avait abordé des questions tout aussi cruciales estimant que 40% des terres sont dégradées dans le monde.

30 wilayas de l'Algérie sont menacées par le phénomène naturel de la désertification

Selon une étude initiée dans les années 2000 par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural et de la Pêche intitulée « carte nationale des terres susceptibles de désertification », le fléau de la désertification serait en train de reculer sur au moins de 6 % de la superficie, qui avait été classée comme susceptible d'être affectée par l'avancée des sables. La carte en question, a été réalisée au moyen de photos satellite et a couvert 27 millions d'hectares. Aucun effort n'a été ménagé par notre pays dans ce domaine, et ce, depuis plusieurs décennies dans le but d'atténuer, voire, ne plus subir les effets catastrophiques de l'avancée du désert et de la dégradation des terres surtout agricoles, sans parler des autres conséquences néfastes, à l'image de l'exode incontrôlable des pans de populations. Dans ce contexte, il faut souligner que 30 wilayas sur les 58 que compte le pays sont menacées, dont :

- 8 dans les zones steppiques,
- 13 dans les régions agropastorales,

9 wilayas menacées par la désertification

En plus de 9 wilayas sahariennes, soit 965 communes et 1870 localités. Pis, les régions du sud-ouest du pays connaissent une dégradation plus avancée par rapport aux autres régions.

Stratégie de lutte contre la désertification en Algérie

Conformément à la convention de la lutte contre la désertification (UNCCD) qu'elle a ratifiée le 22 janvier 1996, l'Algérie a adopté une stratégie intégrée basée sur la mise en œuvre du méga-projet du barrage vert.

Dans ce cadre, le combat contre la désertification en milieux steppiques, présahariens et sahariens vise à concilier, d'une part la satisfaction des besoins des populations et, d'autre part de restaurer et d'améliorer le potentiel productif des terres. Il consiste à privilégier des programmes de développement rural intégré reposant sur des mécanismes participatifs et sur

l'intégration de stratégie d'élimination de la pauvreté. Pour ce faire, la nouvelle feuille de route à court, moyen et long termes a vu le jour en 2024.

Programme de lutte contre la désertification : 3 axes spécifiques

En effet, en application des orientations et les décisions prises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion d'un Conseil des ministres qu'il a présidée et consacrée au projet de réhabilitation du « Barrage vert », plusieurs actions sont menées dans ce cadre. L'atteinte de l'objectif global est construite sur la prise en charge de 03 axes spécifiques représentant les principales composantes du programme de lutte contre la désertification sur le court, moyen et long terme. Globalement, il s'agit en fait :

- de la protection et l'extension des steppes, unique rempart naturel limitant la désertification,
- du renforcement des capacités des principaux acteurs avec un appui à la recherche et au transfert des technologies afin d'aboutir à la mise en place d'un environnement institutionnel ;
- d'une politique favorable à la lutte contre la désertification à tous les niveaux spatiaux organisationnels des régions.

Barrage Vert : 13 wilayas concernées

Le programme du barrage vert parcourt 13 wilayas du pays où de nombreuses opérations sont programmées à l'horizon 2024-2030, sous la direction conjointe de la conservation des forêts et des services agricoles dans toutes les wilayas. Celui-ci comprend notamment,

- la construction de pistes forestières et rurales,
- la réalisation de travaux de protection pour une surface de pâturages,
- la stabilisation des points de plantation d'arbres fruitiers.



Lenah Bosibori (Kenya); Nigeria's Energy Sector faces data challenges despite numerous government agencies, experts say; Africa Science News, July 14, 2024.

Tag : -.

To access the article : <https://africasciencenews.org/nigerias-energy-sector-faces-data-challenges-despite-numerous-government-agencies-experts-say/>



Nigeria's energy sector has undergone significant transformation due to changes in its renewable energy regimes and economic conditions but still lacks verifiable energy data sources to be used by various organizations and institutions according to experts.

According to Mr Peters Onyilo the Chief Executive Officer and Co-Founder of Axiomata Technologies Limited, Nigeria has many government agencies responsible for data collection in the energy sector but they don't have a unifiable registry where the information is archived.

"We have to get data from secondary sources because we don't have access to them," said Onyilo during a webinar dubbed *'Renewable Energy Pricing Policy Gaps and Market Constraints in Africa: A Case of Nigeria'* organized by Africa Research and Impact Network (ARIN).

Onyilo adds that there are projects that they lack information on as experts in the energy sector and by the time they get to know about them, they are forced to do their findings and look for research data.

"There are projects we don't have information of, by the time we get the news of these projects we have to do our findings and look for research data about these energy projects, this is because the government does not incentivize how these data are being obtained or being archived, as I am talking to you now, there is no verifiable energy data source in Nigeria," said Onyilo.

According to data, Nigeria's oil production amounted to some 1.5 million barrels per day in 2023, an increase when compared to the previous year, in 2022, Nigeria exported \$52.1B in crude Petroleum making it the 9th largest exporter of Crude Petroleum in the world.

He further adds that despite various energy policies being implemented in Nigeria, the gaps and challenges remain high. Data collection and interpretation where many data is lacking and acquisition is a challenge making it impossible to be used by other institutions and organizations in the energy sector.

Onyilo who is also an expert in Mathematics and Modelling at the United Nations Program added that the use of Artificial Intelligence (AI) and machine learning is a good topic that can be incorporated in the gaps and challenges but it depends on the data fed in for effective results.

“There is a requirement for AI and Machine learning algorithms to be effective in producing results, where we do not achieve that data threshold results, you are going to get subsequent errors and you will be prone to error resulting in a negative outcome,” he added.

He referred to when he was presenting that he had to deal with a lot of missing data that forced him to fill in with extra corrections. “This is even visible for some of the data I am presenting, I have to deal with a lot of missing data and I am forced to fill in and then make extra corrections whereby if I continue to do that, my policy variables are subject to be errors and analysis are also subject to erroneous in the long run,” added Onyilo.

On the issue of Global energy pricing and how it affected energy pricing in Nigeria, Onyilo said that the Volatility and instability where a lot of countries sought to stabilize their energy consumption and demand led to many self-enriching entities becoming sustainable. “It affected the flow of transactions across economies where demand and supply flattened out,” he said.

“Though some countries in the Caribbean, Europe and the Middle East were able to regulate energy in such cases.” He added. “The effect is very much stronger in the entire West Africa because the Federation and reliability became reliable in energy in global pricing.”

“In West Africa, we do not enjoy internal stability despite the growth in energy and demand for fossil energy. It does translate to any sustainable economic development because we do not have any clear policy drafts and policy review that could help do that,” he adds.

For Nigeria to move forward there needs to be a lot of evidence in informed policy strategies that will be executed in the long run according to Onyilo. “One such approach is ensuring that there is data robustness across all sectors where we will contribute to open data exchange platforms for energy agencies across the country, and ensure that they are capable of exchanging the data,” he adds.

“It is possible to see how this model can contribute to stability and reduce foreign direct investment in Nigeria and in Africa as a whole,” he reiterated.



Lenah Bosibori (Kenya); Kenyan educators call for sponsorship to boost adult learning programs; Africa Science News, July 15, 2024.

Tag : -.

To access the article : <https://africasciencenews.org/kenyan-educators-call-for-sponsorship-to-boost-adult-learning-programs/>



Adult education in Kenya has progressed significantly reflecting the country's promise to improve literacy rates and provide educational opportunities for all age groups. Despite the efforts put in place by both the government and NGOs, many challenges persist hindering the delivery of programs.

In a recent convening of the Civil Society Organizations in Nairobi, Salome Terah Nairobi County Adult Education Coordinator said that adult learning in the country has faced several challenges that have affected smooth learning.

"We are faced with so many challenges ranging from shared class rooms with school going learners, this makes adult learners uncomfortable leading to discrimination," said Terah during an interview.

Adult learning is a program based at the Ministry of Education under basic education, it offers a second chance to people who never managed to get an education and it also caters to out-of-school youths, children, marginalized and the elderly.

"We offer five programs namely Basic Literacy for those who never went to school, Continuing Education for those who dropped out at any level, Post Literacy education also to build up to those who never went to any school so that they will be able to continue, Community Empowerment programs and Community Learning projects," adds Terah.

She further adds that funding and staffing has been another major challenge facing adult learning. "We don't really get enough funding but we are hoping the ministry is going to look into that and even our staffing levels are so low," she says.

"We are asking if other organizations could come on board because adult education is a shared responsibility, if we have organizations that can come and work with us, we will not be having a big gap," reiterates Terah.

In 2017, the Competency-Based Curriculum (CBC) was launched to replace the traditional 8-4-4 system introduced by President Moi in 1985. According to Terah the system has so far been successful but somehow not catering for those who dropped out of school.

Data by the Kenya National Bureau of Statistics (KNBS) shows that total enrolment of adult education learners dropped by 9.5 per cent from 138,628 in 2022 to 125,402 in 2023. Female adult learners accounted for 63.1 per cent of the total enrollment of adult learners in 2023.

Nairobi City recorded the highest enrolment of adult education learners during the review period, followed by Turkana, Nandi, Kitui and Mandera counties. [Economic-Survey. 2024 pdf](#)

Terah adds that adult learning can deliver the Kenya Intermediate Level Education Assessment (KILEA) for those who did not do the Kenya Certificate of Primary Education (KCPE) because it has been faced out.

Basic Needs That Adult Learners Miss

Terah notes that health and education rights for adult learners are being hindered because they are not well-educated and cannot access the services they require. "They are also socially disadvantaged because of their level of education and economically disadvantaged," she notes.

"In adult education, we don't follow the school calendar like the formal schools, this is because adults come to school when they are able and most of the time you find classes running in the afternoon," she adds.

Due to inaccessibility of their own facilities, they are forced to suspend lessons when disasters come like the floods experienced in May.

"Due to floods, the schools were suspended, so we were unable to open because we couldn't access facilities of our own, and also where we use facilities like halls and churches, we are being forced to pay," she says.

School furniture is another challenge as the ones offered are unsuitable for adults. "In primary schools, we are given the Early Childhood Development Education (ECDE) classes and class one making learners uncomfortable," she notes.

Further she adds that the level of stigma among the communities where adult learners come from is high. "When they go back into those communities, they are parents in the community, there is stigmatization, it is really affecting us. The reason we are requesting for each Sub- County can start by having a community learning center where these parents can learn and do their own activities," she notes.

Allana Kembabazi coordinator of Social and Economic Rights urges African governments to provide quality basics for the people as they are the taxpayers.

"It is unacceptable that people are lacking basics and yet they are paying taxes, we demand quality and available public services to all." She noted. "Governments can stop corruption and illicit financial flows that are making us lose a lot of money and stop giving tax exemptions to foreign companies and channel the money to quality healthcare and education," she adds.



Joseph Abuje (Kenya); UNEP, ISC urge for better tracking of global crises; Africa Science, July 16, 2024.

Tag : ISC, UNEP.

To access the article : <https://africasciencenews.org/unep-isc-urge-for-better-tracking-of-global-crises/>



The United Nations Environment Programme (UNEP) and the International Science Council (ISC) have called upon the world to get better at tracking and responding to a host of emerging challenges.

According to the latest Report on Planetary Health and Human Wellbeing, eight critical global shifts that are accelerating the triple planetary crisis of climate change, nature and biodiversity loss, and pollution and waste have been identified.

The shifts include humanity's degradation of the natural world, the rapid development of technologies such as AI, competition for natural resources, widening inequalities and declining trust in institutions. These shifts are creating a polycrisis, in which global crises are amplifying, accelerating and synchronizing – with huge implications for human and planetary wellbeing.

The report has established Eighteen accompanying signals of change, identified by hundreds of global experts through regional and stakeholder consultations that included youth that offer a deeper glimpse into potential disruptions, both positive and negative, that the world must prepare for.

“As the impacts of multiple crises intensify, now is the time to get ahead of the curve and protect ourselves from emerging challenges,” said UNEP Executive Director Inger Andersen. “The rapid rate of change, uncertainty and technological developments we’re seeing, against a backdrop of geopolitical turbulence, means any country can be thrown off course more easily and more often.

“By monitoring signals of change and using the foresight approach outlined in this report – including looking outside the traditional environmental space – the world can avoid repeating mistakes of the past and focus on solutions that can withstand future disruption.” continued Inger Andersen.

Some of the Key shifts and signals of change outlined in the report include: The demand for critical rare earth elements, minerals and metals to fuel the transition to net-zero is expected to increase fourfold by 2040, increasing calls for deep sea mining and even space mining. This poses potential threats to nature and biodiversity, could increase pollution and waste, and spark more conflicts.

As permafrost thaws on a warming planet, ancient organisms that may be pathogenic could be released, resulting in major environmental, animal and human impacts. This phenomenon has already led to an outbreak of anthrax in Siberia.

However, it was argued that while AI and digital transformation can bring benefits, there are environmental implications such as increased demand for critical minerals and rare earth elements and water resources to meet data centre demands. The use of AI in weapons systems and

military applications, and the development of synthetic biology, need careful review through an environmental lens.

Armed conflict and violence current rising and evolving are cited as major threats to environment with argument that these conflicts result in ecosystem degradation and pollution, leading to repercussions for vulnerable populations.

Other threats activities include increased forced displacement that is increasing human health and environmental impacts. The report reveals that One in every 69 people is now forcibly displaced, nearly double the figures from a decade ago. Conflict and climate change are key drivers.

However, the report finds that using foresight tools can help the world to anticipate and prepare for the next emerging challenges and future disruptions.

Peter Gluckman, President of the ISC, said, “Foresight provides a useful set of tools to step outside of short-termism to help identify future opportunities and risks provided that it is done in a truly pluralistic manner, transcending narrow institutional mandates, sectors and other artificial divides that constrain our framing of the problems and the solutions.”

The report recommends adopting a new social contract that engages a diverse range of stakeholders, including indigenous people; giving young people a stronger voice; and rethinking measures of progress to go beyond GDP.

Governments and societies can also introduce shorter term targets and indicators that allow them to be more agile in governance. Ushering in tools and actions to reconfigure financial systems and reroute capital flows which is a positive signal of change in the report and could help to reduce inequalities, eradicate extreme poverty and address environmental crises.

Supporting agile and adaptive governance is needed and would require better monitoring and assessment of interventions. This includes integrating and improving monitoring on environmental change, and making data and knowledge more accessible.

Just as the impacts of multiple crises are amplifying harm to environmental and human health, the solutions are in sight and actions are underway that would address the global shifts and signals of change identified in the report. Foresight can help to accelerate these actions and spark many more.

l'opinionplus

Serge Hengoup (Cameroun) ; Cameroun : les déserts sont-ils un bon choix pour la production de l'énergie solaire ? L'Opinion plus, 16 juillet 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://l'opinionplus.com/cameroun-les-deserts-sont-ils-un-bon-choix-pour-la-production-de-lenergie-solaire/>



Les déserts reçoivent des niveaux d'irradiation solaire les plus élevés de la planète, assurant une production d'énergie constante et robuste tout au long de l'année. Le désert du Sahara, par exemple, reçoit plus de 300 jours d'ensoleillement par an, soit 11 heures 46 minutes d'ensoleillement par jour. Dans l'optique de favoriser la promotion de l'énergie solaire, les déserts sont-ils pour autant les meilleurs choix pour la production de l'énergie solaire ?

L'énergie solaire est une source d'énergie qui dépend du soleil. Cette énergie permet de fabriquer de l'électricité à partir de panneaux photovoltaïques ou des centrales solaires thermiques, grâce à la lumière du soleil captée par des panneaux solaires. C'est au physicien

français Edmond Becquerel que l'humanité doit l'invention de l'énergie solaire ; c'est le premier à avoir découvert, en 1839, que l'énergie solaire pouvait être transformée en électricité grâce à des matériaux semi-conducteurs. C'est donc grâce à lui que le photovoltaïque a vu le jour.

Selon une étude comparative réalisée par WTS Energy (un fournisseur mondial de solutions pour le marché de l'énergie), nous avons souligné quelques raisons pour lesquelles les déserts SONT un bon choix pour la production de l'énergie solaire, et également des raisons pour lesquelles les déserts ne sont pas un bon endroit pour la production de l'énergie solaire.

La disponibilité des terrains offre des espaces pour les installations solaires

En ce qui concerne le premier point, quatre indications sous-tendent cette étude. D'abord, l'abondance de lumière solaire : les déserts reçoivent certains des niveaux d'irradiation solaire les plus élevés de la planète, assurant une production d'énergie constante et robuste tout au long de l'année. Le désert du Sahara, par exemple, reçoit plus de 300 jours d'ensoleillement par an, soit 11 heures 46 minutes d'ensoleillement par jour.



Ensuite, il y a la disponibilité des terrains : de vastes étendues de terres inhabitées dans les déserts offrent suffisamment d'espace pour des installations solaires à grande échelle sans concurrencer les utilisations existantes des terres. Cette abondance d'espace libre se traduit

par une rentabilité accrue pour la plupart des projets qui cherchent à s'installer dans ou à proximité d'un désert.

Après la couverture nuageuse basse : de nombreuses régions désertiques connaissent une couverture nuageuse minimale, ce qui conduit à une plus grande efficacité des panneaux car les panneaux reçoivent plus de lumière directe du soleil.

Le résultat est une amélioration significative du processus de conversion d'énergie. Avec moins d'obstacles sous forme de nuages, les panneaux solaires dans les environnements désertiques peuvent constamment exploiter des niveaux optimaux d'irradiance solaire.

Cela se traduit par une production d'électricité plus élevée et une plus grande efficacité globale des panneaux solaires. Et enfin, l'impact environnemental minimal: des fermes solaires correctement planifiées peuvent avoir un impact environnemental plus faible dans les déserts par rapport à d'autres écosystèmes, à condition que les considérations écologiques soient prises en compte. Leur construction implique généralement moins de défrichage et de perturbations que les projets situés dans des zones plus diversifiées sur le plan biologique, où des habitats et des écosystèmes sensibles pourraient être menacés.

De plus, la faible densité de biodiversité dans les déserts réduit le risque de perturbation écologique importante. Le potentiel de déplacement d'espèces rares ou menacées est généralement plus faible, à condition que des études d'impact environnemental approfondies soient menées et que des mesures d'atténuation soient mises en œuvre.

Des conditions difficiles pour la maintenance des panneaux solaires

Pour le second point, il est indéniable qu'il reste encore des obstacles à surmonter avant d'installer des fermes solaires dans les déserts, notamment liés à leur climat et à leur éloignement. Des défis de transmission : la plupart des déserts sont éloignés des zones peuplées où la demande d'énergie est la plus élevée.

La mise en place d'infrastructures de transport efficaces pour fournir de l'électricité aux villes peut être complexe et coûteuse. La distance entre les déserts et les centres urbains pose des complexités logistiques pour transmettre efficacement l'énergie produite. La mise en place

d'une infrastructure de transmission robuste sur de grandes distances nécessite des investissements substantiels et des solutions d'ingénierie complexes.

Ce qui nous amène à parler des conditions difficiles : les environnements désertiques posent des défis à la maintenance des panneaux solaires en raison des températures extrêmes, des tempêtes de sable et de l'accumulation de poussière, ce qui peut affecter l'efficacité des panneaux.



Les vents du désert peuvent provoquer des tempêtes de sable, déposant des particules abrasives qui compromettent les surfaces des panneaux. L'accumulation de poussière diminue encore l'efficacité du panneau en projetant des ombres et en réduisant l'absorption de la lumière.

La pénurie d'eau vient s'ajouter à ces complications naturelles : l'entretien des panneaux solaires dans les paysages désertiques arides présente une énigme unique : le besoin essentiel de nettoyage et la rareté de l'eau. Les méthodes traditionnelles de nettoyage des panneaux

impliquent souvent de l'eau, qui peut devenir une ressource précieuse dans les régions désertiques pauvres en eau.

L'impact sur l'écosystème n'est pas un moindre problème : bien que les écosystèmes désertiques puissent sembler moins fragiles, ils sont soigneusement équilibrés par la nature et un mauvais placement de la ferme solaire peut toujours perturber la flore et la faune locales.

En définitive, l'étude de WTS Energy nous enseigne que les déserts, avec leurs vastes espaces ouverts et leur soleil implacable, ont un attrait indéniable pour la production d'énergie solaire. Elle souligne aussi que l'abondance de la lumière du soleil dans ces régions présente une grande opportunité de produire une énergie propre et abondante.

Et puisque les panneaux solaires prospèrent dans des environnements à forte insolation, ceci fait des déserts des candidats de choix pour maximiser la production d'énergie. C'est dire qu'exploiter seulement une fraction de l'énergie solaire dans ces régions pourrait potentiellement répondre à une partie importante de la demande mondiale d'énergie, et par conséquent apporter une solution à la problématique du changement climatique et du développement durable.



Lenah Bosibori (Kenya); Over 200,000 africans lost their lives due to road traffic injuries in 2021 - WHO report; Africa Science News, July 16, 2024.

Tag : WHO.

To access the report : <https://africasciencenews.org/over-200000-africans-lost-their-lives-due-to-road-traffic-injuries-in-2021-who-report/>



Road deaths are rising faster in the African region than anywhere in the world, accounting for a 17 per cent increase since 2010 according to a World Health Organization (WHO) report released in Nairobi on Tuesday.

Further, the report shows that in the WHO African Region, an estimated 225,482 people died from road traffic injuries in 2021, representing 19 per cent of the global burden of deaths. Even though the African Region accounts for only 15 per cent of the global population and only three per cent of the global vehicle fleet.

Speaking during the launch of the Report dubbed "*Status Report on road Safety in the WHO African Region*" Dr Abdourahmane Diallo WHO Representative to Kenya said that Road clashes are the leading killer of children and youth and they typically swiipe during the most productive years causing a huge health social and economic harm for the society.

"Road clashes remain a persistent health crisis with pedestrians, cyclists and other vulnerable users facing a rising risk of death, the risk of death is higher in low-income countries," said Diallo.

Vulnerable road users such as motorcyclists, cyclists and pedestrians account for half of all fatalities according to the report. "Fatalities among motorcyclists have doubled in the past 10 years, increasing faster than any other WHO region," read part of the report.

While progress has been made, many countries in the region still face challenges in implementing effective road safety measures; the rapid increase of motor vehicle registration particularly of used vehicles necessitates strong regulations of vehicles to ensure safety according to Diallo.

On his part, George Njao Director General National Transport and Safety Authority (NTSA) said that as a country they are concerned that the number of pedestrians knocked every day is very high causing a high number of injuries.

Dr Isaac Bashir Director for Family Health at the Ministry of Health who represented the Principal Secretary (PS) ministry of Health said that lack of harmonized data from the health sector and the police, underreporting and poor-quality data are some of the reasons for the adoption of ineffective options instead of investment in effective actions.

“Road traffic injuries are ranked ninth as the leading cause of death in our country, besides these deaths, hundreds of thousands are seriously injured suffering long-term impairments and lifelong term impairments and disabilities,” read the PS’s speech.

In response to the epidemic of road traffic injuries, the Ministry of Health has equipped public hospitals with the necessary diagnostic technologies and drugs to take care of victims of road traffic injuries. Continues the PS’ speech.

It further says that in the areas of pre-hospital care, the ministry launched the Emergency care policy in 2021 that aims at establishing a vibrant Emergency Medical Care system as a key enabler to achieving Universal Health Coverage.

“The emergency, chronic and critical care fund will offer financial protection for victims of road traffic crashes in the emergency settings, plans are underway to implement a trauma registry that will provide an accurate account of the injuries resulting from road crashes,” according to the PS.

The ministry is continuously training healthcare workers on Trauma care and is keen to ensure that their training involves the adoption of modern technologies.

Bright Oywaya Accident survivor shared her experience in a wheelchair for over 27 years. “When a road crash happens it affects the entire family. I am still paying for that one thing 27 years later, the social, economic health and family burden is enormous,” says Oywaya.

“I injured my spinal cord and I have never stood up for the last 27 years,” when a road crash happens, it affects the individual, the entire family and the community around you for the rest of your life. I have been socially excluded and the economic burden is humorous as opportunities pass by,” said Oywaya.

The report suggests an investment in greener and safer transport systems, supporting data systems to ensure that they make the right decision.



Serge Hengoup (Cameroun) ; Lutte contre la désertification /Opération Sahel vert, la Grande Muraille verte, pourquoi ces projets de reboisement en Afrique peinent à se pérenniser ? Nouvelles du Continent, 16 juillet 2024.

Tag : Agence panafricaine de la Grande muraille verte, Union Africaine, CNUCLD.

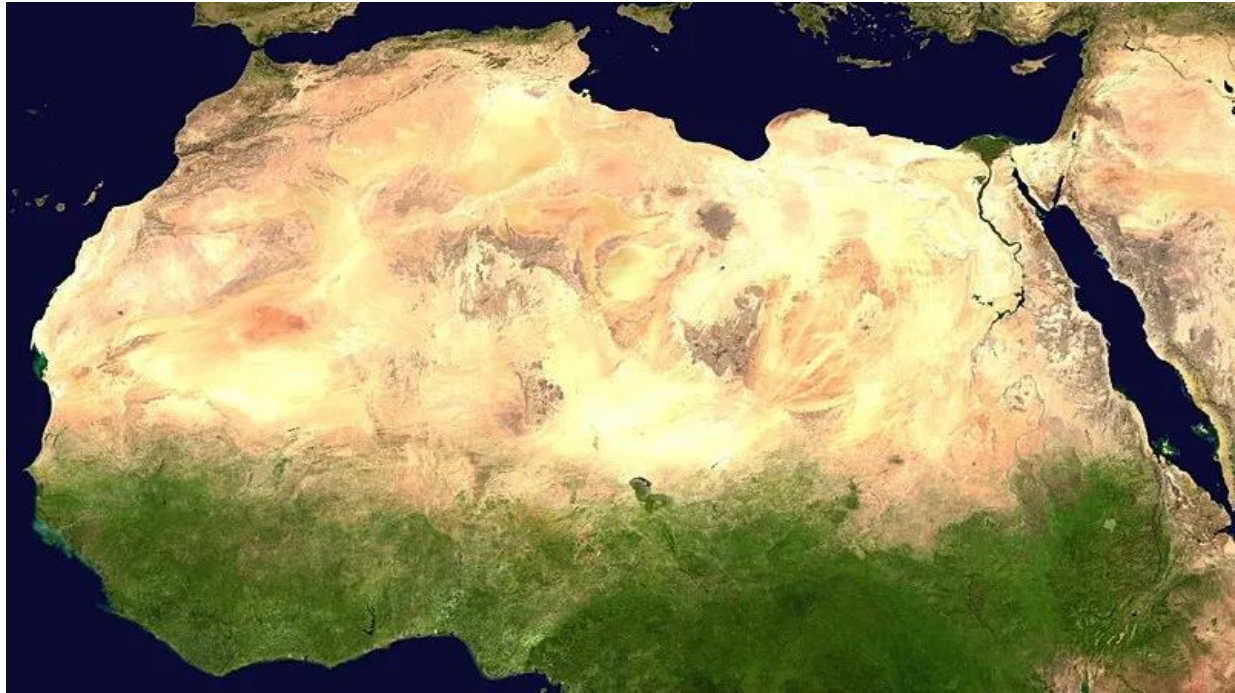
Pour accéder à l'article : <https://nouvellesducontinent.com/lutte-contre-la-desertification-operation-sahel-vert-la-grande-muraille-verte-pourquoi-ces-projets-de-reboisement-en-afrique-peinent-a-se-perenniser/>



En Afrique, les programmes de reboisement foisonnent, mais la réalité sur le terrain est que ceux-ci peinent à se pérenniser. Eléments d'explication...

Les terres sèches couvrent 65 % du continent africain. Un tiers de cette superficie est constitué de déserts extrêmement arides et totalement inhabités, à l'exception des oasis. Les deux tiers restants des terres sèches, qui comprennent des terres arides et semi-arides, abritent environ 400 millions d'Africains et sont extrêmement sensibles à la désertification. Aujourd'hui, 319 millions d'hectares en Afrique sont menacés de désertification en raison de l'avancée du désert. C'est la raison pour laquelle les dirigeants du continent ont élaboré depuis des années

postindépendance des plans visant à repousser l'avancée du désert en Afrique. Malgré le bien-fondé de ces projets dont la survivance des populations en dépend largement, leur pérennité fait face à moult obstacles. Nous avons choisi de parler de deux projets, un au Cameroun : l'Opération Sahel vert, et l'autre à l'échelle continentale : la Grande muraille verte.



Sensibiliser et éduquer les populations à des gestes citoyens de préservation environnementale

L'opération Sahel vert lancée au Cameroun et dont la zone de couverture est la partie soudano-sahélienne du pays qui englobe les régions administratives de l'Extrême-Nord et du Nord, fait partie de ces plans initiés pour repousser l'avancée du désert, avec des stratégies opérationnelles de lutte contre la désertification et la dégradation des sols. Lancée au début des années 70, cette initiative avait pour but de sensibiliser et d'éduquer les populations à des gestes citoyens de préservation environnementale. Sa mise en œuvre a cependant souffert des conséquences de la crise économique qu'a connue le pays à partir de 1987. Le gouvernement camerounais assure que plus de 10 millions d'arbres ont été plantés.

Cette opération a été relancée dans la région de l'Extrême-Nord en 2008 par le Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature (MINEP) à travers des activités de reboisement

financées par le budget d'investissement public de l'Etat du Cameroun (BIP). Cette relance s'inscrivait dans la mise en application du PAN/LCD (2006) dans le cadre du respect de l'engagement du Cameroun vis-à-vis de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

A ce jour, le projet peine à avancer, faute de moyens financiers. Et pour cause, le Cameroun fait face depuis une décennie à plusieurs défis : la guerre contre la secte Boko Haram justement dans cette partie septentrionale du pays et un conflit séparatiste dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Vous l'avez compris, les priorités étant nombreuses et l'argent étant rare, le message à passer est le suivant : la lutte contre la désertification peut attendre. Cependant les idées ne manquent pas. L'Etat du Cameroun a lancé depuis 2020 le projet baptisé Sylviculture de seconde génération. Ceci consiste à lutter contre les avancées du désert, boiser les zones arides, reboiser les forêts dégradées et fournir du bois de plantation à l'exportation. L'objectif final est de reboiser 12 millions hectares de forêt à l'horizon 2045.

Projet traversant 11 pays d'Afrique

En ce qui concerne la Grande muraille verte, c'est une initiative de l'Union Africaine. Dénommée La Grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel (GMV), le projet vise à lutter contre les effets du changement climatique et de la désertification en Afrique. Cette initiative ambitieuse pouvant offrir dix millions d'emplois aux jeunes a pour but de « transformer la vie de millions de personnes en créant une mosaïque d'écosystèmes verts et productifs en Afrique du Nord, au Sahel et dans la Corne de l'Afrique »

Long de 15 km de large, la GMV traverse 11 pays (Sénégal, Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Nigeria, Tchad, Soudan, Ethiopie, Erythrée et Djibouti) du continent sur 7 800 km, représentant au total 11,7 millions d'hectares. Présenté en 2002 et lancé en 2007, le projet de la Grande muraille verte n'aura eu d'existence juridique que le 17 juin 2010 à la faveur de la création de l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte (APGMV) à N'Djamena au Tchad. Un organisme chargé des mécanismes de coordination d'harmonisation et d'appui à la mobilisation des ressources.

e-BOURSE

Rabah Karali (Algérie) ; Production d'hydrogène vert en Algérie, cap sur le développement de l'alternative verte ; E-bourse, 18 juillet 2024.

Tag : -.

Production d'hydrogène vert en Algérie

Cap sur le développement de l'alternative verte

A l'occasion des festivités de célébration du 51e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Algérie était capable de devenir « un acteur-clé » dans le domaine de l'hydrogène vert.

Le Président a indiqué que la place de choix à laquelle l'Algérie aspire dans le processus de transition énergétique dans les prochaines années « repose également sur notre capacité à adhérer aux plus efficaces solutions climatiques, à savoir l'hydrogène à utilisation "zéro pollution" ».

ENGAGEMENT SUR LA VOIE QUI CONSACRE LA DURABILITÉ DANS LE DOMAINE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'Algérie s'emploie désormais sur la base de ces atouts comparatifs à la mise en œuvre d'une stratégie nationale de développement de l'hydrogène, y compris l'hydrogène vert, afin de lui permettre de s'intégrer pleinement dans la dynamique mondiale en matière de transition énergétique et environnementale, a ajouté le chef de l'Etat. Dans ce contexte, le Directeur des programmes ER & EE au Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ), Rabah Sellami, a indiqué que l'Algérie dispose des meilleurs atouts dans le bassin méditerranéen pour la production d'énergies renouvelables, dont



l'hydrogène vert, qu'elle est en mesure de mettre sur le marché jusqu'à un million de tonnes à l'horizon 2040. Avant-hier, lors d'une émission de la radio algérienne chaîne 1, Rabah Sellami a expliqué que selon la feuille de route pour le développement de l'alternative verte, représentée principalement par l'hydrogène vert, la production atteindra son apogée au cours de la prochaine décennie, permettant de maintenir la consommation locale dans la limite de 300 000 tonnes et l'exportation de plus de 1,2 million de tonnes vers les marchés étrangers, notamment européens. Par ailleurs, il est prévu que l'Algérie entame la mise en œuvre d'un certain nombre de grands projets au cours des cinq prochaines années, pour assurer la production d'hydrogène vert, dans le but d'en produire environ

1,2 million de tonnes pour l'exportation, selon ce qu'a indiqué le directeur des programmes ER & EE au Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique. D'ailleurs, l'Algérie s'engage sur une voie qui consacre la durabilité dans le domaine de la transition énergétique, qui assurera le remplacement de l'hydrogène gris utilisé dans un certain nombre d'applications industrielles, comme c'est le cas avec la production d'ammoniac, comme souligné par Rabah Sellami. « Cela répond non seulement aux exigences croissantes en matière d'empreinte carbone du marché européen, mais assure également la position de l'Algérie en tant que partenaire-clé dans la réduction des émissions mondiales de carbone », a-t-il soutenu.

L'ALGÉRIE DISPOSE D'AVANTAGES COMPÉTITIFS IMPORTANTS DANS LE DOMAINE DE L'EXPORTATION

Abordant le plan de développement de l'hydrogène vert dans notre pays, M. Sellami a fait savoir qu'il s'étend sur la période 2030-2040, et vise à atteindre des objectifs dont le plus important est de positionner l'Algérie comme un acteur-clé dans la production et l'exportation de l'hydrogène vert, notamment vers le marché européen. C'est pourquoi notre pays travaille à l'établissement d'une stratégie comprenant la formation d'une main-d'œuvre spécialisée, qui constituera une base appropriée pour préparer les futurs acteurs actifs de l'industrie de l'hydrogène. Il est à noter qu'une étude comparative prépa-

rée par la société italienne spécialisée « Snam » sur le coût de production et de transport de l'hydrogène vert, à travers de nombreuses régions à l'horizon 2040, a confirmé que l'Algérie dispose d'avantages compétitifs importants en termes de coût et de prix, comme le coût de l'hydrogène qui pourrait être livré par l'Algérie à un pays européen comme l'Allemagne, au prix de 0,98 dollar le kilogramme. La même étude indique que le coût de la fourniture d'hydrogène compétitif en provenance d'Algérie est estimé à 0,98 dollar par kilogramme pour l'Algérie, contre 3,25 dollars par kilogramme pour l'Arabie Saoudite, 1,71 dollar par kilogramme pour la Russie et 1,01 dollar par kilogramme pour l'Espagne. Ceci étant, notre pays cherche à développer les domaines de production et d'exportation d'hydrogène vert et à se transformer, dans un avenir proche, en un pôle énergétique important, en mettant en œuvre des projets qui incluent la production et l'exportation, dans une première phase, entre 30 et 40 térawattheures, sous forme d'hydrogène vert gazeux et liquide principalement destiné au marché européen, en parallèle avec la possibilité de produire l'équivalent de 10 térawattheures d'hydrogène bleu destiné au marché local. Pour rappel, ce sont là des objectifs déjà tracés dans la feuille de route adoptée en Conseil des ministres et qui se décline en trois phases : 2023-2030 pour la production de l'hydrogène vert, 2030-2040 pour son exportation, et 2040-2050 pour que l'Algérie prenne sa place parmi les pays leaders mondiaux pour la production et de l'hydrogène vert.

Rabah karali



Moussa Mane (Sénégal) ; Le Lac Rose classé en réserve naturelle urbaine ; RTS 1, 18 juillet 2024.

Tag : -.

Pour voir le reportage : <https://www.youtube.com/watch?v=w1Q-0v3bBw8>

Le 18 juillet 2024 en conseil des ministres Daouda Ngom ministre de l'environnement et de la transition écologique a fait une communication sur le processus du lac rose en réserve naturelle urbaine. une nouvelle bien accueillie par les acteurs qui mènent des activités autour du lac rose.

Présentation du lac rose

Situé à environ 35 km au Nord-Nord-Est de Dakar, la capitale du Sénégal, le lac rose est incontestablement le site le plus nominé au Sénégal. Il est une véritable curiosité naturelle grâce à la coloration exceptionnelle de ses eaux qui virent journallement du mauve au rose écarlate. D'une superficie d'environ 3 km², avec une profondeur maximale de 3 m il renferme une quantité importante de sel qui est, depuis les années 1970, exploitée et exportée dans toute la sous région. Le lac Rose est le point d'arrivée du célèbre rallye Paris- Dakar. En Aout 2022 suite à de fortes pluies plusieurs quartiers ont été inondées. Pour les débarrasser des eaux le ministère de l'eau et assainissement creuse un canal pour envoyer les eaux pluviales dans le lac.. ce qui a occasionné une destruction du lac et la perte de son équilibre. Conséquences : des activités en perte de vitesse, le sel n'est plus exploité, le lac a perdu la couleur rose. En classant le lac rose en réserve naturelle urbaine l'état veut sauver cette zone humide reconnue internationalement.



Ian Muhire (Burundi) ; Célébration de la journée mondiale de la protection des chimpanzés au Burundi ; Radio Kazoza FM, 19 juillet 2024.

Tag : -.

Pour écouter le reportage : <https://on.soundcloud.com/B6Q55UauNWy3iUWg6>

Célébration de la journée mondiale de la protection des chimpanzés au Burundi, une journée célébrée pour la première fois au Burundi grâce aux efforts consentis entre le gouvernement du Burundi et les organismes partenaires dans la protection de la biodiversité animale et végétale. Cette journée a été célébrée le 19 juillet à l'intérieur du parc naturel de la Kibira, au quartier général de l'Office Burundais de Protection de l'Environnement. Cette journée avait coïncidé avec la remise officielle des locaux réhabilités pour ce quartier général de l'OBPE par l'ONG Communities of HOPE.

Afrique Durable

Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Lutte contre la désertification au Burkina Faso: Le premier défi environnemental ; Afrique durable, 19 juillet 2024.

Tag : - .

Pour accéder à l'article : <https://afridorable.net/lutte-contre-la-desertification-au-burkina-faso-le-premier-defi-environnemental/>



Les autorités burkinabè ne cessent d'organiser des sessions de reboisement pour lutter contre la désertification et sécheresse

Les personnes averties des problèmes environnementaux du Burkina s'accordent à dire que le « premier défi environnemental auquel est confronté le Burkina Faso est sans conteste la désertification et/ou la sécheresse ». Un fléau devenu depuis des décennies un gros goulot d'étranglement qui obstrue l'élan du développement national. De toute évidence, si ce fléau n'est pas efficacement combattu, il continuera à compromettre tous les efforts nationaux pour l'essor économique et social quand on sait que l'économie du pays est essentiellement basée sur l'agriculture. Conscient de ce danger dont les effets dramatiques sont perceptibles,

l'action de protection de l'environnement rime avec la lutte contre la désertification qui apparaît comme le défi environnemental le plus crucial contre lequel toutes les énergies sont mobilisées.

Au Burkina, plusieurs personnes de la cinquantaine se rappellent avec stupeur les années 1970 et 1973 qui ont été marquées par de grandes sècheresses aux funestes conséquences. Le sexagénaire Raogo (nom d'emprunt) en parle avec mélancolie. C'est à cette éprouvante période qu'un plat communément appelé Babenda est né. Ce plat est un concentré de diverses feuilles. Raogo explique qu'à cette époque, le manque criard de nourriture poussait les gens à cueillir les feuilles de n'importe quelle plante qu'ils trouvent pour les faire bouillir et les consommer. C'est donc un passé traumatisant que ce plat suscite chez le vieux Raogo. Quand quelqu'un s'hasarde à dire qu'il aime bien ce plat, le vieux lui rétorque que c'est parce qu'il n'a pas cette « terrible épreuve).

En rappel, le Burkina Faso est un pays sahélien enclavé et moins fourni en ressources naturelles. Il subit de plein fouet les aléas climatiques dont la désertification induite et aggravée par le dérèglement climatique. Or plus des trois quarts de la population du pays est rurale et l'agriculture occupe 72 % des actifs de la population. Malheureusement cette agriculture est rudimentaire et tributaire de la pluie qui, lui, se raréfie.

Plusieurs causes expliquent et contribuent au phénomène de la désertification au Burkina Faso. Il s'agit notamment de facteurs naturels qui sont essentiellement d'ordre climatique qui se traduisent par l'assèchement lent et progressif du climat, l'agressivité des pluies contre les sols, poussée de l'harmattan. De facteurs technologiques que sont les méthodes culturales archaïques basées sur des défrichements extensifs, l'élevage extensif et transhumant, la pratique des feux de brousse. Les facteurs sociologiques et politiques (politique d'exclusion des populations de la gestion des ressources naturelles, obstacles à la participation des populations, appropriation étatique des ressources naturelles au détriment des populations, choix erronés de stratégies de développement, inadéquation de la législation sur les ressources naturelles) et les facteurs économiques matérialisés par la pression agrodémographique sur les terres se traduisant par l'extension des superficies, la détérioration des termes de l'échange au niveau international obligeant les paysans à produire plus pour maintenir un même niveau de revenus.



Les conséquences de la désertification sont nombreuses et dramatiques. Peuvent être mentionnés à cet égard, la dégradation accélérée du potentiel productif (baisse de la fertilité et érosion accélérée des sols), la dégradation de la diversité biologique (appauvrissement de la végétation, réduction des produits de cueillette, appauvrissement de la faune sauvage, appauvrissement génétique des espèces animales et végétales domestiquées), la dégradation du cadre de vie (difficultés d’approvisionnement en eau et en bois de chauffe) et la paupérisation des populations (baisse des rendements agricoles et insécurité alimentaire).

Des études montrent qu’au Burkina, 34% des terres de production sont dégradées pour causes anthropiques et climatiques, avec une progression de dégradation qui est passée de 360 000 hectare par an entre 1983 et 1992 à 469 000 hectares par an entre 2002 et 2013.



La lutte contre la désertification nécessite des stratégies intégrées à long terme.

Dès le début des années 70, le Burkina Faso a pris progressivement conscience du phénomène de la désertification. Cela s'est matérialisé par l'adoption, en 1970, du premier Programme National de Lutte contre la Désertification, consistant en un reboisement à grande échelle. Cette prise de conscience va se renforcer considérablement à partir de 1973, année durant laquelle le pays a été confronté, de manière brutale, à une sécheresse sans précédent, dont les conséquences ont été dramatiques pour les hommes, les écosystèmes, la faune et la flore. Les autorités et la population burkinabé apprenaient ainsi brutalement que la survie de la nation était à la merci de menaces écologiques réelles susceptibles de compromettre leurs efforts le développement économique et social.

A partir de cette catastrophe climatique, le Burkina Faso, à l'instar des autres pays du Sahel, prendra davantage conscience de la nécessité de la protection de l'environnement et des ressources naturelles. Le Burkina prendra alors, seul ou en collaboration avec d'autres Etats de la sous-région, des mesures pour la conservation des ressources naturelles. Les principales mesures prises à ce titre peuvent être ainsi mentionnées entre autres :

- la contribution à la création, le 12 Septembre 1973, du Comité Inter-Etats de lutte contre la Sécheresse dans le sahel (CILSS) ;
- l'adoption en 1984, du Programme Bois de village et sa concrétisation, à travers un Programme National de Foresterie Villageoise ;
- le lancement en 1985, des trois luttes, la lutte contre les feux de brousse, la coupe abusive du bois et la divagation des animaux ;
- l'adoption de l'approche Gestion des Terroirs et sa concrétisation en 1992 par un Programme National de Gestion des Terroirs (PNGT) ;
- l'adoption en 1986, d'un Plan National de Lutte contre la Désertification (PNLCD) instituant entre autres, un programme et un Comité National de Lutte contre la Désertification.

Des programmes et projets mis en œuvre

Pour stopper la progression, voire reculer la sécheresse et la désertification des institutions publiques, ONG et associations se sont investis. Ainsi le projet Beog Puuto (qui signifie en langue mooré les champs de l'avenir), a été mis en œuvre dans quatre régions du Burkina Faso. Il a consisté à accompagner les populations dans la transformation à grande échelle de leurs systèmes de production agricole. Ce qui s'est traduit en action à travers la restauration de 30.000 ha de terres, l'installation de 7 fermes pilotes, la formation de 1200 professionnels agricoles.

Côté étatique, l'on peut citer la mise en place du Programme d'Action National de Lutte Contre la Désertification (PAN/LCD) qui est d'une importance indéniable pour le Burkina Faso, en raison de la menace environnementale que constitue la désertification. Ce programme répond à l'une des exigences conventionnelles dans le cadre de la Convention de lutte contre la désertification qui met à la charge des Etats parties touchés par la désertification, l'obligation d'élaborer un programme d'action national de lutte contre la désertification.

L'objectif général du PAN/LCD est de « contribuer à l'instauration d'un développement durable du pays par le renforcement de la capacité des autorités locales et assurer la participation active des populations, des collectivités et des groupes locaux dans les actions de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse ». De manière plus spécifique, il doit assurer une gestion durable et intégrée des ressources naturelles aux fins de la promotion de la sécurité alimentaire, améliorer l'environnement économique aux fins de l'élimination de la pauvreté, améliorer l'organisation institutionnelle et l'environnement législatif de la lutte contre la désertification, améliorer la connaissance du phénomène de la désertification, surveiller et évaluer les effets de la sécheresse.

Malheureusement, la crise sécuritaire obstrue l'opérationnalisation des projets et programmes sur le terrain.

Le Reporter Express

Naïma Cherii (Maroc) ; La pêche débarque au Parlement. Pluie d'alertes des politiques, experts et professionnels ; L'Express, 19 juillet 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://lereporterexpress.ma/2024/07/19/la-peche-debarque-au-parlement-pluie-dalertes-des-politiques-experts-et-professionnels/>



La situation est catastrophique. Les prises ont fortement baissé. Il n'y a presque pas de poisson. Et si on ne fait rien, la situation sera encore plus grave pour les prochaines générations. C'est le constat dressé par les intervenants lors d'une journée d'étude organisée mardi 9 juillet au Parlement.

Réunis au Parlement à l'initiative du groupe parlementaire du PJD, experts, politiques et professionnels ont parlé d'une seule voix pour interpeller le département de la pêche et le gouvernement sur une crise aiguë que connaît actuellement le secteur de la pêche au Maroc.

Dans un contexte de crise sans précédent, Mohamed Naji, Expert international et Professeur en Economie des pêches à l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, n'y va pas par quatre chemins. «Cela fait 33 ans que j'exerce en tant que chercheur dans ce secteur de la pêche maritime, on n'a jamais vécu une telle situation, à l'exception de la période où les pêcheries de poulpe ont connu un assèchement en 1999. Le secteur de la pêche maritime dans notre pays n'avait jamais connu une telle crise. Malgré les discours officiels rassurants, la situation est critique», s'inquiète le scientifique. Et de poursuivre : «L'année 2022 était très difficile pour les ressources halieutiques. D'ailleurs, les professionnels se plaignent de la baisse de poisson. Sans compter les changements climatiques».

Le Maroc a certes réalisé les objectifs de la stratégie Halieutis, en termes de production et d'exportation, mais en parallèle, on a détruit nos ressources halieutiques, regrette cet expert, qui a travaillé sur plusieurs rapports devenus une référence scientifique en matière de pêche maritime,

Selon Naji, les preuves sont d'ailleurs incontestables: Certaines pêcheries (Méditerranée, nord d'Agadir...) sont dans un état très inquiétant. «Malgré les plans d'aménagement, les indicateurs sont très préoccupants. Notre destruction de la ressource a atteint des niveaux qui menacent notre richesse halieutique. La situation est on ne peut plus urgente. À tel point que plusieurs bateaux sont actuellement en arrêt et ne peuvent plus sortir en mer», explique-t-il.

Ce dernier ne mâche pas ses mots. Selon lui, il n'y a aucune harmonie entre les plans d'aménagement et ce qui se pratique sur le terrain. «Il y a un effort qui a été fait par le département de la pêche. Mais je peux vous dire que sur le terrain, la réalité est autre chose. Rien à voir avec les plans d'aménagement des pêcheries. D'ailleurs, aucun segment de pêche n'est à l'abri de violation de la loi», affirme Naji, qui pointe surtout un «faible contrôle».

Entre 70 et 80% de la production halieutique va à l'étranger !

Le scientifique a critiqué aussi les exportations. «Nous exportons presque la totalité de notre production à l'étranger. Entre 70 et 80% de la production halieutique va à l'étranger. Selon les chiffres officiels, quelque 880 mille tonnes ont été exportées en 2022. Mais si on tient compte de la matière première, ce chiffre grimpe à 1,8 millions tonnes de poisson qui a été exporté. Ce qui représente 120% de ce que nous produisons en réalité et qui atteint plus de 2 millions de tonnes. Ce n'est pas normal», dit-il. Ce que l'expert a critiqué face au défi de la souveraineté alimentaire du pays. «Quand notre pays a 3500 km de côtes et qu'il a un problème de sécurité alimentaire, ce n'est pas normal que près de la totalité de notre production est destinée à l'exportation», fait remarquer l'expert.

Franchement, lance-t-il, qu'on nous dise qu'est ce qu'on veut exactement de ce secteur de la pêche maritime. Est-ce qu'on veut toujours de la pêche pour le marché local? «Car si on cible encore l'exportation, cela est déjà fait. Le plan Halieutis a atteint ses objectifs en ce qui concerne les exportations. Mais on n'est pas gagnant au niveau consommation interne. Il faut donc réfléchir à une politique proactive pour le marché local», précise encore l'intervenant.

Ce dernier tient à rappeler qu'avant le plan Halieutis, le département de la pêche parlait de trois objectifs: la consommation locale, l'emploi et la balance commerciale. Mais avec la mise en vigueur de cette stratégie, ces objectifs ont été ratés, même s'il y a une vision sectorielle correcte, notamment en ce qui concerne la durabilité, l'efficacité et la compétitivité, insiste-t-il. D'ailleurs, explique encore le scientifique, «l'emploi a été sacrifié. Aujourd'hui, on ne parle plus de 300 mille postes d'emploi par an. La majorité des bateaux sont en arrêt et donc on parle maintenant d'emploi partiel. On a aussi sacrifié le marché national. Aujourd'hui, le consommateur marocain n'a plus accès au poisson».

Un autre message que veut faire passer ce scientifique. L'informel est un autre danger qui menace le secteur. Une grande quantité de produits halieutiques ne passent pas par la halle, mais par le circuit illégal sans que les contrebandiers ne soient inquiétés. Ces derniers vendent leurs produits à des mareyeurs opérant dans le circuit informel, mais aussi à ceux du secteur organisé. Un problème qui prend en otage plusieurs ports du pays. Le scientifique évalue les quantités de poisson transitant par l'informel à plus de 30% de la production globale capturée

au niveau des pêcheries des différentes régions. Ces captures non déclarées ne passent pas par la criée, déplore Naji. «Ce problème doit être pris au sérieux. Car il s'agit d'un phénomène qui prend de l'ampleur et qui prive les ressources de l'Etat des taxes que l'ont doit normalement payer sur ces prises qui n'ont pas été déclarées. Sans compter que le produit en question n'a pas été soumis à un contrôle sanitaire», soutient l'expert, soulignant que ce poisson transitant par le circuit illégal est actuellement servi sur le marché national. Selon Mohamed Naji, sur les 400 000 tonnes de poissons qui vont au marché local, une grande quantité viendrait de l'informel non déclaré.

Le scientifique pointe une autre anomalie: l'utilisation de certains engins de pêche est nocive pour l'environnement. Durant les 30 dernières années, ces outils ont détruit notre écosystème et nos ressources halieutiques», dit-il, appelant le ministère à adopter une «approche écosystémique» des pêches, comme cela se fait ailleurs.

Mais il y a aussi le problème des chalutiers qui ont ravagé la mer. Ces chalutiers ne respectent pas les normes légales. Ils pêchent dans des zones interdites, à moins de 1,5 miles, et pêchent donc le juvénile. Pour le chercheur, il faudrait interdire ces chalutiers qui détruisent nos ressources halieutiques. «En principe, ces chalutiers ne doivent pas continuer d'exister au Maroc. Disons qu'on pourrait passer par une étape transitoire de 20 à 30 ans avant qu'ils soient interdits dans notre pays. Mais il faut rappeler que dans les pays qui se respectent on a interdit le chalutage, car il porte un grand préjudice aux ressources halieutiques», conclut le scientifique, lors de cette journée d'étude.

Daily Monitor

TRUTH EVERY DAY

Lominda Afedraru (Ouganda) ; Fish farming boosts Uganda's economy – study ; Saturday Monitor, July 20, 2024.

Tag :

Fish farming boosts Uganda's economy - study



Uganda has increased investment in cage aquaculture, particularly on Lake Victoria, which is mainly privately-led, a situation that has resulted in a rise in national aquaculture production volumes.

BY LOMINDA AFEDRARU

Uganda's aquaculture sub-sector is rapidly developing, contributing up to 22 percent of all fish produced in the country.

However, this sub-sector still faces challenges related to limited access to extension services, production inputs, post-harvest handling facilities, disease incidences, value addition skills and weak market linkages. Although there have been isolated interventions at different aquaculture value-chain nodes, the registered challenges continue to recur.

To address prioritised issues in Uganda's aquaculture sub-sector, nine zonal aquaculture innovation platforms were established based on the country's nine agro-ecological zones.

These platforms brought together different stakeholders to identify solutions to common problems in each aquaculture value-chain.

The initiative is led by scientists in the zonal research institutes with the lead research being Dr Nasser Kasozi the director of Bugiyanya Zonal Agricultural Research and Development Institute. Details of this initiative of implement-

ing zonal aquaculture innovation platforms in Uganda were published in a journal in multidisciplinary digital publishing institute as detailed below.

Background

Dr Kasozi and his team state that aquaculture is one of the fastest-growing food production systems, contributing to global food security and nutrition.

However, the sub-sector requires scaling up transformative changes in policy, management, innovation and investment to achieve sustainable, inclusive and equitable growth.

Constraints

Fish farmers identified high cost of feed and poor feed quality as major constraints to the viability of aquaculture across all zones in Uganda.

The poor quality of domestically produced feed is partly attributed to the adulteration of fishmeal, a major protein source with shells and sand to increase weight.

This practice is rampant in the local markets and greatly affects fish feed quality and increases production costs for small-scale aquaculture producers.

Across all zones, farmers expressed concerns about limited access to quality Nile tilapia and African catfish seed.

They noted that some hatcheries did not disclose the true type of seed they produced, which affected production targets and productivity.

Farmers reported obtaining fingerlings labelled as all-male Nile tilapia, but these were later reproduced in grow-out fish ponds.

Aquaculture skills remain deficient amongst fish farmers in Uganda, which

HIGH COST

Fish farmers identified high cost of feed and poor feed quality as major constraints to the viability of aquaculture across all zones in Uganda.

is largely attributed to limited expertise within the present extension structure in the aquaculture sub-sector.

Currently a good number of scientists have acquired advanced training and practical knowledge in aquaculture science and technology, however small-scale farmers are hesitant to pay for aquaculture technical services.

As a result, Uganda has recently experienced increased investment in cage aquaculture, particularly on Lake Victoria, which is mainly privately-led, a situation that has resulted in a rise in national aquaculture production volumes.

Hatchery operators

The hatchery segment of the aquaculture value chain is known to provide substantial employment opportunities.

Hatchery operators included actors that provide fish fry, fingerlings, juveniles and post-juveniles to fish farmers.

Although private hatcheries have emerged across zones to close the fish seed demand gap, it was reported that poor-quality fingerlings still persist.

The actors indicated high fish mortality in hatcheries as one of the major factors affecting their operations, a situation largely caused by aquatic animal health challenges.

Relatedly, poor water quality was another factor identified by hatchery operators. Water quality is critical in hatchery operations because it affects the health and survival of fingerlings.

Therefore, knowledge of minimizing disease outbreaks, disease monitoring, and management can make a difference between a profitable and a non-profitable farm.

Fish traders

Deliberations with fish traders, transporters, and processors resulted in a number of issues of concern.

A case in point is financial capital emerged as the top constraint across all zones for fish traders.

Challenges of access to financial capital were partly linked to limited access to loans. Often, a lack of ownership of critical assets such as land and equipment for use as collateral is a major barrier to access to credit in fisheries.

To solve this challenge, small groups of traders often come together to create informal financial groups through which they borrow funds amongst themselves at zero interest, as revealed during the focus group discussions. The fish transporters highlighted that long distances from fish farms to markets, coupled with poor transport infrastructure affect the timely delivery of live fish.

For instance, traders from the Lake Victoria Crescent Aquaculture Innovation Platform reported experiencing high levels of fish mortality during transportation and distribution due to poor road networks in the central Uganda region.

Another key challenge identified from the focus group discussions was the volatility of fish prices.

Extension workers

Aquaculture extension has played an important role in the development of

the aquaculture industry in Uganda.

Extension service provision involves interventions and activities that facilitate access to and production of knowledge, information and technologies among farmers.

In the present study, it was observed that farmers who live within close proximity of extension workers' offices utilised the opportunity to request farm visits.

Possible solutions such as advocating for increased funding, the mobilisation of farmers in groups, mindset change, generating market information, capacity building and the recruitment of more extension workers can help improve the situation.

Input dealers

Sustainable input supply is a key aspect of aquaculture development as input suppliers sell inputs to sustain fish farming.

These include fish seed, feed ingredients, brood stock, fish feed, fish medicines and harvesting gear.

Investigations undertaken during this study revealed that the main challenges experienced by input suppliers include the high costs of feed ingredients and competition for feed ingredients between humans and animals.

Input dealers also revealed the high adulteration of feed ingredients such as silverfish which is commonly mixed with sand to increase weight. This requires training to minimize such practices.

Researchers

The focus group discussions with researchers across the nine zones revealed that aquaculture production systems in Uganda are grouped into three categories, which include extensive, semi-intensive and intensive systems.

This grouping is based on the level of production, capital investment, labor, and management practices employed.

During this study, it was noted that inadequate government funding for aquaculture research has hindered the ability to effectively address crucial challenges within the aquaculture sub-sector.

For instance as a way of improving the quality of fish seed in Uganda, some interventions on Nile tilapia strain improvement have been initiated to improve the quality of fish feed.

Opportunities

The aquaculture sub-sector has tremendous potential to contribute to income, youth employment, food security, and livelihoods in Uganda.

Currently, aquaculture production has been improved by the introduction of cage farming on Lake Victoria and the involvement of major commercial fish farmers. This has played a crucial role in driving the growth of the industry in the country.

This country has diverse agro-ecological zones, offering a favourable potential for the promotion of fish farming. This country also has suitable climatic conditions and enormous water resources for fish production.

100 FINGERLINGS PER SQUARE METRE



Joseph Abuje (Kenya); USD 4 billion to restore soil health in sub Saharan Africa; Africa Science, July 20, 2024.

Tag : -.

To access the article : <https://africasciencenews.org/2675-2/>

Subsaharan Africa is estimated to record an annual soil nutrient loss worth up to USD 4 billion. This is according to the latest findings by a pan-African organisation Biovision Africa Trust (BvAT) in collaboration with the Regional Multi-Actor Network (RMRN)

Addressing soil experts, journalists and other stakeholders in the agricultural sector during a webinar on Agroecological practices for soil health improvement in Africa, Biovision Africa Trust Managing Director David Amudavi (Phd) revealed that 65percent of Arable Land in Subsaharan Africa is degraded with soil nutrients rapidly being depleted and soil health deteriorating to the disadvantage of food security across the continent.

“This scenario of degraded arable land in Sub-Saharan Africa and by extension Africa, is costing the region dearly to restore the lost soil nutrients annually” remarked Amudavi.

The findings further disclose that Africa’s population is poised to increase 2.5 times by 2050 and this will triple cereal demand which now puts soil health in Africa at a critical point in ensuring food security as well as regional sustainable development.

Soil health is the capacity of soils to provide a sink for carbon that plays a great role in the global carbon cycle, regulation of soil health and productivity and mitigating climate change impacts on the environment and acts as a reservoir for storing essential nutrients for sustainable ecosystem productivity where the health of the soil is responsible for the provision of food, shelter, fibre and a life-sustaining climate.

“For Sub-Saharan Africa to experience sustainable and resilient agrifood systems needed for food and nutrition security and improved livelihoods and supporting inclusive economic development, soil health is the foundation” said Amudavi.

However, some of the Agroecological interventions towards Soil health for sustainable development in Sub-Saharan Africa include Agroforestry to spur a sustainable land management approach that includes tree and crop cultivation practices.

Others are regenerative agriculture that involves holistic farming approaches that improve soil health, and organic Agriculture to promote natural inputs, soil fertility and biodiversity.

Sustainable agriculture, permaculture, conservation agriculture, biodynamic and biointensive agriculture as well as natural farming and family planning are among the interventions of the findings.

Gaps in addressing soil health in Africa still exist, calling for experts, farmers, and policymakers to adopt sustainable food production mechanisms that go beyond dependence on chemical fertilizers and promote Agroecological practices that produce food in harmony with nature supported by policy and strategy alignment to galvanise various actors and agencies for more inclusive and sustainable outcomes.



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Ambitious Programme To Plant A Million Trees In One-Day planned in Zimbabwe ; Pan African vision, July 23, 2024.

Tag : UNCCD.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2024/07/ambitious-programme-to-plant-a-million-trees-in-one-day-planned-in-zimbabwe/>



An ambitious programme to be initiated by the Forestry and Citrus Research (FACIR) in Zimbabwe seeks to plant a million trees in one day, ultimately reaching a one billion tree planting target over time.

FACIR is a research and technologically driven fruit production company in Zimbabwe focusing on poverty alleviation in communities through research on fruit trees production, conservation and sustainable exploitation of natural resources.

The company especially targets members of the communities living below the poverty datum line.

According to FACIR, land degradation affects almost 40% of land globally and nearly half of the world's population.

They say that in Zimbabwe, the latest United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD) data showed that 9.22% of the total land area was degraded in 2019, roughly 3.57 million hectares total.

They add that land is key to the livelihoods of smallholder farmers all over the world.

FACIR says that in Zimbabwe for example, more than two thirds of people employed in the country are linked to agriculture.

'We know that if current trends continue, we will need to restore 1.5 billion hectares of degraded land by 2030. Faced with a problem like this we need to think big,' said a FACIR spokesperson.

The organization is campaigning for the planting of one million trees in Zimbabwe on the National Tree Planting Day on 07 December 2024.

They are also calling for interested stakeholders to register interest to be part of the movement before 31 August 2024.

VertTogo

Hector Namangue (Togo) : Bosco Djaka, l'éco-entrepreneur qui révolutionne l'agriculture à Mission-Tové ; Vert Togo, 23 juillet 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/bosco-djaka-leco-entrepreneur-qui-revolutionne/>



Dans la vallée du Zio, un paysage agricole émerge avec une diversité étonnante de cultures. Bosco Djaka, jeune riziculteur, transforme son champ en un modèle d'agroécologie et de permaculture, alliant tradition et innovation pour une agriculture durable.

Aux abords des 1000 hectares de la zone aménagée de Mission-Tové situé à 30 km de Lomé, Bosco Djaka, un jeune riziculteur passionné, révolutionne l'agriculture locale. Dans son champ, les rizières classiques laissent place à une mosaïque de maïs, fleurs, légumes, cannes à sucre, bananiers plantain, cocotiers, corossoliers et avocatiers. Cette diversité impressionnante n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat d'une vision éco-entrepreneuriale audacieuse.

L'inspiration Nigériane

Les voyages de Bosco Djaka au Nigeria ont éveillé en lui une passion pour les fleurs, qu'il a d'abord intégrées dans les zones arides de sa rizière pour se faire un peu d'argent et embellir son champ. « Partout où il y a la verdure et le parfum des fleurs, la vie y est agréable et bon à vivre », explique-t-il.

Après plusieurs formations en agroécologie, il décide de mettre en pratique les techniques apprises, mêlant diverses cultures avec les fleurs pour améliorer la fertilité des sols et la rentabilité de son exploitation.

Une philosophie de permaculture

Bosco ne se contente pas de cultiver des plantes. Il réorganise son champ selon les principes de la permaculture, visant à créer un écosystème agricole durable et autosuffisant. « Pendant les formations, on nous apprend l'association de cultures. J'ai décidé de semer tout ce que je trouve dans mes fleurs. Après une saison, je suis satisfait des résultats », confie-t-il.

Son ambition ne s'arrête pas là : il envisage de transformer ses canaux en étangs piscicoles pour diversifier encore plus ses activités et augmenter ses revenus avec l'élevage de poissons comme les carpes, les poissons-chats et les tilapias.

Bosco Djaka ne voit pas seulement son champ comme une source de revenus, mais comme un modèle d'apprentissage et de reproduction. « D'ici deux ans, je souhaite que les gens viennent apprendre de notre modèle et le reproduisent chez eux. C'est ainsi que nous pourrions relever le défi du développement durable », déclare-t-il avec détermination.

Il invite les jeunes à se lancer dans l'agriculture et à adopter des pratiques durables, convaincu que l'agroécologie est la clé pour un avenir meilleur et plus vert.

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; africains : la révolution verte contre la marée plastique ; Afrik 21, 23 juillet 2024.

Tag : PNUE, UICN.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/oceans-africains-la-revolution-verte-contre-la-maree-plastique/>



Avec environ 8 millions de tonnes de plastique déversées chaque année dans les océans, la pollution plastique menace les écosystèmes marins du continent africain. Pour faire face au phénomène, des solutions innovantes et des initiatives locales émergent. De la transformation des déchets en matériaux de construction aux technologies de surveillance avancées, des entreprises et organisations de protection de la nature se mettent en ordre de bataille.

Halte à la pollution plastique ! Le phénomène est devenu une menace majeure pour les écosystèmes marins, affectant les mers et les océans qui bordent le continent africain. Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), environ 8 millions de tonnes de plastique se retrouvent dans les océans chaque année, et une grande partie de cette pollution atteint les côtes africaines. Les conséquences sont désastreuses, à savoir, l'ingestion du

plastique par la faune marine, la destruction des habitats naturels, et la contamination de la chaîne alimentaire.

En Afrique de l’Ouest, par exemple, les plages du Ghana et du Nigeria sont envahies par des débris plastiques. Des études menées par l’Université du Cap en Afrique du Sud, montrent que 90% des oiseaux marins autopsiés après leur mort, avaient des fragments de plastique dans leur estomac. De plus, les récifs coralliens, qui sont essentiels à la biodiversité marine et à la pêche locale, sont également menacés par cette pollution. Les déchets plastiques favorisent la prolifération d’algues nuisibles, perturbant ainsi l’équilibre écologique des récifs.

L’Operation Clean Sweep (OCS)

Face à cette crise, plusieurs initiatives locales et régionales voient le jour pour lutter contre la pollution plastique. En Afrique du Sud, l’Operation Clean Sweep (OCS) vise à empêcher les granulés plastiques industriels de pénétrer dans l’environnement marin. Dans un contexte mondial où plus de 230 000 tonnes de granulés sont déversés dans le milieu marin chaque année, cette initiative volontaire de l’industrie du plastique, a déjà permis de réduire significativement les fuites de granulés, grâce à l’engagement de diverses organisations et entreprises du secteur des plastiques.

Sasol, un géant de l’industrie chimique et Sapro (South African Plastics Recycling Organisation) qui représente 42 des principaux recycleurs de plastiques de la nation arc-en-ciel, ont signé l’engagement OCS. D’autres organisations telles que Petco, Polyco, et la Polystyrene Association of SA, qui ont également signé l’engagement OCS, mettent en œuvre des mesures rigoureuses pour empêcher que les granulés plastiques ne se répandent durant le transport ou la production. Cela passe par la formation des personnels des entreprises signataires sur les meilleures pratiques pour éviter les déversements de granulés plastiques, et l’implémentation de kits OCS dans les installations industrielles pour minimiser les risques de déversement.

« Les gouvernements africains doivent adopter des réglementations strictes sur l’utilisation et l’élimination des plastiques. Les initiatives locales sont cruciales, mais sans soutien et sans cadre réglementaire, elles ne pourront pas atteindre leur plein potentiel. », met en garde Themba Dlamini, expert en gestion des déchets à l’Université du Cap.

Plus de 20 tonnes de plastique transformées en pavés

Au Kenya, la start-up Gjenge Makers transforme les déchets plastiques en pavés durables pour la construction. Ces pavés sont non seulement écologiques, mais aussi plus résistants et moins coûteux que les matériaux traditionnels. En 2020, cette initiative a permis de recycler plus de 20 tonnes de plastique, réduisant ainsi la quantité de déchets se retrouvant dans les cours d'eau et les océans.

La Côte d'Ivoire, aussi vulnérable que l'Afrique du Sud et le Kenya est à l'avant-garde des solutions pour réduire la pollution marine. Le projet « Plastic Waste Management Program » de l'organisation non gouvernementale (ONG) Conceptos Plasticos utilise les déchets plastiques pour construire des écoles. Depuis 2018, plus de 500 tonnes de plastique ont été recyclées dans le pays des éléphants, offrant ainsi une solution innovante pour les problèmes de pollution et d'éducation.

« Voir les enfants étudier dans des écoles construites avec des briques en plastique recyclé est une immense satisfaction. Non seulement nous réduisons la pollution, mais nous offrons également une éducation de qualité. », s'en réjouit Marie Kouadio, responsable du projet Plastic Waste Management en Côte d'Ivoire.

La contribution des innovations technologiques

Les avancées technologiques jouent un rôle crucial dans la lutte contre la pollution plastique dans les milieux marins d'Afrique. L'utilisation de drones pour la surveillance des plages et des côtes permet de détecter et de cartographier les zones les plus touchées par les déchets plastiques. Au Nigéria, la start-up Wecyclers utilise des applications mobiles pour encourager le recyclage en récompensant les utilisateurs avec des points échangeables contre des biens de consommation.

L'entreprise sud-africaine Plastics SA pour sa part, a développé une technologie de tri automatique des plastiques, augmentant ainsi l'efficacité du recyclage. Grâce à cette innovation, le taux de recyclage des plastiques en Afrique du Sud a atteint 43% en 2021, l'un des plus élevés du continent (le Maroc devrait atteindre 55% d'ici à 2030).

Au Kenya l'initiative « Flipflopi » mise sur la sensibilisation

En Afrique de l'Est où 20 % des espèces du lac Victoria sont déjà menacés de disparition selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), l'initiative « Flipflopi » a construit un bateau en plastique recyclé pour sensibiliser les populations à l'importance du recyclage. Depuis son lancement, le navire a navigué le long de la côte kényane, organisant des campagnes de nettoyage et des ateliers éducatifs dans les communautés locales. « La pollution plastique est un problème global, mais les solutions doivent être locales. En éduquant les jeunes générations sur les dangers du plastique et les bénéfices du recyclage, nous pouvons changer les mentalités et les comportements. », explique John Kamau, un activiste environnemental basé à Mombasa, une ville portuaire du sud du Kenya sur l'océan Indien.



Kenya facing shortage of geologists critical to climate smart-future ; Panapress, July 24, 2024.

Tag : -.

To access the article : https://www.panapress.com/Kenya-facing-shortage-of-geologia_630770543-lang2.html

Nairobi, Kenya (PANA) – Kenya is at risk of failing to build adequate numbers of trained geologists to support the exploration and mining of copper and manganese, key minerals required to produce portable lithium batteries and power systems necessary to support climate change resilience.

Professor Daniel Olago, Chairman of the Department of Earth and Climate Sciences and the Research Director at the University of Nairobi's Institute of Climate Adaptation, said Wednesday

students expressing interest in studying earth sciences were dwindling while the climate change risks increased.

Prof. Olago said the future to climate resilience depended on countries like Kenya producing trained scientists and geologists who could support mining and exploration of critical minerals that industries required to develop new power systems away from fossil-fuel based energy resources.

“Climate change cannot be looked at in isolation because we consider earth sciences have the biggest potential to creating the jobs of the future. However, students pursuing earth sciences are dwindling when our lives will depend to a large extent on creating a more conducive atmosphere to fight climate change,” Prof. Olago told reporters and editors at a meeting of the REACH programme, a research programme aiming to improve water security in Kenya’s drylands in light of climate change.

Prof. Olago said the country risked lacking the right personnel to contribute to the exploration of the key minerals, especially in areas like in Turkana, where the exploration of these minerals was continuing.

Olago said the personnel to do the exploration were missing while demand was set to rise six-fold.

“We need scientists locally based who will understand the local dynamics and who would contribute to geological surveys,” Olago told the reporters and editors.

The REACH Programme is a collaboration between the University of Oxford, United Kingdom, the Addis Ababa University, Ethiopia, and the University of Dhaka, Bangladesh, through which the scientists created climate observatories in Kitui and Turkana in South-Eastern and Northern Kenya.

Earth sciences deal with the natural science related to the earth’s physical, chemical and biological complex and they include the study of geology or rock structures, atmospheric sciences and meteorology, air pollution and climate change.

Prof. Olago said climate change, biodiversity loss and pollution were the three most pressing crises of the century.

The earth sciences are some of the most promising areas with a promise to address the challenges facing the world.

El Watan

LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT

Nassima Oulebsir (Algérie) ; Incendies de forêt : Le ministère de l'Intérieur rassure ; El Watan, 24 juillet 2024.

Tag :

Pour accéder à l'article : <https://elwatan-dz.com/incendies-de-foret-le-ministere-de-linterieur-rassure>

Tous les incendies qui se sont déclarés dans plusieurs wilayas du pays sont maîtrisés. C'est ce qu'a affirmé le délégué général aux risques majeurs au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Hamid Afra. Les foyers d'incendie ont été enregistrés dans 20 wilayas, dont certaines en ont vécus depuis le mois de mai, a expliqué M. Afra lors de son intervention, hier, sur les ondes de la Radio nationale Chaîne 3.

Un peu moins de 500 hectares ont été, a-t-il dit, ravagés, toutes surfaces confondues. Cela vaut pour la végétation, les récoltes agricoles et les arbres fruitiers. En revanche, aucun dégât matériel majeur n'a été constaté.

En plus du fait qu'ils soient «prévisibles et prédictibles», Hamid Afra a affirmé qu'en Algérie, les incendies sont «tous d'origine humaine, d'une manière volontaire ou involontaire». Pour le

délégué général, il est important d'«anticiper et de se préparer à toute éventualité. Cela tout comme il est important de sensibiliser et de réprimander les actes d'origine criminelle».

Par ailleurs, il a assuré que «tout le dispositif d'intervention mis en place est mobilisé afin de mieux lutter contre les incendies», ajoutant que «tous les dispositifs sont perfectibles».

M. Afra indiquera que 25 appareils (aériens) et des drones de détection sont mobilisés pour cette saison estivale, sachant que c'est la quatrième année que le pays utilise les moyens aériens pour éteindre les feux, qu'ils soient affrétés ou acquis. A cela, s'ajoutent les moyens déjà existants, parmi lesquels six hélicoptères de la Protection civile et cinq autres appareils du ministère de la Défense nationale.

Loi 24-04, les textes d'application prêts

Selon le même responsable, il y aura aussi du nouveau à partir du mois d'août avec la loi n°24-04 du 26 février 2024, relative aux nouvelles règles de prévention, d'intervention et de réduction des risques de catastrophe dans le cadre du développement durable. Cette loi a été promulguée et publiée dans le Journal officiel n° 16 du 6 mars 2024. L'intérêt de ce texte est qu'il fixe les responsabilités sectorielles pour 18 risques.

En plus de la dizaine de risques déjà identifiés dans l'ancien texte, de nouveaux risques ont été en effet introduits dans la loi n°24-04, notamment ceux liés aux changements climatiques, à la cybernétique, au risque acridien, au risque biotechnologique, ainsi qu'à l'activité spatiale, telle que la fabrication, le lancement et l'exploitation d'objets spatiaux (article 3).

Outre les dispositions législatives et réglementaires relatives à chacun des risques prévus à l'article 3, le texte révisé propose un plan général de prévention pour chacun des risques identifiés. Ce plan fixe l'ensemble des règles et procédures visant à atténuer la vulnérabilité aux aléas, pouvant favoriser la manifestation du ou des risques de catastrophe, et à prévenir les effets induits par leur survenance (article 20).

Les textes d'application de cette loi sont prêts. M. Afra a affirmé que les 13 textes d'application viennent d'être examinés et ont tous été ventilés à travers différents départements ministériels, ce qui est une procédure normale (démarche consultative).

A partir du 1er août prochain, «nous prendrons en charge toutes les remarques formulées par le secrétariat général du gouvernement (SGG) et tous les textes seront promulgués», a-t-il précisé.

Avec cette nouvelle loi, a assuré Hamid Afra, les responsabilités des différents secteurs seront définies. Rappelons que pour cette saison, 40 plans de prévention ont été élaborés à travers les wilayas les plus exposées aux incendies, outre la mobilisation de 505 unités d'intervention de la Protection civile.



Rivonala Razafison (Madagascar) ; Les défenseurs de la nature de plus en plus en danger à Madagascar ; Mongabay, 24 juillet 2024.

Tag : AFD, Amnesty international, COP 28, GIZ, PNUD, Transparency International, USAID.

Pour accéder à l'article : <https://fr.mongabay.com/2024/07/les-defenseurs-de-la-nature-de-plus-en-plus-en-danger-a-madagascar/>

- Madagascar abrite une richesse exceptionnelle en biodiversité. Mais le pays, classé le deuxième le plus pacifique de l'Afrique subsaharienne, est devenu de plus en plus dangereux pour les défenseurs de la nature.
- Le Vice-président d'une association locale, qui protège la forêt à Beparasy, a été odieusement tué le 22 juin dernier. Un autre drame similaire a frappé, en juin 2022, le président d'une association analogue de la même localité.
- Les protecteurs de la nature à Madagascar en général font de plus en plus face à des défis de taille liés aux intimidations, représailles, violences et manque de protection juridique. L'Etat doit prendre des mesures drastiques pour endiguer le fléau.

- Les communautés, sur le front, sont faiblement armées pour résister aux destructeurs de l'environnement. La cohésion de tous, sans exception, dans le but de faire sauter les barrières, est nécessaire.

ANTANANARIVO, Madagascar — Les défenseurs de l'environnement, les militants écologistes et les lanceurs d'alerte environnementaux à Madagascar – un des hotspots de la biodiversité mondiale – sont de plus en plus à la merci des agressions et des tracasseries de tout acabit. De temps à autre, l'effort de conservation de la nature et de gestion durable des ressources vire au drame pour certains, tandis que d'autres sont en proie à des ennuis potentiels de façon permanente.

Plus souvent, les membres de la communauté à la base ou VOI et les agents sur le terrain sont les plus exposés dans le pays qui, selon la dernière édition de l'Indice mondial de la paix, est le deuxième le plus pacifique d'Afrique subsaharienne. A la longue, la recherche sur sa riche faune et flore, dont le résultat aide à mieux la connaître pour mieux orienter les stratégies de conservation au profit du développement durable, pourrait être compromise si la tendance actuelle perdure.

En effet, le 23 juin dernier, le corps sans vie de Raymond Rakotoarisoa, Vice-Président de la VOI Manampisoa à Ankazondandy Beparasy, district de Moramanga, sur les hautes terres orientales malgaches, a été retrouvé dans la forêt. Le cadavre, gisant auprès de celui d'un zébu, a montré une dizaine de coups de couteau. Selon le rapport de la gendarmerie, la victime aurait eu affaire à d'impitoyables voleurs de zébus, semant la terreur en brousse.

La plateforme Tafo Mihaavo (Réseau des communautés gestionnaires des ressources naturelles à Madagascar), fédérant 657 des VOI sur l'île, nuance. Selon cette entité, Rakotoarisoa s'est absenté de son domicile, samedi 22 juin, au motif de patrouiller dans la forêt avec d'autres hommes. Puis, il a été porté disparu. « C'est là qu'il a été sauvagement tué », dit Louis de Gonzague Razafimanandraibe, Président national de Tafo Mihaavo. La recherche active des criminels s'est enclenchée dans l'immédiat.



Des membres de la communauté et des gendarmes qui ont fait le point sur le terrain à la suite du meurtre du militant écologiste Raymond Rakotoarisoa à Ankazondandy Beparasy le 23 juin 2024. Image de Tafo Mihaavo.

Le drame de 2022

C'était toujours à Ankazondandy Beparasy que le Président de la VOI Mialo Henri Rakotoarisoa, 70 ans, a été odieusement assassiné le 2 juin 2022. Le crime a fait réagir l'ambassade des Etats-Unis et l'Agence de développement USAID, l'ambassade du Royaume-Uni, la délégation de l'Union européenne, la Coopération allemande GIZ, l'Agence française de développement (AFD) et le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), qui forment ensemble le groupe de partenaires techniques et financiers de l'environnement.

« Le crime environnemental à Madagascar est monté d'un cran en violence, puisqu'un des leaders des communautés de base, menant les combats au front de manière incessante contre les trafics des ressources naturelles et des espèces sauvages, y a perdu la vie. Nous condamnons vivement ces crimes, violences et toutes formes d'intimidation à l'encontre des personnes et groupements œuvrant pour la préservation des ressources naturelles de Madagascar », a alors déclaré le groupe de partenaires techniques et financiers de l'environnement dans un communiqué conjoint du 13 juin 2022.

« Nous soutenons la voix des communautés et faisons appel aux autorités compétentes malagasy à mener une enquête approfondie et transparente sur cette odieuse affaire, traduire en justice les criminels, leur donner des sanctions exemplaires, et, surtout à renforcer la protection des personnes et groupements menant le combat noble, contre les trafics des ressources naturelles dans la Grande île », a insisté le groupe cité plus haut.

Le double meurtre lié à la protection des biens communs à Beparasy depuis 2022 est tout de même une partie émergée de l'iceberg. Le 23 mai dernier, Sidany, Président de la VOI Ravinala à Andramy Matsakabanja, district de Mitsinjo, nord-ouest de l'île, a reçu un coup de machette en pleine figure et tête, alors qu'il était sur le chemin de retour du marché hebdomadaire.

Son organisation fait partie d'une plateforme de sept VOI côtières dédiées à la protection et à la gestion durable des ressources naturelles dans le cadre de l'extension d'un projet trisannuel baptisé « Côte verte dans l'ouest de Madagascar » de l'ONG Asity Madagascar, gestionnaire de l'aire protégée baptisée Complexe Mahavavy-Kinkony ou CMK (268 236 ha). « La plateforme a établi un pacte interdisant formellement l'utilisation de sennes de plage. A cet effet, Sidany s'est chargé lui-même de sensibiliser les pêcheurs au niveau de chaque village », explique Tahina Razafindralambo, Coordonateur de cette aire protégée.

La victime, maintenant en convalescence, est loin d'être en mesure de retourner au travail alors que son agresseur est toujours en cavale. Un tel incident s'est, pour la première fois, produit sur les sites gérés par l'ONG Asity Madagascar, qui s'oblige à réviser son plan de gestion de risques, afin de prévenir toute autre éventualité.

Le refus d'obtempérer, transformé en violence physique, a fait des dégâts matériels à Andranokoditra Ambinaninony, district de Brickaville, sur le littoral Est. Le 6 juin aux environs de minuit, des inconnus ont incendié la cuisine de l'hôtel d'un couple franco-malgache qui, de concert avec la communauté, protège, depuis des années, la forêt classée de Vohibola (environ 2 000 ha), qui jouxte sa propriété privée dans un coin d'une beauté de rêve.

Véritable sanctuaire de la nature en raison de sa grande richesse biologique, le site naturel subit continuellement de fortes actions anthropiques à cause de la coupe illicite de bois, de la carbonisation, du braconnage, de la chasse des animaux sauvages et des squatters intrépides.

La Présidente de l'association Razan'ny Vohibola, Angélique Annie Razafindrazoary, à la fois propriétaire de l'établissement hôtelier visé, est aussi une activiste environnementale réputée pour son courage et sa détermination. L'organisation basée à Andranokoditra Ambinaninony gère, depuis des années, la forêt de Vohibola avec le ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD).

Au fil des années, l'équipe de Razafindrazoary et elle-même essuient des intimidations et des menaces de mort, outre les harcèlements judiciaires et les iniquités en dépit de l'appui des organisations comme l'Initiative pour le développement, la restauration écologique et l'innovation (INDRI), la Transparency International-Initiative Madagascar (TI-MG), la Front Line Defenders, l'Amnesty International, l'Alliance Voahary Gasy (AVG) – la plateforme des organisations de la société civile (OSC) malagasy œuvrant pour l'environnement – et même du gouvernement.

Les trafiquants et leurs complices mènent la vie dure aux membres de l'association. Le 24 juin 2022, le jeune agent de patrouille Mickaël Stenor, a été assassiné au bord d'un plan d'eau, sans que ses bourreaux aient été arrêtés pour répondre de leur acte. Quatre autres collaborateurs ont aussi été injustement jetés en prison en 2023. Avant eux, deux notables, tous responsables directs de l'association, étaient en juillet 2019 à deux pas de franchir la porte de la prison.



Des agents de l'association Razan'ny Vohibola en pleine patrouille équipés d'armes blanches pour se protéger contre les agresseurs. Image de Rivonala Razafison, 24 mars 2019.

L'impunité, dont ont joui les auteurs des infractions et crimes à Vohibola, a amené Amnesty International à adresser une lettre en faveur des défenseurs des droits humains à la Ministre malgache de la Justice, Landy Mbolatiana Randriamanantenasoa, le 21 juillet 2023. Moins d'un mois plus tôt, un atelier sur la protection des lanceurs d'alerte environnementaux à Madagascar s'est tenu, à Antananarivo, le 29 juin 2023.

Mongabay a demandé au ministère la suite donnée au courrier d'Amnesty International. Mais il est difficile d'en trouver les traces. Les ennuis de Razafindrazoary et son équipe continuent. Les pilliers de la forêt de Vohibola agissent toujours en toute impunité. L'activiste partagera son expérience et parlera au monde entier sur ce qui se passe sur la Grande île à la Plateforme de Dublin 2024 pour les défenseurs des droits humains en danger, qui se déroulera dans la capitale irlandaise, du 23 au 25 octobre prochain. Front Line Defenders l'a invitée à ce rendez-vous important. Avant cela, elle participera également au forum dédié, entre autres, à la protection des lanceurs d'alerte et des défenseurs de l'environnement que la TI-MG organisera à Antananarivo du 13 au 14 août prochain.

Les fonctionnaires du MEDD ne sont pas épargnés, non plus. L'agression d'un agent forestier grièvement blessé, en pleine forêt par des trafiquants, à Mananara Avaratra, nord-est de l'île, au mois d'avril, revient régulièrement dans les propos du jeune patron du MEDD Max Andonirina Fontaine. Le haut responsable étatique appelle ainsi à la solidarité autour des protecteurs de l'environnement. « L'Etat ne tolérera jamais toute violence envers eux », a-t-il mis en garde au début de juillet.

La dangerosité de la situation sur le terrain doit pousser à des actions plus énergiques. Vers fin juin, Léon Rafamantanantsoa, deuxième Adjoint au Maire de la Commune rurale de Morarano Gare, district de Moramanga, a signalé la présence de hordes d'individus, qui défrichent de grandes parcelles de forêt naturelle, dans sa circonscription. « D'après mes informations, les délinquants menacent d'achever, sur-le-champ, quiconque viendrait les ennuyer », dit-il à Mongabay.



Une autre patrouille des agents de l'association Razan'ny Vohibola. Image de Rivonala Razafison, 24 mars 2019.

Des responsables ont été mis au courant de ce fait. « Il est facile de résoudre ce problème si l'Etat prend sa responsabilité. A mon avis, si les délinquants osent parler ainsi, ils se comportent comme s'ils étaient des bandits et l'armée doit sévir contre eux afin de pouvoir démanteler leurs réseaux et endiguer à temps, l'éventuelle extension de ce phénomène à d'autres régions

», suggère l'éminent ornithologue, Pr René de Roland Lily-Arison, Directeur de The Peregrine Fund Madagascar.

Les défenseurs de la nature sur l'île font face en effet à la multiplication de menaces, de représailles et de harcèlements. « Je voyage beaucoup à travers l'île pour rendre visite à nos membres. Beaucoup reçoivent des menaces de temps en temps. La situation actuelle est peu rassurante à cause de l'ampleur de la pauvreté. Une explosion sociale est à craindre », raconte Razafimanandraibe. Le risque d'embrasement est élevé, étant donné le mécontentement général qui couve. Les uns protègent, tandis que les autres détruisent. « Chez nous, l'habitude est de tout brûler pour évacuer la colère », ajoute-t-il.



Le Coordonnateur de la coalition Lampogno, Clovis Razafimalala lors de la cérémonie de clôture de la 53e session d'été de la Fondation René Cassin et de la remise d'attestation. Image de Clovis Razafimalala fournie par Rivonala Razafison pour Mongabay.

Le Madagascar National Parks (MNP), l'organisme étatique chargé de gérer un réseau de 43 parcs nationaux, réserves spéciales et réserves naturelles intégrales, fait le même constat. « Aucun de nos agents sur le terrain n'a été victime d'agression physique cette année. Mais ils sont constamment sous la menace », dit Ollier Andrianambinina, Chef de département

communication et système d'information chez MNP. Ses agents sont équipés d'armes blanches durant les patrouilles souvent organisées avec les forces de l'ordre.

Les périodes électorales compliquent les choses. L'AVG a tiré sur la sonnette d'alarme avant le premier tour de la présidentielle du 16 novembre 2023 et, encore une fois, avant les législatives du 29 mai. A l'occasion de la COP28 en décembre 2023, l'organisation a aussi appelé à la cessation de l'oppression politique sur les activistes environnementaux à Madagascar.

L'ampleur des trafics d'espèces sauvages de ces derniers mois semble lui donner raison. Durant le premier semestre de l'année en cours, 26 cas de trafics concernant 5 383 tortues, 48 lémuriers et des centaines de baobabs nains ont pu être interceptés sur le territoire, selon un communiqué conjoint du MEDD et de l'AVG du 1er juillet. Le pays doit encore organiser les communales/municipales d'ici à novembre et la situation politique, en vue de ces scrutins, créera des circonstances plus inquiétantes, d'après Tafo Mihaavo.

Aucune reconnaissance ni appui

Aux yeux de Natural Justice, les défenseurs de la nature malgaches se battent seuls. « Le combat est dur pour eux. Mais ils n'obtiennent en retour aucune reconnaissance ni appui. Nous exhortons toujours les autorités à considérer leur contribution à la protection de l'environnement et à la conservation de la biodiversité », dit à Mongabay dans un message privé Stefana A. Raharijaona, Responsable du programme pour le hub francophone de cette organisation à Madagascar. « Nous tiendrons bientôt une réunion sur les faits récents », ajoute-t-il.

Pr Nirhy Rabibisoa, Enseignant-Chercheur à l'université de Mahajanga, dans le nord-ouest de Madagascar, insiste sur le rôle de l'Etat, qui doit, à son avis, prendre des mesures drastiques. Les campagnes de sensibilisation s'avèrent inefficaces à ses yeux. « La loi doit stipuler que tout destructeur de l'environnement est qualifié d'ennemi de la nation et sera pourchassé comme c'est le cas au Kenya, par exemple ; car on y prend conscience de la vitalité de l'industrie du tourisme lié à la nature », dit le Biologiste qui met aussi l'accent sur l'éducation environnementale des enfants dès le bas âge et la lutte contre la pauvreté.

En 2017-2018, les OSC et la TI-MG ont élaboré un projet de loi soulevant la situation problématique des lanceurs d’alerte. La mouture a été soumise au Parlement pour son éventuelle adoption, qui tarde à se réaliser, malgré les appels insistants. Tant qu’il n’y a pas de changement notable, les défenseurs de la nature, les lanceurs d’alerte et les militants écologistes continuent de devoir faire face à des défis de taille : intimidations, représailles, violences, manque de protection juridique.

Par le passé, beaucoup ont payé un lourd tribut à la tentative d’empêcher des atteintes aux ressources naturelles. En 2017, Clovis Razafimalala, Coordonnateur de la coalition Lampogno à Maroantsetra, dans le nord-est du pays, a été condamné à 5 ans de prison avec sursis après 10 mois de détention préventive, pour avoir dénoncé un trafic de bois précieux.

Le traitement similaire, à des degrés variés, était en 2017-2018 réservé à l’activiste Raleva Rajoany, Représentant local de l’organisation d’obédience catholique Justice et Paix basée à Antananarivo, pour avoir osé remettre en cause des extractions aurifères jugées illégales à Mananjary, dans le sud-est de l’île. Il a fait face de nouveau à la justice en 2020. Les associations environnementales apprendront avec affliction le décès de ce défenseur des droits humains plus tard. Bien d’autres sont encore entre les griffes de la justice en ce moment, affirment les OSC.

Des arrestations tout de même

Le meurtre du Vice-président de la VOI, Manampisoa à Ankazondandy Beparasy, en juin dernier, a donné lieu à trois arrestations. Deux suspects ont été placés en détention préventive à Moramanga, après leur déferrement au parquet le 4 juillet. « Un autre a été sous contrôle judiciaire après la première comparution devant le juge d’instruction. La recherche de toutes les autres personnes impliquées dans le crime se poursuit », a dit à Mongabay Aina Rabearisoa, Procureur de la République près le Tribunal de première instance de la ville.

La zone de Moramanga constitue l’un des centres névralgiques du saccage de l’environnement à Madagascar. Aux dernières nouvelles, toutes les ONG œuvrant pour la protection de l’environnement dans la circonscription, les autorités publiques, l’administration forestière locale et les forces de l’ordre regroupées au sein de l’Organe mixte de conception, présidé par

le Chef de district, révisent ensemble leur coopération. « Un atelier aura lieu bientôt afin d'élaborer une stratégie efficace pour lutter contre les pressions sur les aires protégées de Moramanga », a ajouté Rabearisoa.

Le manque de solidarité des protecteurs de l'environnement et la tendance à tout concentrer dans la capitale sont, quand même, pointés du doigt. « Nous sommes unis sans être solidaires. Le malheur qui arrive aux uns est devenu une opportunité de recherche de financement pour les autres. Tous les appuis se concentrent à Antananarivo et parviennent rarement aux vrais protecteurs sur le front », dit Razafimalala, dans un message privé à Mongabay.

Selon toujours ses dires, les délinquants environnementaux défient expressément les communautés à la base, quel que soit le degré de leur implication, car celles-ci ne sont pas suffisamment protégées. « Même si le projet de loi sur les lanceurs d'alerte passe, la nouvelle loi subséquente ne protégera pas. Elle sera comme toutes les autres, inappliquées sans la réelle solidarité des défenseurs de l'environnement », anticipe le militant écologiste.



Destruction des écosystèmes forestier à Madagascar. Image de Rivonala Razafison pour Mongabay.

Il déplore également le peu d'attention accordée par le gouvernement à l'environnement. « Ils vantent la beauté de la nature à Madagascar. Mais ils ne s'en soucient pas. L'environnement est juste un argument de demande de fonds étrangers », dit-il avant de lâcher : « L'absence de mesures d'accompagnement rend encore plus malaisée la tâche des VOI. On n'en savait pas

trop des destinations exactes des crédits carbone, alors que les gens savent que des flux financiers existent ».

Entre autres, Razafimalala veut en venir par-là à la non réparation de vétustes infrastructures agricoles qui contribuent à l'amélioration des sources de revenus des habitants pour faire baisser les pressions humaines sur les ressources naturelles. « Cela relève de l'attribution gouvernementale et non de celle des VOI. Quand l'Etat faillit à ses missions, les VOI et les gestionnaires des aires protégées sont accusés de tous les maux et de tous les mots. De plus, les dirigeants locaux ne se sentent pas responsables vis-à-vis de l'environnement pour prendre en main la protection de celui-ci », dit-il à Mongabay.

Madagascar, qui représente 0,4 % des terres émergées de la planète, abrite environ 5 % de la biodiversité mondiale. A la protection de cette richesse unique au monde, est associée la communauté locale suivant le principe de gestion locale sécurisée (GELOSE) ou de gestion contractualisée des forêts, introduites dans la législation malgache, depuis les années 1990.

Des voix s'élèvent aujourd'hui pour en demander la révision pour plus de protection des VOI. Les participants à l'atelier sur la protection des lanceurs d'alerte environnementaux à Madagascar, organisé à Antananarivo le 29 juin 2023, ont attiré l'attention sur le besoin impérieux d'organiser un mouvement de masse autour de la loi GELOSE afin de mettre en avant les personnes qui subissent des pressions parce qu'elles militent en faveur de la nature.

Selon le MEDD, le pays a plus de 9 millions d'hectares d'aires protégées, soit 15 % du territoire, plus de 4 millions d'hectares sous l'autorité du transfert de gestion des ressources naturelles et plus de 2 millions d'hectares de zones humides, selon la Convention Ramsar. Outre la surveillance de la faune et de la flore ainsi que la conservation pure, l'appui au développement et la promotion de l'écotourisme se déploient sur ces sites.

L'implication de la communauté est indispensable pour compenser le manque de ressources humaines affectées à la gestion des sites naturels du pays, qui compte un agent pour 20 000 ha de forêt alors que la norme est de 2 000 ha de forêts pour un agent, selon la révélation du MEDD, à l'occasion de la Journée nationale des forestiers célébrée à Antananarivo le 24 juin

dernier. Mais l'engagement de la communauté est parfois au péril de ses membres, face à certains agissements et faute de protection suffisante.

La situation chaotique des protecteurs de la nature à Madagascar intrigue les chercheurs, dont la contribution à l'enrichissement de la connaissance de la biodiversité est indispensable, même si aucun d'eux n'a été victime de tragédie au cours des expéditions dans les différentes localités. Seulement, ils prennent la précaution de se faire escorter par des forces de l'ordre durant leurs périples, sinon coopèrent directement avec des groupes dangereux comme les bandits et les planteurs de cannabis infestant les zones à explorer afin de prévenir les ennuis tout au long du séjour sur le terrain, à en croire le biologiste Rabibisoa. Les chercheurs, en provinces se plaignent aussi de l'impératif d'une foultitude d'avis favorables d'Antananarivo à tous les coups avant toute mission sur le terrain.

Ndranto Razakamanarina, Président de l'AVG, en appelle à la cohésion de tous sans exception, dans le but de faire sauter les barrières. L'enjeu est de taille. Le MEDD est actuellement en train de démanteler un réseau de trafic international organisé de faune et flore sauvage. « Le ministère a besoin du soutien de tous : la gendarmerie nationale, la police nationale, le ministère de la Justice, le ministère de la Décentralisation, les gardes côtes, les journalistes, etc. Il s'agit de notre richesse commune. Unissons alors nos forces pour la fierté de notre pays », a-t-il déclaré en conférence de presse le 1er juillet dans le cadre de la lutte conjointe du gouvernement et des OSC contre les trafics des espèces sauvages à Madagascar.



Tatiana Meliedje (Cameroun) ; ODD : bilan et recommandations pour l'Afrique ; News du Camer, 25 juillet 2024.

Tag : Agenda 2063, BAD, CEA-ONU, OCDE, PNUD, Union africaine, ZLECAF.

Pour accéder à l'article : <https://www.newsducamer.com/odd-bilan-et-recommandations-pour-lafrique-2/>



A quelques années de 2030 fixé comme échéance pour la réalisation des objectifs pour le développement durable, l'Afrique est à la traîne selon ses institutions spécialisées, qui recommande entre autres de plaider pour un accès accru au financement concessionnel du développement.

Réduire la pauvreté ou éradiquer la faim, l'un des principaux objectifs des ODD à l'horizon 2030 restent difficiles à atteindre par le continent africain. Les progrès sont menacés par les crises,

selon un rapport réalisé conjointement par plusieurs institutions africaines. Il s'agit notamment de la BAD, de la CEA, du PNUD et de l'Union africaine.

D'après ce rapport, la mobilisation des ressources nationales en Afrique reste inférieure aux moyennes mondiales. Les recettes fiscales moyennes en pourcentage du PIB dans les pays s'élevaient à 16 %, contre 34 % dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Autre fait relayé, l'aide publique au développement (APD) à l'Afrique n'atteint pas l'objectif de 0,7 du revenu national brut. En 2023, cette aide a augmenté de 2 % en termes réels par rapport à 2022. Toutefois, "le total de l'APD représente 0,37 % du RNB combiné des donateurs du Comité d'aide au développement (CAD) pour la deuxième année consécutive, ce qui est inférieur à l'objectif de longue date des Nations Unies de 0,7 % du RNB pour l'APD. Seuls cinq membres du CAD ont atteint ou dépassé cet objectif en 2021", commente le rapport qui recommande une augmentation de l'APD. Cette hausse serait nécessaire pour combler le déficit croissant de financement des ODD en Afrique, estimé à 1300 milliards de dollars par an, soit 784000 milliards de FCFA.

Globalement, le rapport fait diverses recommandations pour accélérer la réalisation des ODD et de l'Agenda 2063. L'une des recommandations est que l'Afrique devrait plaider en faveur d'un accès accru au financement concessionnel du développement dans le cadre des réformes de l'architecture financière internationale. Le continent devrait aussi faire des analyses pour éviter les vulnérabilités de la dette et maintenir le financement des services sociaux essentiels (santé, éducation, protection sociale). Il est également proposé de mettre en œuvre des réformes économiques et institutionnelles pour améliorer l'efficacité et l'utilisation optimale des ressources en donnant la priorité aux investissements dans le capital physique et humain. Le rapport encourage également l'accélération de la mise en œuvre de la ZLECAf.



Lenah Bosibori (Kenya); Kenya's biodiversity stakeholders call for an urgent policy review to safeguard the country's biocultural diversity; Africa Science News, July 25, 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://africasciencenews.org/kenyas-biodiversity-stakeholders-call-for-an-urgent-policy-review-to-safeguard-the-countrys-bio-cultural-diversity/>



The African Biodiversity Network (ABN) and its stakeholders have called upon the Kenyan government to urgently review and strengthen policies that protect the nation's rich bio-cultural diversity from exploitation by unscrupulous foreigners and nationals

Speaking in Nairobi on Wednesday during a two-day media engagement, Gathuru Mburu team leader Ngaatho Community highlighted the alarming rate of theft, destruction, over-exploitation and desecration of sacred sites and natural forests such as Kayas, the Mau Forests, Mt Kenya, Kakamega and Elgon ecosystems.

"The country is witnessing widespread theft and destruction of its bio-cultural resources and our rich biodiversity. The government must develop and implement policies ensuring their conservation and equitable benefit sharing in regulated usage. The current lack of a benefit-sharing policy leaves communities vulnerable to exploitation," Mburu stated.

ABN and the Biodiversity and Biosafety Association of Kenya (BIBA Kenya) held a media engagement to sensitize them on how better the media can report on the conservation of Kenya's culture and heritage that is diminishing due to technological advancements.

Mburu further emphasized the need for legal support and protection for communities, many of whom are unaware of the value of their resources. "While some communities are knowledgeable and vocal about defending their resources, the majority are not and require legal support and protection," he said. "Every Kenyan should be aware of and knowledgeable about the natural resources within their locality.

According to Mburu, these resources have the potential to transform local economies and sustain our cultural identity

Anne Maina, the National Coordinator of BIBA Kenya, underscored the importance of media engagement saying that the interactions with journalists have shown the need to engage with editors too. "Previous interactions with journalists have shown the need to engage editors with the knowledge about the interconnectedness of biological and cultural diversity with socio-economic development. This will ensure that they have informed editing of stories related to bio-cultural diversity," Maina explained.

BIBA Kenya is a network comprising Community Based Organizations, Non-Governmental Organizations, Faith-Based Organizations, and Farmer groups,

Dr. Fassil Gebeyehu, General Coordinator of the African Biodiversity Network, emphasized the need to demystify the concept of bio-cultural diversity, stressing the importance of protecting genetic, species, ecosystem, and cultural diversities.

"Protecting elements of cultural diversity, such as language, traditions, and indigenous knowledge, is crucial for a country like Kenya. With a rising youthful and urbanized population, many are becoming disconnected from their ancestral lands and cultural heritage," Gebeyehu noted.

He warned of the cultural threats posed by urbanization saying that many people no longer identify with the foods and their traditions. "Many young people no longer identify with the foods and traditions of their grandparents, losing these cultural elements threatens our cultural values and environmental stewardship," said Gebeyehu.

The African Biodiversity Network with its partners in Kenya called upon for the nurturing of a new generation of knowledge holders, primarily the elderly, to educate the youth on the importance of conserving biological and cultural diversity. "This intergenerational transfer of knowledge is essential to mitigate the loss of this heritage to urbanization," read part of the statement.

e-BOURSE

Rabah Karali (Algérie) ; Coopération dans le domaine du développement de l'hydrogène vert, 2024, une année très prolifique ; Ebourse, 25 juillet 2024.

Tag : UE.

Coopération dans le domaine du développement de l'hydrogène vert 2024, une année très prolifique

L'Algérie dispose d'atouts très importants pour pouvoir produire et potentiellement exporter à terme l'hydrogène renouvelable (vert), produit par électrolyse de l'eau à travers l'utilisation d'électricité produite de sources renouvelables.

Parmi ces atouts, un potentiel très important de production d'électricité renouvelable, une expertise solide grâce à l'expérience dans la production et le transport du gaz naturel et de l'hydrogène gris, des infrastructures (gazoducs) pour le transport et l'exportation du gaz naturel qui pourraient être utilisées, après des adaptations techniques pour l'hydrogène vert. Le plan du gouvernement algérien de septembre 2021 indique que l'hydrogène, notamment vert, est une priorité pour les autorités. L'objectif est d'établir «un partenariat stratégique avec des partenaires étrangers pour la mise en œuvre d'un plan national de l'hydrogène, notamment vert». En novembre 2021, le comité national chargé de l'élaboration de la stratégie nationale de l'hydrogène a été installé.

UN ACTEUR-CLÉ DANS LA PRODUCTION ET L'EXPORTATION

L'année 2024 a été très prolifique en termes de conclusion de contrats de coopération dans le domaine de l'hydrogène vert. Il est important de savoir que le plan de développement de l'hydrogène vert dans notre pays s'étend sur la période 2030-2040, et vise à atteindre des objectifs dont le plus important est de positionner l'Algérie comme un acteur-clé dans la production et l'exportation de l'hydrogène vert, notamment vers le marché européen. C'est pourquoi notre pays travaille à l'établissement d'une stratégie comprenant la



formation d'une main-d'œuvre spécialisée, qui constituera une base appropriée pour préparer les futurs acteurs actifs de l'industrie de l'hydrogène. Ceci étant dit, notre pays cherche à développer les domaines de production et d'exportation d'hydrogène vert et à se transformer, dans un avenir proche, en un pôle énergétique important, en mettant en œuvre des projets qui incluent la production et l'exportation, dans une première phase, entre 30 et 40 térawatts/heure, sous forme d'hydrogène vert gazeux et liquide principalement destiné au marché européen, en parallèle avec la possibilité de produire l'équivalent de 10 térawatt/heure d'hydrogène bleu destiné au marché local. Pour rappel, ce sont là des objectifs déjà tracés dans la feuille de route adoptée en Conseil des ministres et qui se décline en trois phases : 2023-2030 pour la production de l'hydrogène vert, 2030-2040 pour son exportation, et 2040-2050 pour que l'Algérie prenne sa place parmi les pays leaders mondiaux pour la production et de l'hydrogène vert.

PLUSIEURS CONTRATS SIGNÉS

Au niveau international, le ministre de l'Énergie et des

Mines, Mohamed Arkab, a affirmé, le mois dernier à Alger, que le partenariat énergétique avec l'Union européenne (UE) était «primordial et important» pour un développement efficace de la production d'hydrogène propre en Algérie. Le ministre a souligné, lors de cette rencontre organisée par le ministère en collaboration avec la délégation de l'Union européenne (UE) en Algérie, l'importance de cette coopération dans la réduction des risques liés au développement de ce nouveau secteur, «au mieux des intérêts des deux parties», citant «plusieurs projets pilotes et expérimentaux» lancés à travers le pays, dont certains s'inscrivent dans le cadre du partenariat stratégique avec l'UE. Aussi, l'Allemagne et l'Algérie ont conclu en février dernier un accord pour créer un groupe de travail commun sur l'hydrogène vert. L'objectif de ce partenariat consiste à mettre en place des conditions-cadres pour la production, le stockage et le transport d'un hydrogène propre et de ses dérivés. «Cette initiative renforcera la sécurité énergétique européenne, tout en contribuant à la concrétisation de l'Accord de Paris sur le climat», explique Robert Habeck, le ministre fédéral de l'Économie et du Climat germanique.

«D'après nos estimations, l'Algérie peut fournir 10% de l'hydrogène dont a besoin l'UE d'ici à 2040». L'accord inclut la construction d'une usine pilote d'hydrogène vert d'une capacité de 50 MW à Oran. Celle-ci sera subventionnée à hauteur de 20 millions d'euros par le gouvernement allemand. Celui-ci allouera également 9 milliards d'euros au développement des technologies liées à l'hydrogène et à la promotion de partenariats internationaux. Une part importante de cette somme proviendra des fonds de relance et de résilience du programme européen Next Generation. L'année dernière, les deux pays avaient discuté d'un projet visant à convertir et à élargir un corridor de gazoducs existant. L'objectif est d'acheminer de l'hydrogène de l'Algérie vers l'Allemagne en passant par la Tunisie, l'Italie et l'Autriche. Durant cet échange, les dirigeants allemands et algériens avaient évoqué de potentielles collaborations concernant la production d'énergies renouvelables, d'hydrogène et de gaz naturel. Toujours dans le cadre de sa stratégie de développement de l'hydrogène renouvelable, l'Algérie multiplie les partenariats internationaux. En février 2024, notre pays a posé

les jalons d'une coopération prometteuse avec la Belgique. En février 2023, Mourad Adjal, le PDG du groupe Sonelgaz, a accueilli une délégation de John Cockerill, entreprise belge spécialisée dans l'ingénierie et les énergies renouvelables. Cette rencontre a permis d'explorer les possibilités de collaboration dans le domaine de l'hydrogène vert, une priorité pour les deux parties. En février 2024, le groupe belge, reconnu pour son expertise dans les énergies renouvelables, voit dans l'Algérie un partenaire stratégique pour l'expansion de ses activités en hydrogène vert. L'intérêt mutuel des deux entreprises pour le développement de solutions énergétiques propres et durables est un signe prometteur pour l'avenir. Cette coopération pourrait non seulement accélérer le développement de l'hydrogène renouvelable en Algérie, mais aussi renforcer les liens économiques et technologiques entre l'Algérie et la Belgique. A cette fin, les deux pays ont créé une task force bilatérale pour l'hydrogène dans le cadre de leur partenariat énergétique. Par ailleurs, la construction d'une installation pilote d'hydrogène est prévue. Au niveau national, en mars 2024, la Direction centrale de recherche et développement du groupe Sonelgaz a signé à Alger deux accords de coopération avec le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) concernant la production d'hydrogène vert, indique un communiqué du groupe public. Le premier accord concerne la réalisation de l'étude technico-économique d'une unité principale de production d'hydrogène vert (renouvelable), alors que la deuxième porte sur la réalisation d'une étude pour le choix du site devant abriter cette unité, précise le communiqué.

Rabah Karali

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Journée africaine des mers et des océans : entre sauvetage et préservation ; Afrik 21, 25 juillet 2024.

Tag : UA, UNESCO.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/journee-africaine-des-mers-et-des-occeans-entre-sauvetage-et-preservation/>



Alors que l'on célèbre la 9e édition de la Journée africaine des mers et des océans ce 25 juillet 2024, l'attention est attirée sur les opérations de sauvetage du cargo panaméen MV Ultra Galaxy, échoué à l'ouest du Cap occidental, en Afrique du Sud. Cet incident met en lumière l'importance cruciale de protéger les écosystèmes marins du continent.

Les efforts de sauvetage du cargo MV Ultra Galaxy se poursuivent dans une zone côtière reculée du Cap-Occidental. Dirigée par l'Autorité sud-africaine de sécurité maritime (SAMSA), l'opération vise à extraire le carburant à faible teneur en soufre, les huiles hydrauliques et la cargaison d'engrais du navire. Confrontées à des conditions météorologiques difficiles, les équipes de sauveteurs travaillent d'arrache-pied pour éviter une catastrophe écologique dans la région de Duiwegat.

Le navire de 124,56 mètres, construit en 2008, a été abandonné par ses 18 marins philippins après avoir développé une gîte excessive et s'être échoué dans la soirée du mardi 9 juillet 2024. Les membres de l'équipage ont été secourus et évacués vers la baie de Sainte-Hélène, où ils ont reçu des soins médicaux de routine. Une enquête est en cours pour déterminer les causes de l'incident.

La Journée africaine des mers et des océans : un pilier pour le développement durable

Des incidents maritimes tels que celui du MV Ultra Galaxy, souligne l'urgence d'une coopération régionale renforcée pour préserver les écosystèmes marins. Et c'est justement l'un des objectifs visés par la Journée africaine des mers et des océans, célébrée chaque 25 juillet. C'est un événement significatif sur le continent africain. Cette journée a été instaurée en 2015 par l'Union africaine (UA) dans le cadre de la « décennie des mers et des océans africains » (2015-2025). Son objectif principal est de sensibiliser à l'importance des mers et des océans pour le développement durable de l'Afrique, tout en mettant en avant la nécessité de leur protection. La création de cette journée s'inscrit dans la stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans à l'horizon 2050, AIM 2050. Cette stratégie vise à promouvoir une économie bleue prospère, durable et respectueuse de l'environnement en Afrique.

L'UA, par le biais de cette journée, s'efforce d'unifier la position des États africains dans les négociations internationales, notamment celles sous l'égide des Nations Unies, pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine au-delà des juridictions nationales.

Un chiffre d'affaire de 1500 milliards dollars en 2018

L'importance des mers et des océans pour le développement du continent est en effet une réalité incontestable. Selon Maritimafrica, un groupe de médias (site web, magazine, comptes réseaux sociaux et podcast) dédié au secteur maritime en Afrique, en 2018, la valeur économique annuelle totale des activités liées à la mer en Afrique s'élevait à 1500 milliards de dollars.

Pour consolider ce potentiel économique, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a publié en 2020, une feuille de route de la Décennie de l'océan

pour l’Afrique. Le document vise à renforcer la coordination et les synergies entre les diverses parties prenantes, telles que les gouvernements, le secteur maritime, les institutions des Nations Unies, la société civile et le milieu scientifique. Cette feuille de route identifie les lacunes et les défis majeurs en matière de sciences océaniques et sert de base pour orienter les investissements dans les infrastructures scientifiques et les capacités à long terme.

Géographiquement, l’Afrique est bordée par plusieurs océans et mers qui jouent un rôle crucial dans son climat, son économie et sa biodiversité. Le continent est entouré par l’océan Atlantique à l’ouest, l’océan Indien à l’est, et la mer Méditerranée au nord. Ces vastes étendues d’eau offrent non seulement des ressources naturelles abondantes, telles que les poissons et les minéraux sous-marins, mais elles sont également des voies cruciales pour le commerce international. Cependant, les océans et les mers africains sont menacés par la pollution, la surpêche et les effets du changement climatique. D’où l’importance de cette journée, qui vise à mobiliser les efforts pour la protection de ces précieux écosystèmes marins, essentiels pour le bien-être et la prospérité des populations africaines.



Tatiana Meliedje (Cameroun) ; Près de 40 licences de pêche octroyées au Cameroun en 2024 ; News du Camer, 25 juillet 2024.

Tag :

Pour accéder à l'article : <https://www.newsducamer.com/lutte-contre-la-peche-illicite/>

Le gouvernement vient de rendre public la liste des licences de pêche hauturière et côtière valables cette année, comme l'exige la charte mondiale pour la transparence des pêches, mais pour certaines ONG, il faut aller plus loin en abordant la question des pavillons de complaisance.



Les navires de pêche autorisés à pêcher dans les eaux camerounaises et sous pavillon camerounais en haute mer en 2024 sont connus. Le ministère des pêches et des industries Animales (Minepia) vient de publier la liste des licences octroyées cette année. Ces licences sont au nombre de 39 au total. 35 pour la pêche côtière et 4 pour la pêche hauturière. La plupart de ces licences concerne la pêche du poisson (plus d'une vingtaine) contre moins d'une dizaine pour les crevettes et la pêche scientifique. Une bonne partie de ces navires, a des propriétaires communs. Mais on remarque une forte présence des nationaux.

La publication de cette liste par le Cameroun répond à des exigences internationales, notamment celles de la charte mondiale pour la transparence des pêches. C'est une action positive pour l'image du Cameroun qui s'est vu attribuer en janvier 2023, un « carton rouge » par la Commission européenne. Il était reproché aux autorités camerounaises d'avoir continué à enregistrer des navires de pêche opérant en dehors de ses eaux sans que leurs activités ne fassent l'objet d'un quelconque suivi. C'est pourquoi la publication de cette liste est saluée par l'ONG anglaise Environmental Justice Foundation (EJF) qui parle d'une étape clé vers un océan sûr et durable. « Cette publication des licences, peut être utilisée par les acteurs impliqués dans la surveillance participative au Cameroun, d'autres gouvernements, entreprises et ONG pour aider à éradiquer la pêche illégale des chaînes d'approvisionnement », commente l'ONG.

Mais cela ne suffit pas, ajoute EJF. Il faudra que cette publication soit régulière et que cette exigence soit intégrée dans la loi camerounaise régissant la pêche. Bien plus, le gouvernement devrait se pencher davantage sur la question du pavillon de complaisance. « Le pavillon camerounais est actuellement utilisé comme « pavillon de complaisance » par des navires de pêche d'autres pays, avec peu de contrôle sur leurs activités. Cela continue de jeter une ombre sur les efforts du Cameroun pour lutter contre la pêche illégale dans le pays. EJF exhorte donc les autorités camerounaises à retirer l'enregistrement des navires soupçonnés d'utiliser le pavillon camerounais comme pavillon de complaisance », écrit l'ONG.



Didier Makal (RDC) ; La difficile valorisation de la filière artisanale du cobalt et du cuivre en RDC ; Monga Bay, 25 juillet 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://fr.mongabay.com/2024/07/la-difficile-valorisation-de-la-filiere-artisanale-du-cobalt-et-du-cuivre-en-rdc/>

- En République démocratique du Congo, l'artisanat minier n'a eu de cesse de grandir depuis 2002, jusqu'à représenter 10 à 20 % des productions de cuivre et de cobalt.
- Or, les exploitants artisanaux continuent à travailler sans sites d'exploitation, ce qui les expose à l'errance, même si l'Etat vient d'annoncer la mise à leur disposition de 5 carrés miniers.
- En plus, ces exploitants des minerais importants sont constamment exposés à de nombreux risques, notamment pour leur santé, voire pour leur vie.
- De l'avis d'un expert, l'information et la formation des exploitants artisanaux peuvent aider significativement à minimiser les risques.

Dans la région du Katanga, le Sud-est de la République démocratique du Congo (RDC), environ 200 000 personnes travaillent dans l'exploitation artisanale du cuivre et du cobalt, deux minerais essentiels pour les technologies de la transition énergétique, d'après l'estimation de Papy Nsenga, qui encadre des exploitants artisanaux à Kolwezi, la capitale de la province du Lualaba.

A l'échelle mondiale, cette production représenterait 10 à 20 % de ces ressources, dont dépendent 10 millions des proches des « creuseurs », selon la Banque mondiale, le reste étant assuré par les industriels. En majorité, ces exploitants tirent leurs revenus des creusements manuels, dans des conditions sécuritaires souvent trop risquées. Or, depuis 2002, lorsque la société publique Gécamines (Générale des carrières et des mines) est morcelée et a donné naissance à plusieurs sociétés privées, l'Etat a promis d'encadrer l'artisanat pour une migration vers « la petite mine », c'est-à-dire, une semi-industrialisation. Mais, en réalité, les artisanaux accèdent difficilement aux gisements, qui sont quasiment tous attribués aux industriels.

C'est ainsi que beaucoup de mineurs artisanaux sont devenus des clandestins et ont assisté à la dégradation de leurs conditions socio-économiques. Depuis, ils errent de carrière en carrière, tentant parfois de s'imposer sur certains gisements attribués aux privés. Dans le Lualaba, d'après Frédéric Malu qui coordonne l'ONG CENADEP spécialisée notamment dans l'aide et l'assistance aux exploitants artisanaux, les autorités ont créé des « zones tampons », c'est-à-dire, « des zones sur lesquelles on admet les mineurs artisanaux d'une manière temporaire ». « Ce ne sont pas des zones d'exploitation minérales artisanales. Ce sont des zones, qui appartiennent à des entreprises, mais sur lesquelles on accepte quand même que les artisans puissent opérer jusqu'aujourd'hui », explique Malu.

La résultante est que, contrairement à ce qui est prévu à l'article 156 du Code minier, l'attribution des ZEA (Zones d'exploitation artisanale) de cuivre et cobalt peine à prendre corps. En plus, les coopératives minières, qui organisent les exploitants artisanaux n'ont pas toutes de capitaux propres pour investir dans l'outil de production, qui assure la semi-industrialisation, disent Frédéric Malu et son collègue Richard Mukena d'Afrewatch, une ONG spécialisée dans les ressources naturelles, tous vivant à Lubumbashi.



Exploitation minière artisanale en République Démocratique du Congo. Image de Julien Harneis via Wikimedia commons (CC BY ND 2.0).

La Société Générale du Cobalt peine à démarrer effectivement

En 2019, à la suite de la promulgation, en mars 2018, du Code minier révisé, l'importance de l'artisanat minier et le besoin de le valoriser conduisent l'Etat congolais à créer l'Entreprise générale du cobalt (EGC). A travers la Gécamines, qui en détient 95 % d'actifs, les autorités congolaises entendent assainir et sécuriser la filière.

L'EGC promet « une solution immédiate aux conditions de travail des artisans miniers ainsi qu'un encadrement en adéquation avec les normes sociales et environnementales », même si ses premiers gisements à la disposition des « creuseurs », ne seront annoncés que 5 ans plus tard, récemment en février 2024. Un carré minier correspond à une petite unité cadastrale non divisible et équivaut à 84,95 ha, d'après le cadastre minier. Les 5 carrés miniers obtenus représentent ainsi 424,75 ha.

Pour Papy Nsenga, encadreur des exploitants artisanaux à Kolwezi où se concentre l'essentiel des exploitants artisanaux, ces espaces ne sauraient accueillir tout le monde. Même son de cloche de la part de Richard Mukena de l'ONG Afrewatch, spécialisée dans les ressources naturelles, qui salue tout de même les efforts de l'Etat congolais ayant « permis enfin à l'EGC d'installer des comptoirs d'achat » des minerais de la filière artisanale.

Pour Richard Mukena, la loi minière congolaise prévoit qu'une entreprise minière puisse renoncer à une partie de sa concession au profit des exploitants artisanaux. Ce qui n'est pas le cas à ce jour, regrette-t-il. Les industriels « disent que ça sera entretenir l'insécurité ou l'envahissement [de leurs concessions, Ndlr] et qu'ils payent le droit superficiel sur leurs propriétés », qu'ils refusent ainsi de laisser aux tiers, explique Richard Mukena.

Or, de l'avis de Frédéric Malu et de Richard Mukena, plusieurs coopératives minières sont contrôlées par des politiciens à travers la technique de prête-nom.



Beaucoup de mineurs artisanaux sont devenus des clandestins et ont assisté à la dégradation de leurs conditions socio-économiques. Image de Afrewatch/Iled, (CC BY-NC-ND 4.0).

Des conditions environnementales assez risquées

Les mines artisanales de cobalt et de cuivre conjuguent plusieurs défis environnementaux irrésolus à ce jour. Les « creuseurs », qui travaillent à la pioche et s'engouffrent dans de longs tunnels non sécurisés, n'ont pas souvent le moindre équipement de protection. Or, comme l'illustre le récent renvoi en RDC de plusieurs cargaisons des concentrés de cuivre et de cobalt de la société chinoise COMMUS détenue majoritairement par la chinoise Zijin, depuis l'Afrique australe où elles étaient en transit d'après plusieurs médias congolais, le degré de radioactivité de ces minerais peut parfois s'avérer élevé et dangereux pour la santé humaine.

L'exposition aux radiations peut devenir importante pour les mineurs. Puisque le cuivre ou le cobalt peut « contenir de petites quantités d'uranium et de thorium, qui se désintègrent en éléments hautement radioactifs », explique dans un message écrit Queenter Osoro, Présidente de l'Association de l'Afrique de l'Est pour la radioprotection (EAARP.CO.KE), contactée par Mongabay. Pour un autre expert, qui a préféré garder l'anonymat, les raffineurs peuvent être aussi exposés aux résidus qui peuvent contenir « du radium issu de la chaîne de décroissance radioactive de l'uranium, lequel est toxique et radiotoxique par ingestion. De même, la présence d'U génère du radon en amont de cette chaîne de décroissance, lequel est aussi

délétère pour les alvéoles pulmonaires de celui qui en respire en quantité ». Ceci explique que certains pays décident de retourner une cargaison présentant des seuils de radioactivité au-dessus de la normale. Quant aux dangers liés au transport, ils seraient plutôt réduits, selon ce même expert.

En revanche, sur le plan environnemental, l'extraction de cuivre et cobalt peut occasionner le rejet de matières radioactives dans les rivières et les plans d'eau à proximité, selon Queenter Osoro. Dans ce cas, l'accumulation des contaminants radioactifs peut atteindre la vie aquatique, l'agriculture dépendante de l'eau ou les utilisateurs.

Si les études toxicologiques au niveau des hôpitaux semblent plutôt peu accessibles, Dr Mathieu Mulumba, qui travaille à la polyclinique Sauveur de Lubumbashi, dit que les cas d'oncologie, comme le cancer, sont courants dans la ville. Selon lui, cette maladie atteint généralement les enfants issus majoritairement des milieux miniers.

Par ailleurs, pour l'ONG Afrewatch, le coût humain de l'exploitation du cobalt est très élevé. Son enquête, menée dans 25 villes avec des scientifiques du Département de toxicologie et d'environnement de l'université de Lubumbashi, révèle notamment que les rivières Katapula et Kalenge sont « hyperacides », alors que les rivières Dipeta et Dilala à Kolwezi sont « très acides ». Ces quatre cours d'eau sont pourtant utilisés encore à ce jour par les paysans, notamment pour des cultures maraichères.



Des mineurs artisanal a Rubaya en RDC. mage avec l'aimable autorisation de Global Witness.

Informier et former les miniers artisanaux pour moins de dangers

A propos de l'agriculture, cette même étude d'Afrewatch indique que sur 144 habitants interrogés, les personnes concernées (la quasi-totalité, soit 99 %) ont vu baisser leurs rendements, ces dernières années, et manquent, pour près de 60 %, de ressources pour la scolarité de leurs enfants, alors que 75 % ne disposent pas de moyens suffisants pour accéder aux soins de santé ou acheter des médicaments.

Le plus à craindre, dans cet environnement, ce sont des composés chimiques potentiels ou soufre, la chaux et autres métaux parfois radioactifs, qui peuvent se répandre lors du déplacement de petites particules, qui « se lèvent dans l'air parce que les sols sont nus et [qui] peuvent retomber dans l'eau ou dans les champs, plusieurs kilomètres plus loin », d'après Jean-Pierre Djibu.

Pour Jean-Pierre Djibu, la RDC peut minimiser les risques pour les riverains et les travailleurs des mines. « Il serait intéressant d'informer, former et sensibiliser. Tant que les gens ne sont pas formés, ils restent ignorants et ne se protègent pas », et ne posent pas des actions de projections, dit Djibu.



Jenifer Gilla (Tanzanie) ; Environmental Stakeholders Urge Comprehensive Solid Waste Management ; Habitat Media, July 28, 2024.

Tag : -.

To access the article : <https://habitatmedia.co.tz/environmental-stakeholders-urge-comprehensive-solid-waste-management/>



Dar es Salaam. Environmental sanitation stakeholders have called for establishment of eco-systems for management of solid waste in the country.

They have pointed out that the main reasons solid waste has become a problem is non-enforcement of environmental laws, shortage of recycling experts, a lack of accurate data on waste collection and weak management throughout the entire chain.

These issues can easily be executed if there is framework to guide their implementation.

The stakeholders suggested close cooperation between the government and the private sector in waste management and formulation of regulations on waste management.

Such regulations should hold manufacturers accountable for controlling the spread of waste resulting from their products.

They noted for instance that producers of plastic bottles and bags should be tasked to ensure that the streets are free from used plastic bottles and bags.

The recommendations were made recently in Dar es Salaam during a meeting that brought together leaders from all the municipal councils in the region, the Vice President's Office, the President's Office for Regional Administration and Local Government (TAMISEMI), the National Environmental Management Council (NEMC), the private sector, university lecturers and waste collectors. The meeting was organized by the Human and Environment Development Organization (HUDEFO).



Sarah Pima, HEDEFO director

The NEMC Chief Environment Officer, Engineer Boniface Kyaruzi, said directive in the environmental law of 2004 that waste to be separated at home for recycling and manufacturing new products is not observed.

He stated that this result of municipalities and local leaders failure to fulfill their supervisory duties.

He said approximately 75 percent of household waste is organic, which can be processed into insect food and fertilizer, while plastic waste can be turned into products like decorations and tiles.

If this is implemented as the law directs, only a small amount of waste would end up in the dumpsite.

He said that even those given the responsibility to manage environmental sanitation in municipalities lack sufficient practical knowledge of waste management, as many are hired directly from universities where they have only studied theory and not practical.

“Moreover, there are no accurate statistics on the waste produced, collected, taken to the dumpsite or left to scatter on the streets. This is because we rely on foreign research instead of conducting it ourselves,” he said.

He expressed surprise that recycling industries complain of a lack of raw materials while hundreds of tonnes of organic and plastic waste is being dumped on a daily basis.

He said it is time for the country to move away from the dependency mindset of using dumpsites for waste disposal and instead focus on recycling so that waste is directed there, benefiting citizens economically.

He also suggested that the government work closely with the private sector and ensure it provides a conducive environment for it to operate effectively.

“There is also a need to increase experts and review university curricula to improve recycling courses so as to produce skilled professionals,” he suggested.

For his part, Prof Hamudi Majamba from the University of Dar es Salaam said plastic waste has increased in streets because the law does not burden bottle manufacturers to ensure that the bottles do not end in streets after use.

He suggested drafting regulations that will hold manufacturers accountable for management of the bottles after their use.



Prof Hamudi Majamba from the University of Dar es Salaam

A journalist from Mwananchi newspaper, Halili Letea, while researching his article on the growing waste problem in markets in the region, found that there was no cooperation between municipalities and market leaders, leading to poor waste management.

He said this situation damages the image and status of the markets, causing frequent diseases among traders and depriving the council of revenue.

John Meena, an Environment Officer from Temeke Municipality, admitted that awareness and understanding of waste recycling remain a challenge to many citizens, contributing to a lot of waste going to the dumpsite despite the presence of recycling facilities.

He stated that the municipality collects 1,494 tonnes of waste per month, of which 1,166 tonnes, or 78 percent, are taken to the dump site, and only 22 percent are recycled.

Hawa Mwechaga, the Coordinator for Environment and Climate Change from TAMISEMI, said they are preparing a mid-level strategy, which will identify priority areas on waste management chain to enable the community realise how they can use waste as source of income.

Martha Molel, Chairperson of the Dar es Salaam Waste Pickers Network (MTAWADA), said they face many challenges, including assault and sexual violence while collecting plastic waste from those with malicious intent.



Kennedy Abwao (Kenya) ; Kenyan climate scientists discover groundbreaking Turkana Jet influencing drought patterns ; Panapress, July 29, 2024.

Tag : -.

To access the article : <https://www.panapress.com/Kenyan-climate-scientists-discover-a-630770654-lang2.html>

Nairobi, Kenya (PANA) – Climate scientists from the University of Nairobi (UoN) have discovered a new climate pattern known as the Rift Jet, which determines drought, flooding and rain patterns across the Eastern Africa region.

The scientists at the University of Nairobi's Institute of Climate Change and Adaptation researched on climate patterns in Turkana, Kenya's dry and semi-desert north western region, using pilot balloons loaded with modern weather equipment.

Professor Gilbert Ouma, one of the lead researchers on the project, said the research on the Turkana Low Level Jet (LLJ), one of the key climate patterns in Africa, which transports vapour from the Indian Ocean, across the African interior, revealed previously unknown information.

“We have found a few new things. The level of jet speeds was misrepresented and its pathway was not identified,” Prof. Ouma told reporters in Nairobi during an event to launch a series of reports on climate change, biodiversity loss and pollution of water sources.

The data obtained from the research showed that higher jet speeds, which is measured by the strength of the wind blowing across the region from the Indian Ocean, would determine rainfall patterns in Turkana.

When the wind was too strong, it meant the Turkana region would experience drought while low jet speeds signaled rainfall in Turkana.

The Turkana Jet is responsible for moving moisture from Turkana, usually, a drier and hot weather region, to the Indian Ocean. The moisture patterns in the region also determines weather patterns in the Ethiopian highlands, Prof. Ouma said.

The university don said there was still ongoing work to determine whether new information could be available to help determine other critical weather trends.

For example, there was currently lack of adequate information on the impact of the Upper Air Profile.

The Upper Air Profile takes a snapshot of the atmosphere of any area, measured vertically. It measures the speed and direction of the wind.

The work of the climate scientists in Turkana has assisted the region, enabling the setting up of the Turkana wind Power project.

The Turkana Wind Farm, a 310-megawatt power infrastructure, was set up to utilize the region's massive wind potential as part of efforts to enhance climate sustainability.

The Turkana Wind Farm was commissioned in 2019 with a US\$700 million investment in clean energy power.

Prof. Ouma said knowledge generated from the scientific research and investment in knowledge formed key parts of the REACH Kenya Programme.

The REACH Kenya programme invested in improving knowledge and science that is required to enhance climate sciences.

The REACH programme is a collaboration between the University of Nairobi, the University of Oxford, United Kingdom, and the Addis Ababa University.

Through the project, REACH invested in enhancing knowledge on the climate trends in Turkana, a region which is critical for determining climate trends, but which did not have any modern data to determine accurate climate predictions.

Kenya depends on climate predictions based on information obtained from its stations in Nairobi's Dagoretti Station.

Improved weather information, especially on the Upper Air Profile, which influences flooding and drought conditions in Kenya, remains crucial.

The data obtained from the Turkana Jet has been a result of research carried out through simulations and data gathered from Radiosonde Air Balloons.

The Radiosonde is an instrument which is battery-powered, has helped to enhance climate predictions, which is part of the collaboration between the REACH and the Kenya Meteorological Development.

Dr. David Gikunga, Director at MET, said enhancing climate prediction and weather, was too critical a task for Kenya, a country whose economy was dependent on agriculture and other climate sensitive sectors.

Dr. Gikunga said rainfall patterns significantly influenced crop yields and water availability, hydropower generation and disaster preparedness.

In May, heavy flooding and landslides killed at least 267 people in Kenya and displaced 389,000 others across Kenya.

Prof. Ouma said measures to improve weather data sharing with the MET was part of the partnerships required to enhance climate and weather prediction.



Tatiana Meliedje (Cameroun) ; Cameroun : des observateurs embarqués pour améliorer la pêche des crevettes ; News du Camer, 29 juillet 2024.

Tag : BMZ, FAO, UE.

Pour accéder à l'article : <https://www.newsducamer.com/cameroun-des-observateurs-embarques-pour-ameliorer-la-peche-des-crevettes/>

Mobilisés dans le cadre d'un programme piloté par la FAO, ces observateurs à bord des navires le long de la façade maritime du pays, vont veiller à la transparence et à la bonne qualité des crevettes du Cameroun qui cherchent de nouveau à intégrer le marché européen.



Le gouvernement tente de repositionner la filière crevette dont les produits sont interdits d'exportations vers l'UE là où ils se vendraient le plus cher. Le pays a écopé de cette restriction du fait des lacunes dans le contrôle de la qualité sanitaire de ses crevettes. Mais globalement, la filière fait face à un environnement des affaires difficile. La transparence est très limitée dans l'activité des navires de pêche industrielle, détenus en quasi-totalité par des sociétés et personnes physiques étrangères. L'environnement est aussi sujet aux pirateries maritimes. Ce qui fait perdre une bonne partie de ces ressources parfois acheminées clandestinement vers des pays voisins.

C'est pour faire face à tous ces défis que le gouvernement a manifesté son intérêt pour que la chaîne de valeurs des crevettes des grandes tailles au Cameroun soit accompagnée dans le cadre du programme FISH4ACP. Il s'agit d'un programme quinquennal Piloté par la FAO et financé par l'Union européenne et le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). 12 chaînes de valeur de la pêche et de l'aquaculture d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique sont concernées. L'objectif étant de renforcer les retombées économiques et les avantages sociaux, tout en minimisant les effets de l'activité de pêche sur l'environnement.

Il est précisément question au Cameroun de mobiliser plus d'une quinzaine d'observateurs embarqués le long de la façade maritime du Cameroun. Cette démarche dont la phase pilote va durer 10 mois, permettra d'avoir une bonne surveillance des produits tirés des eaux camerounaises. « Notre ressource est dilapidée. Il y a une bonne partie qui va au Nigeria sans que personne ne le voit. Mais avec des observateurs en mer, la production n'ira plus ailleurs du coup la ressource sera préservée. A partir du moment où il y aura un contrôle sur la qualité des filets du matériel de pêche ils vont obliger tous les capitaines de bateau à respecter les normes. Du coup il y aura une amélioration. Les petites crevettes qui sont arrêtés à tort et à travers vont cesser et la production dans les jours à venir vont augmenter », commente le président de la Plateforme des crevettes du Cameroun, Louis Martin Imounalok.

Ces observateurs issus de l'Institut de pêche et des Arts nautiques de Limbe vont aussi résoudre le problème de l'existence de faibles données sur la pêche. « Ils vont collecter des informations à caractère biologique, c'est-à-dire les tailles des poissons, aussi bien ceux qui sont capturés que ceux qui sont rejetés en mer, parce que cela fait partie de la population de poissons nécessaire à l'évaluation des stocks. Il y a la profondeur des fonds marins, les zones de pêche. Tout cela est important pour établir l'origine des ressources qui sont pêchées. Parce qu'il y a un gros problème d'origine » explique Pierre MEKE SOUNG, coordonnateur du programme fish4ACP à la FAO.

La question de l'origine est essentielle pour le marché international. C'est essentiel pour améliorer la situation du pays entachée par l'attribution d'un carton jaune de l'UE en 2021 puis d'un carton rouge en 2023 pour des faiblesses du Cameroun à contrôler la pêche illégale, non

déclarée et non réglementée (INN). Or la filière crevettière camerounaise emploie 1 800 personnes pour une contribution de 12% au PIB de la pêche.

Réactions

Aristide TAKOUKAM, président AMMCO

« On aura plus facilement des données sur la pêche »

« L’Africa marine conservation organization travaille pour la protection de la biodiversité marine et aussi le développement de l’économie bleue au Cameroun. L’accompagnement de Ammco dans ce programme d’observateurs embarqués c’est celui de la collecte des données par ce que Ammco a mis sur pied un outil qu’on appelle sirène qui est une application mobile permettant de collecter les données sur la biodiversité marine y compris sur les poissons. Ces données sont directement documentées dans un serveur et donc on parle de la sécurisation de la donnée et du partage de la donnée d’une façon beaucoup plus facile. Cet accompagnement va au-delà même des observateurs embarqués par ce que nous travaillons en collaboration avec la FAO depuis plusieurs années pour développer le programme sirène au sein de la pêche artisanale où nous allons équiper les pêcheurs avec cette application. Ce qui va leur permettre de reporter les observations qu’ils ont de la pêche crevettière ou des petits pélagiques qu’ils vont ramener dans des débarquements et de répondre à un besoin important en termes de données sur la pêche. Il y a très peu de données sur la pêche et l’application sirène va permettre d’avoir des données en temps réel du Minepia comme des autres partenaires

Pierre MEKE SOUNG, coordonnateur du programme fish4ACP, FAO

Le programme permettra d’avoir des informations nécessaires à l’évaluation des stocks

« C’est un projet qui est là, suite à la requête du gouvernement camerounais pour essayer d’examiner la situation de la chaîne de valeur crevette. C’est un projet qui a commencé depuis 2021 et qui cible cette crevette. Vous savez, le Cameroun veut dire crevette. Ce produit avait un tant soit peu, disparu de notre langage quotidien. Et le projet est donc venu remettre tout sous la sellette. Il y a eu une stratégie de mise à niveau qui a été validée en 2022 par Minepia et tous les partenaires présents. Et c’est cette stratégie qui est

mise en œuvre aujourd’hui à travers un des axes stratégiques : assurer une pêche durable. L’outil programme d’observateurs est un instrument de gestion des pêches qui vise à assurer la traçabilité des opérations de pêche en mer. Jusqu’à présent, les opérations de pêche se déroulent sous la déclaration du capitaine de pêche lorsqu’il débarque. Mais il se trouve qu’il y a d’autres informations nécessaires à l’évaluation des stocks qui ne sont pas collectées, comme les données sur les rejets et les captures accessoires, qui font partie de la communauté des ressources halieutiques et doivent être examinées ensemble en vue de l’évaluation des stocks. Raison pour laquelle les observateurs qui embarquent sont des aides à la collecte des données que fait le capitaine. Ils ne sont pas là pour inspecter ou contrôler le capitaine de pêche. Ce sont des aides, témoins de l’administration de pêche à bord des navires de pêche. C’est un programme pilote sur dix mois et donc, à partir de cela, nous aurons le temps d’apprécier les forces et les faiblesses de la mise en œuvre. Vous savez que c’est en traversant le pont qu’on le construit. C’est ainsi que nous allons nous assurer que tout ce que nous faisons est utile à toutes les parties prenantes, aussi bien les armateurs que l’administration des pêches qui est représentée. Le projet Fich4ACP est donc là pour soutenir la mise en œuvre de ce programme.

»



Didier Makal (RDC) ; L'administration publique en RDC est-elle au cœur des indemnisations injustes aux délocalisées de Lualaba ? MongaBay, 29 juillet 2024.

Tag : -.

To access the article : <https://fr.mongabay.com/2024/07/ladministration-publique-en-rdc-est-elle-au-coeur-des-indemnisations-injustes-aux-delocalisees-de-lualaba/>



Makonga (en bleu), décédé en juin de cette année, marchant parmi les décombres de ce qui était autrefois son village. Image de Eric Cibamba.

- En RDC, les populations délocalisées des sites miniers, devenus dangereux, pour leur vie, réclament souvent de justes compensations pour la perte de leurs propriétés, maisons et autres biens.
- Les sociétés minières se déchargent pratiquement de toute responsabilité. Les entreprises versent de l'argent de compensation dans un compte d'un service du gouvernement provincial, la commission chargée des délocalisations, 10 % des fonds des populations délocalisées pour le fonctionnement de ce service technique.

- D'après les membres de la société civile, l'implication de ce service public prive, non seulement les délocalisés d'argent, mais aussi des moyens de recours et du processus de réinstallation.
- Selon le ministre provincial des mines du Lualaba, Jacques Kaumba, la commission chargée des délocalisations devrait être dissoute.

LUBUMBASHI — Après un lourd bilan humain — 11 morts et plusieurs malades — suite aux pollutions répétées de l'air et de la rivière qu'il longe, le village Kabombwa a définitivement disparu. Plus de 1 000 habitants ont trouvé chacun un logement ailleurs dans la région, notamment dans la cité de Fungurume voisine, au Lualaba. Kabombwa a perdu sa quiétude dès le démarrage en 2020 de la production de la chaux dans une usine installée à proximité par la société chinoise Tenke Fungurume Mining (TFM).

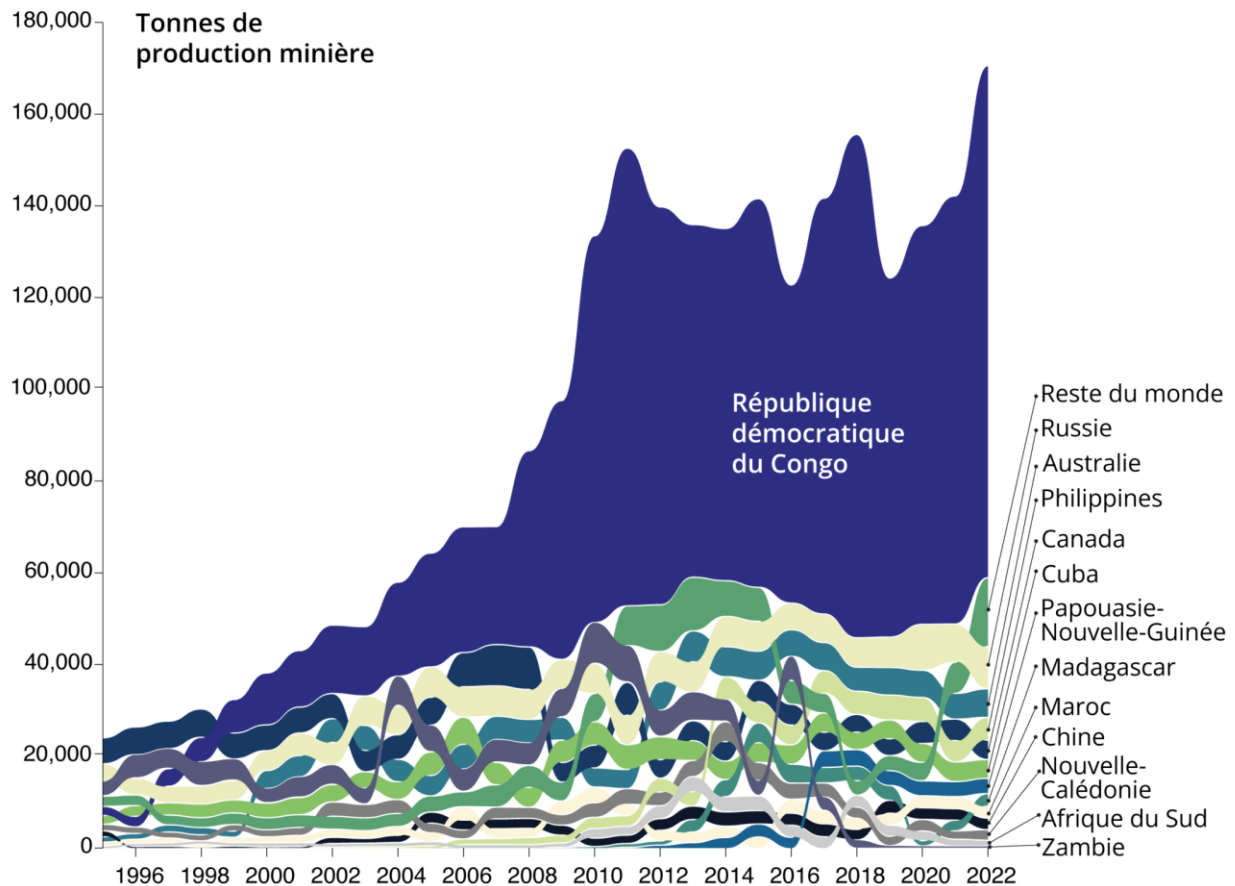
A leur délocalisation, après plus d'une année de discussions sur les compensations financières, les habitants de Kabombwa ont reçu de l'administration publique entre 3 000 USD et 5 000 USD, d'après un agent de la mairie de Fungurume. Selon les habitants du village, le montant est bien insuffisant. Avec l'argent perçu, ils ne peuvent pas se payer une maison ou en construire de nouvelles dans leur nouveau milieu de vie.

Quelle est l'une des raisons de ce montant insuffisant ? C'est l'administration publique, réclament les membres de la société civile.

A l'initiative du gouvernement provincial du Lualaba, la commission de délocalisations reçoit une portion de l'argent dû aux personnes délocalisées. La société, elle, se lave les mains pratiquement de toute responsabilité, laissant à l'administration de gérer la compensation des populations affectées.

C'est un cas qui se répète pour les délocalisations minières au Lualaba, province pourvue d'importants gisements de cuivre et de cobalt, des minéraux indispensables pour la transition énergétique. En raison de la ruée vers ces minéraux précieux, les habitants des environs craignent, non seulement une délocalisation, mais également une délocalisation injuste.

Production de Cobalt



Source: Energy Institute 2023

MONGABAY

Plus de la moitié de la production mondiale de cobalt se trouve dans les provinces de Lualaba et Haut-Katanga en République démocratique du Congo.

Payer pour sa propre délocalisation

Aux cités Gécamines et Musonoïe à Kolwezi, la capitale du Lualaba, par exemple, une mine de la société publique Gécamines (Générale des carrières et des mines) et de la Compagnie minière chinoise de Musonoïe (COMMUS) s'est dangereusement approchée des habitations et en a détérioré plusieurs. D'après Patrick Ilunga, l'avocat de COMMUS, les 209 candidats à la délocalisation ont perçu une « moyenne de 80 000 USD ». De plus, certains délocalisés ont jugé la compensation insuffisante et réclament plus.

Comment les populations reçoivent-elles cette somme ? Il suffit de suivre le processus de compensation dans la province. Elle commence par une évaluation faite par la commission de délocalisation, qui fixe la valeur des biens des délocalisées. Cette commission est constituée des membres du gouvernement, des députés, de la société civile et des techniciens du foncier. Après l'évaluation, l'entreprise effectue des paiements : aujourd'hui elle effectue des virements bancaires vers les comptes des propriétaires des droits fonciers délocalisés. Il y a quelques années, les bénéficiaires percevaient de l'argent liquide.

Par contre, la commission des délocalisations, quant à elle, reçoit 10% du coût total des paiements à effectuer aux personnes délocalisées. Ceci est pour son fonctionnement et la rémunération de ses membres, a expliqué à Mongabay Jean-Pierre Kalenga, le membre du gouvernement du Lualaba, qui préside cette commission.

Il y a donc un manque de 10% du total de la somme, qui reste à distribuer aux délocalisés. Dans ces circonstances, les sociétés privées se déchargent de toute responsabilité lorsque les communautés parlent d'une compensation injuste. Or, elles ont versé 10% des fonds aux techniciens de la commission sur le montant de ces derniers.

Il s'en suit que ce sont les candidats à la délocalisation, qui financent l'expertise devant conduire à leur délocalisation, dit Kalenga.



La vie, près de la carrière minière est rythmée par des perturbations environnementales permanentes : poussière, tremblement de terre à chaque minage et effondrement ou fissurations des murs. Image de Eric Cibamba.

Par contre, d'après le code minier, mais aussi le Règlement minier (Annexe 18), c'est le titulaire des droits miniers (la société minière) qui assume la responsabilité de la délocalisation des populations exposées aux effets néfastes de ses activités. La logique voudrait que ce soit la société qui assume le coût, incluant la commission, et non les bénéficiaires. Dans le Lualaba, la commission de délocalisations évalue les biens de chaque parcelle ou champ devant disparaître pour une compensation financière, et l'entreprise minière qui délocalise paie les valeurs indiquées par elle.

Ainsi, la conformité à la loi de cette commission est discutée. En octobre 2023, le ministre provincial des mines du Lualaba, Jacques Kaumba, a clairement appelé les concernés à se référer au code minier, qui « est assez clair », selon lui, sur le processus délocalisation-réinstallation. Pour lui, la commission devrait être même dissoute.

« C'est le concessionnaire qui doit délocaliser. Ce n'est pas l'État qui délocalise. Nous, nous accompagnons, nous faisons le suivi de la délocalisation. Mais quand on dit que on a donné l'argent : on a donné l'argent à qui pour qu'il fasse quoi ? Là, vous risquez de nous mettre dans la confusion, nous faire jouer le rôle de juge et partie. L'État ne délocalise pas, l'État

accompagne le processus. Celui qui délocalise, c'est le concessionnaire », a déclaré Jacques Kaumba.

Délocalisations sans réinstallations

La création de la commission des délocalisations, en 2017, selon le défenseur des droits humains, Donat Kambola de Kolwezi, répondait aux besoins du moment. Le code minier n'était pas aussi clair qu'aujourd'hui, explique-t-il. Après sa révision en 2018, « le rôle et le travail de cette commission devrait s'adapter », explique Kambola à Mongabay. Néanmoins, en 2022, une loi provinciale a pérennisé la commission de délocalisation et la définit comme cadre de représentation de l'administration provinciale dans le processus de délocalisation.

La conséquence de l'implication des services publics prive les délocalisés des moyens de recours, regrette Donat Kambola. « Quant aux droits des victimes, une fois de plus, la Commission provinciale ne met pas en place des mécanismes de traitement de plaintes et de recours. Ainsi, lorsqu'une personne a des constatations, elle n'a pas généralement à qui s'adresser », explique la même personne.

Un autre problème, c'est que les entreprises continuent à délocaliser sans plan de réinstallation. Pour Lambert Menda, leader de la Nouvelle société civile du Congo, cet inconfort vient de l'habitude pour les candidats à la délocalisation « à percevoir de l'argent liquide plutôt que d'être relocalisés ». Il reconnaît toutefois que certaines victimes demandent leur réinstallation ailleurs, comme l'a fait l'entreprise Metalkol pour des habitants du village Samukonga. Mais cette option de réinstallation organisée par les miniers ne contente pas certaines victimes, qui déplorent de longues durées d'attente.



Adélard Makonga est assis sur le site minier de la Gécamines. Image de Eric Cibamba.

Par exemple, aux villages Tshabula, près de la cité de Musonoïe à Kolwezi, et Kakanda dans les environs de la cité de Fungurume, des paysans attendent leurs délocalisations par les sociétés minières COMMUS et Boss mining (filiale d'Eurasian Natural Ressources PLC). Malgré l'investissement de l'État dans ce processus, les mécontentements persistent. A chaque délocalisation, certains réclament plus de fonds pour leurs biens (maisons, arbres fruitiers, etc.) estimés sous-évalués.

Or, selon Christophe Kabwik, qui a longtemps défendu la cause des habitants de Kalukuluku proches de la mine de Ruashi mining, à l'est de la ville de Lubumbashi, les miniers n'apprécient pas autant d'organiser la réinstallation des personnes appelées à quitter leurs sites. Aidée par la maire adjointe de la ville en 2006, Ruashi Mining avait rejeté l'option de la réinstallation de quelques 200 candidats, qui l'avaient demandée. La raison, pour Kabwik, tient au fait que les sociétés minières préfèrent payer moins en donnant du cash, plutôt que de bâtir de nouvelles maisons.

Nous avons contacté Ruashi Mining, afin d'en savoir plus sur leur position face aux délocalisations, mais nos sollicitations sont restées lettre morte.

Jean-Pierre Kalenga des affaires foncières du gouvernement du Lualaba assure que certains candidats à la délocalisation ont tendance, ces dernières années, à demander leur réinstallation plutôt que de percevoir de l'argent. « C'est leur droit, tout comme ceux qui exigent de percevoir de l'argent. C'est une approche, que nous encourageons d'ailleurs », a expliqué Kalenga à Mongabay.

Pour l'activiste des droits humains, Donat Kambola, le plus important aujourd'hui est de respecter les étapes clairement définies dans le règlement minier, spécialement l'annexe 18. En attendant, regrette-t-il, « la ville de Kolwezi et les villages sont en disparition sans aucun plan de réinstallation ».



Sarah Natoolo (Ouganda) ; Food research Kawanda ; UBC Radio, July 30, 2024.

Tag : -.

To listen the report :

https://drive.google.com/file/d/1CXtA_HFIMxRv0_X8uM5Ykz3ATdtiv_UW/view



Jenifer Gilla (Tanzanie) ; Experts expound environmental significance of mangroves ; Habitat Media, July 31, 2024.

Tag : -.

To access the article : <https://habitatmedia.co.tz/experts-expound-environmental-significance-of-mangroves/>



Pwani. Residents living in coastal areas have been advised to take good care of mangrove given their importance in marine environment conservation.

The advice was given recently by the Conservation Officer from the Tanzania Forest Services Agency (TFS) in Mkuranga District, Pwani region, Mwanahawa Matimbwa.

She made the remarks recently during the World Mangrove Day celebrations held at Mdimni Village, which was organised by TCCI Mazingira in partnership with Mazingira Plus and Assemble Insurance.

“Mangroves have a lot of benefits including combating climate change, protecting ocean shores against strong sea currents and as shelter for fish and other marine life.

“We need to continue to educate one another on the importance of safeguarding mangroves,” she said.

She said on its part, TFS has been conducting periodic patrols once or twice a week in collaboration with the relevant village communities as a way of ensuring that mangrove are kept safe,” she insisted.

Leader of the Mangrove Conservation Projects in villages of Mdimni, Nganje and Kifumangao villages, Ramadhani Mwakae thanked authorities for holding the celebrations in the village as that would augment the importance of the mangrove projects in their villages.

He said the celebrations would help to raise awareness on mangrove conservation among villagers.



He said to mark the day 600 mangrove seedlings were planted and education on mangrove conservation was provided to the villagers.

He listed the disadvantages of cutting mangroves as including destroying fish breeding sites and habitats for other marine species.

“But I also thank the non-governmental organizations – TCCi and Mazingira Plus, which are involved in environmental conservation and providing solutions to climate change challenges, for ensuring these celebrations take place.

“We thank the Mkuranga District Government for its support and cooperation,” he said when expressing his gratitude.

The Mdimni Village Executive Officer, Idd Mwagala, also thanked the organizations for its gesture of holding the celebration in their village as that has helped to show the villagers that mangroves were very important.

He said in the past villagers used to cut mangroves as they took them like any other tree but after being educated on their significance they were now participating in efforts to protect them.

Mdimni resident, Maria Hasan, asked the government to reach out and provide more education on mangrove reserve conservation to more villagers so as to encourage those living near the reserves to participate in conservation efforts.

Another villager, Maimuna Mkoko, requested the government to enable them to access loans so they could engage in irrigation farming.

“We ask TFS to empower us to become mangrove conservators. Every day we wake up in the morning to protect and plant more, but we don’t receive anything. We ask the government to remember us because life in the village is hard,” she pleaded.